

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

2018
Janvier

N° 333

TOME 1



ISSN 0987-6758

BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

SOMMAIRE TOME 1

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Service gestion du personnel

| | |
|---|----|
| Délégation de signature pour la direction aménagement numérique – très haut débit Arrêté n° 2017-10677 du 21 décembre 2017..... | 8 |
| Attributions de la direction des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes Arrêté n° 2017-11132 du 08 janvier 2018..... | 9 |
| Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne Arrêté n° 2017-11136 du 27 décembre 2017..... | 10 |
| Délégation de signature pour les responsables de pôle du service gestion de parc au sein de la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail. Arrêté n° 2017-11252 du 29 décembre 2017..... | 12 |
| Délégation de signature pour la direction de l'autonomie Arrêté n° 2018-90 du 12 janvier 2018..... | 13 |

DIRECTION PERFORMANCE ET MODERNISATION DU SERVICE AU PUBLIC

Politique : - Sécurité

Opération : Risques

| | |
|--|----|
| Avis du Département sur le projet de plan de prévention des risques technologiques ADISSEO-FRANCE et TOURMALINE-REAL-ESTATE sur la commune de Saint-Clair-du-Rhône Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 C 28 49 | 15 |
|--|----|

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Service des assemblées

| | |
|---|----|
| Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Etablissement public Les Tisserands Arrêté n° 2017-11245 du 2 janvier 2018..... | 16 |
| Désignation du représentant temporaire du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) Arrêté n° 2017-11537 du 9 janvier 2018..... | 16 |
| Délégation de signature temporaire à Monsieur Patrick Curtaud Vice-président chargé de la culture, du patrimoine et de la coopération décentralisée Arrêté n°2018-305 du 12 janvier 2018..... | 17 |
| Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social Arrêté n° 2018-421 du 18 janvier 2018..... | 18 |
| Politique : - Administration générale Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 F 32 64..... | 18 |

DIRECTION DES MOBILITES

Service action territoriale

Autorisation permanente d'entreprendre des travaux sur réseaux existants souterrains sur certaines routes départementales de l'Isère
Arrêté n°2017-5943 du 26 janvier 2018 19

Arrêté à usage permanent portant réglementation de la circulation sur certaines routes départementales du territoire de l'Isère, hors agglomération
Arrêté n°2017-5945 du 26 janvier 2018 35

Service politique déplacements

Politique : - Routes

Charte d'aménagement et de fonctionnement pour la circulation des engins agricoles
Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018,
dossier N° 2018 C01 C 09 24..... 42

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

Service patrimoine naturel

Politique : - Environnement et développement durable

Programme : Espaces naturels sensibles

Opérations : Subventions ENS (1)

A la découverte des ENS (2)

Actions en faveur des espaces naturels sensibles (ENS)

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018,
dossier N° 2018 C01 C 20 45..... 79

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

Service coordination et évaluation

Politique : - Personnes âgées

Programme : Soutien à domicile

Opération : APA soutien à domicile

Convention relative à la mise en œuvre de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA) à domicile et à l'accompagnement social global des personnes âgées 2018-2020

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018,
dossier N° 2018 C01 A 05 04..... 87

Service des établissements et services pour personnes âgées

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD du Grand-Lemps
Arrêté n° 2017-10655 du 6 décembre 2017 90

Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe E.H.P.A.D du Parc géré par le Centre Hospitalier de Rives
Arrêté n° 2017-10656 du 6 décembre 2017 92

Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe E.H.P.A.D Marie-Louise Rigny géré par le Centre Hospitalier de Rives.
Arrêté n° 2017-10657 du 6 décembre 2017 94

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Romanche » à Vizille
Arrêté n° 2017-10666 du 4 décembre 2017 96

Tarifs hébergement de la résidence autonomie «Les Saulnes» à Seyssinet-Pariset
Arrêté n° 2017-10693 du 7 décembre 2018 97

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Les Pervenches » à Saint-Georges-d'Espéranche
Arrêté n° 2017-10694 du 7 décembre 2018 98

| | |
|---|-----|
| Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Maurice Gariel » à Varcès-Allières-et-Risset Arrêté n° 2017-10720 du 8 décembre 2017 | 99 |
| Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Plampalais » de Saint-Geoire-en-Valdaine Arrêté n° 2017-10738 du 6 décembre 2017 | 101 |
| Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Maurice Thorez » à Echirolles Arrêté n° 2017-10812 du 12 décembre 2017 | 103 |
| Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Belvédère » à Saint-Martin-d'Uriage Arrêté n° 2017-10837 du 12 décembre 2017 | 104 |
| Fermeture de 5 places au sein du centre d'hébergement temporaire pour personnes âgées « Les Quatre Saisons » rattaché à l'EHPAD de Roybon. Arrêté n° 2017-10873 du 13 décembre 2017 | 105 |
| Tarifs hébergement et dépendance des budgets annexes de l'EHPAD et des USLD des Centres de Gérontologie « Sud 1 et 2 » du Centre Hospitalier Universitaire de Grenoble Arrêté n° 2017-10880 du 12 décembre 2017 | 106 |
| Tarifs hébergement et dépendance 2018 de la petite unité de vie pour personnes âgées de Pontcharra Arrêté n° 2017-10883 du 13 décembre 2017 | 110 |
| Tarifs hébergement et dépendance de la petite unité de vie « MARPA La Révola » à Villard-de- Lans Arrêté n° 2017-11040 du 14 décembre 2017 | 112 |
| Tarifs hébergement et dépendance de la petite unité de vie « Foyer Rose Achard » à Pont-en- Royans Arrêté n° 2017-11142 du 14 décembre 2017 | 114 |
| Tarifs hébergement des résidences autonomie gérées par le CCAS de La-Tour-du-Pin Arrêté n° 2017-11285 du 2 janvier 2018 | 116 |
| Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Blanche » à Voiron Arrêté n° 2018-95 du 3 janvier 2018 | 118 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » de Mens Arrêté n° 2018-214 du 4 janvier 2018 | 119 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD de Saint-Chef Arrêté n° 2018-295 du 8 janvier 2018 | 122 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Sévigné » situé à Saint-Martin-le-Vinoux Arrêté n° 2018-353 du 10 janvier 2018 | 124 |
| Politique : - Personnes âgées Programme : Soutien à domicile Opération : APA – PCH Soutien à domicile Réforme de la tarification des services d'aide à domicile Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 A 05 05 | 126 |
| Politique : - Personnes âgées Programme : Hébergement personnes âgées Opération : Aides aux établissements PA Convention relative au versement d'une subvention d'investissement à la communauté d'agglomération du pays voironnais Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 A 05 07 | 133 |

Politique : - Personnes âgées
 Programme : Hébergement personnes âgées
 Opération : Etablissements PA
 Règlement à terme à échoir des frais d'hébergement des bénéficiaires de l'aide sociale mensualités 2018 pour l'hôpital Sud - CHU de Grenoble
 Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 A 05 10..... 136

Service des établissements et services pour personnes handicapées

Tarifification 2018 du service d'accompagnement et d'aide à domicile, géré par l'Association des Paralysés de France (APF)
 Arrêté n° 2017-11378 du 22 décembre 2017..... 137

Capacité des foyers de l'agglomération grenobloise gérés par l'association familiale de l'Isère pour personnes handicapées (AFIPH)
 Arrêté n° 2018-189 du 8 janvier 2018 138

Modifiant l'arrêté ARS n° 2015-4704 CG38 n° 2015-8703 du 20 novembre 2015 et publié au recueil des actes administratifs de la région Rhône Alpes le 03 décembre 2015.
 Désignation des membres permanents de la commission d'information et de sélection des appels à projets, conjointe Agence régionale de santé et Conseil départemental de l'Isère, dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux.
 Arrêté n° 2018-614 du 19 janvier 2018 140

Désignant les membres experts pour une commission d'information et de sélection des dossiers d'appel à projets dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et des services médico-sociaux.
 Arrêté n° 2018-724 du 24 janvier 2018..... 143

Politique : - Personnes handicapées
 Programme : Hébergement personnes handicapées
 Opération : Etablissements personnes handicapées
 Conventions à intervenir avec l'association Sésame Autisme Rhône-Alpes (SARA), la Fondation Partage et Vie et l'association de recherche et d'Insertion sociale des trisomiques de l'Isère (ARIST)
 Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 A 06 13..... 145

DIRECTION EDUCATION JEUNESSE ET SPORT

Politique : Education
 Acquisition à titre gratuit de l'assiette foncière de la piste d'athlétisme située à côté du collège Le Guillon à Pont-de-Beauvoisin.
 Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 D 07 51..... 155

Politique : Education
 Désaffectation d'un logement de fonction du collège Louis Aragon à Villefontaine
 Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 D 07 52..... 155

Politique : Education
 Programme : Collèges publics122
 Opération : Restauration scolaire
 Tarifs de la restauration scolaire 2018
 Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 D 07 56..... 156

Service jeunesse et sport

Politique : Education

Programme : Education

Opération : Collèges Publics

Mutualisation des équipements de collège hors temps dédié à la formation initiale et continue -

Convention entre le collège du Vallon des Mottes et la commune de La Motte d'Aveillans -

Avenant n°1 à la convention entre le collège Le Calloud et la commune de La Tour du Pin

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018,

dossier N° 2018 C01 D 07 55157

Politique : - Jeunesse et sports

Programme : Plan départemental pour la jeunesse

Opération : subventions de fonctionnement

Fonds départemental des collégiens (FDC) - affectations des crédits 2018

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018,

dossier N° 2018 C01 D 08 60182

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

SERVICE GESTION DU PERSONNEL

Délégation de signature pour la direction aménagement numérique – très haut débit

Arrêté n° 2017-10677 du 21 décembre 2017

Dépôt en préfecture le 27/12/2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-10107 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2016-8068 relatif aux attributions de la direction de l'aménagement numérique – très haut débit,

Vu l'arrêté n°2017-2418 relatif au délégations de signature pour la direction de l'aménagement numérique – très haut débit,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Pascal Jolly**, directeur de la direction de l'aménagement numérique – très haut débit, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans ses attributions à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et des délibérations de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

En cas d'absence de **Monsieur Pascal Jolly** directeur, les délégations qui lui sont conférées peuvent être assurées par **Madame Emeline Segarra**, responsable de la cellule financière et juridique, par **Monsieur Eric Menduni**, responsable de la cellule opérationnelle, par le directeur général ou par le directeur général adjoint des services, ainsi que par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 3 :

L'arrêté n° 2017-2418 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 4 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Attributions de la direction des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes

Arrêté n° 2017-11132 du 08 janvier 2018

Date dépôt en Préfecture : 18/01/2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2017-11112 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2016-982 relatif aux attributions de la direction des finances et du juridique,

Vu l'avis favorable du comité technique du 30 novembre 2017.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Les dispositions de l'arrêté 2016-892 sont abrogées.

Article 2 :

La direction des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes a pour mission de conseiller les élus et les services, d'apporter une expertise et d'évaluer les risques dans les domaines variés du droit et de la commande publique et d'assurer la défense des intérêts du Département dans le cadre de litiges et de procédures contentieuses.

A ce titre elle est dotée des attributions suivantes :

2-1 service achats :

- mettre en œuvre une politique d'achat performante
- permettre de définir les besoins de la collectivité en terme de travaux, de fournitures, et de services
- mettre en place le sourçage et les études de marché pour des familles d'achat en fonction des demandes des directions responsables de marché
- assurer le lien entre les prescripteurs, les acheteurs, les juristes, les rédacteurs et les comptables

2-2 service marchés et contrats complexes :

- garantir et contrôler les procédures des marchés publics, des DSP, des concessions
- piloter les commissions d'appels d'offres et de délégation de service public, les commissions consultatives de service public
- accompagner les directions dans la rédaction des procédures de marché lorsqu'elles n'ont pas de gestionnaires marchés
- développer les compétences des gestionnaires marchés et harmoniser les pratiques

2-3 Service juridique et assurances :

- apporter des conseils juridiques et défendre les intérêts de la collectivité en couvrant les diverses compétences départementales,
- mise en œuvre de modes alternatifs de règlement des conflits,
- participer au choix des assistants à maîtrise d'ouvrage en matière juridique sur les projets départementaux
- gérer et suivre les procédures contentieuses,

- assurer une veille juridique,
- suivre et gérer les contrats d'assurance de la collectivité ;

Article 3 :

Les attributions décrites dans l'article 2 prennent effet au **1^{er} janvier 2018**.

Article 4 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne

Arrêté n° 2017-11136 du 27 décembre 2017

Dépôt en Préfecture : 05 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-10107 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2012-12161 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,

Vu l'arrêté n° 2017-9157 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,

Vu l'arrêté nommant **Madame Laurence Theuillon**, adjointe au chef de service enfance-famille à compter du 1^{er} janvier 2018,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Gilles Ripolles**, directeur du territoire de l'Isère rhodanienne, et à **Madame Françoise Magne**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Vincent Delecroix, chef du service aménagement et
Monsieur Régis Bruty, adjoint au chef du service aménagement,
Madame Sophie Tanguy, chef du service éducation,
Madame Nathalie Besset, chef du service enfance-famille et à
Madame Laurence Theuillon, adjointe au chef du service enfance-famille, et à
Madame Françoise Goubet, responsable accueil familial,
Madame Annie Barbier, chef du service autonomie et à
Madame Delphine Roux, adjointe au chef de service autonomie,
Madame Maud Makeieff, chef du service développement social et à
Mesdames Véronique Charleux-Manneveau et Ségolène Arnaud, adjointes au chef du service développement social,
Madame Hélène Chappuis, chef du service ressources,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Florence Revol**, chargée de mission auprès du service développement social, pour signer tous les actes relevant des dispositifs liés à l'insertion des jeunes et des adultes, à l'accès au logement et aux actions sociales polyvalentes.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Madame Elise Jacquin-Dantin**, conseillère technique auprès du service enfance-famille, pour signer tous les actes relevant des dispositifs liés à la prévention, l'aide sociale à l'enfance et à la protection maternelle et infantile.

Article 5 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Gilles Ripolles, directeur du territoire, et de

Madame Françoise Magne, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 6 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne.

En cas d'absence du responsable accueil familial, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par le chef de service ASE ou l'adjoint au chef de service ASE ou par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne.

En cas d'absence du chargé de mission « développement social », la délégation qui lui est conférée par l'article 3, peut être assurée par le chef de service développement social ou les adjointes au chef du service développement social.

En cas d'absence du conseiller technique « enfance-famille », la délégation qui lui est conférée par l'article 4, peut être assurée par le chef de service enfance-famille ou l'adjointe au chef du service enfance-famille.

Article 7 :

L'arrêté n° 2017-9157 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Délégation de signature pour les responsables de pôle du service gestion de parc au sein de la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail.

Arrêté n° 2017-11252 du 29 décembre 2017

Date dépôt préfecture : 05/01/2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°2016-10107 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2016-994 relatif aux attributions de la direction des constructions publiques et de l'environnement de travail l'article 2/2-4 concernant le service gestion de parc,

Vu l'arrêté n°2015-2264 portant délégation de signature pour la direction de l'immobilier et des moyens,

Vu le volume des marchés à bon de commande conduit par le service gestion de parc,

Vu les attributions du responsable « pôle marché comptabilité gestion de flotte », fondées sur sa fiche de poste et notamment en matière d'encadrement,

Vu les attributions du chef « pôle exploitation », fondées sur sa fiche de poste et notamment en matière d'encadrement,

Vu les attributions du responsable « pôle radio », fondées sur sa fiche de poste et notamment en matière d'encadrement,

Vu les attributions du responsable « pôle magasin », fondées sur leur fiche de poste et notamment en matière d'encadrement,

Vu les attributions des « chefs d'atelier », fondées sur sa fiche de poste et notamment en matière d'encadrement,

Vu les attributions du responsable « pôle atelier », fondées sur sa fiche de poste et notamment en matière d'encadrement,

Considérant l'élection du Président du Conseil départemental de l'Isère en date du 2 avril 2015,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête

Article 1 :

Dans l'intérêt du service et pour assurer une gestion et une exécution optimales des marchés du service gestion de parc notamment aux fins d'endiguer tout retard, délégation de signature est donnée à :

- **Madame Marie-Pierre Graffouillère**, responsable du pôle marché comptabilité gestion de flotte , pour signer les courriers, les documents relatifs au fonctionnement du pôle, les pièces comptables et les bons de commande d'un montant inférieur à 10 000 euros HT, relatifs aux marchés publics entrant dans ses attributions ;

- **Monsieur Dominique Caillet**, responsable du pôle radio, pour signer les bons de commande inférieurs à 4 000 euros HT pour les marchés publics relatifs aux pièces détachées spécifiques radio, entrant dans ses attributions ;

- **Monsieur Patrice Ruchier-Berquet**, responsable du pôle magasin, pour signer les bons de commande inférieurs à 4 000 euros HT pour les marchés publics relatifs aux pièces détachées, lubrifiants, pneus, produits chimiques, petits consommables, aux fournitures de matériaux et produits de l'exploitation, ainsi que les bons de commande inférieurs à 10 000 euros HT pour les marchés de carburant, entrant dans ses attributions ;

- **Monsieur Michaël Bestel et Monsieur Gérald Ugnon-Fleury**, chefs d'atelier, pour signer les bons de commandes inférieurs à 4 000 euros HT pour les marchés publics relatifs à des prestations de réparations, aux contrôles des installations et matériels, aux pièces détachées, lubrifiants, pneus, petits consommables ainsi que, les bons de commande inférieurs à 760 euros HT pour les marchés de fournitures outillage, entrant dans leurs attributions ;

- **Monsieur Pascal Bernard-Guelle**, responsable du pôle atelier, pour signer les bons de commande inférieurs à 4 000 euros HT pour les marchés publics relatifs à des prestations de réparations, aux contrôles des installations et matériels, ainsi que les bons de commande inférieurs à 760 euros HT des marchés de fournitures outillage, entrant dans ses attributions.

Article 2 :

En cas d'absence d'un responsable de pôle, la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un autre responsable de pôle dès lors que ce dernier dispose de la délégation dans le domaine visé, dans le cadre de son propre rôle. Si la délégation à un autre chef de pôle n'est pas possible pour cause d'incompétence ou d'absence, le chef du service gestion de parc, ou un autre chef de service de la direction des constructions publiques et de l'environnement du travail.

Article 3:

L'arrêté n° 2015-2264 du 2 avril 2015 est modifié à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 4 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Délégation de signature pour la direction de l'autonomie

Arrêté n° 2018-90 du 12 janvier 2018

Date dépôt en Préfecture : 16/01/2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-894 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2016-964 relatif aux attributions de la direction de l'autonomie,
Vu l'arrêté n° 2016-965 portant délégation de signature pour la direction de la santé et de l'autonomie,
Vu l'arrêté nommant **Madame Sandrine Robert**, directrice adjointe de la direction de l'autonomie à compter du 1^{er} janvier 2018.
Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame France Lamotte**, directrice de l'autonomie et à **Madame Sandrine Robert**, directrice adjointe, à l'effet de signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction de l'autonomie, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Stéphane Duval, chef du service établissements et services pour les personnes handicapées,

Madame Geneviève Chevaux, chef du service établissements et services pour les personnes âgées,

Madame Sophie Boulier, chef du service coordination et évaluation et à

Madame Agnès Finet, adjointe au chef du service coordination et évaluation,

Madame Armelle Chevalier, chef du service gestion financière et administrative,
Madame Sylvie Géronimi, chef du service évaluation médico-sociale,

Madame Corinne Scoté, chef du service CERDA,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et leurs avenants,
- procédures contradictoires de tarification,
- ordres de mission pour les déplacements réguliers dans le département ou départements limitrophes,
- ordres mission ponctuel pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Madame France Lamotte, directrice, et de

Madame Sandrine Robert, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction de l'autonomie.

Article 5 :

L'arrêté n° 2016-965 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

DIRECTION PERFORMANCE ET MODERNISATION DU SERVICE AU PUBLIC

Politique : - Sécurité

Opération : Risques

Avis du Département sur le projet de plan de prévention des risques technologiques ADISSEO-FRANCE et TOURMALINE-REAL-ESTATE sur la commune de Saint-Clair-du-Rhône

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 C 28 49

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 C 28 49,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

d'émettre un avis favorable sur le projet de règlement avec la recommandation suivante :

Il est prescrit pour chacune des zones R, r, B et b dans la partie protection des populations (PP), mesures relatives à l'exploitation que : « dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT, les gestionnaires des voies doivent prendre des dispositions interdisant aux usagers de rentrer dans le périmètre d'exposition aux risques et permettant aux usagers présents sur les voies une sortie rapide du périmètre d'exposition aux risques en cas d'alerte. »

Le Département demande que ces prescriptions soient complétées par les éléments suivants : « La définition des mesures et leur mise en œuvre seront décrites à l'occasion de la révision du Plan particulier d'intervention concernant les établissements à l'origine des risques. »

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

SERVICE DES ASSEMBLEES

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Etablissement public Les Tisserands

Arrêté n° 2017-11245 du 2 janvier 2018

Dépôt en Préfecture le : 4 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2850 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental à l'Etablissement public Les Tisserands.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à l'Etablissement public Les Tisserands par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Désignation du représentant temporaire du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC)

Arrêté n° 2017-11537 du 9 janvier 2018

Date de dépôt en préfecture : 9 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3221-1 et L3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu le code de commerce et notamment ses articles L.751-2 et R.751-2,

Vu l'arrêté n°2015110-0005 du Préfet de l'Isère, en date du 20 avril 2015 instituant la CDAC en Isère,

Arrête :

Article 1 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la commission départementale d'aménagement commercial de l'Isère, lors de sa séance du 9 janvier 2018, par Magali Guillot.

Article 2 :

Le présent arrêté ne vaut que pour la séance susmentionnée, il ne met donc pas fin aux mandats de représentation confiés à Monsieur Christian Coigné (titulaire) et Madame Annick Merle (suppléante) actés dans l'arrêté n°2015-2885 du 27 mai 2015.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Délégation de signature temporaire à Monsieur Patrick Curtaud Vice-président chargé de la culture, du patrimoine et de la coopération décentralisée

Arrêté n°2018-305 du 12 janvier 2018

Dépôt en Préfecture le 16 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2015-2560 désignant Monsieur Patrick Curtaud, 11^{ème} Vice-président en charge de la culture, du patrimoine et de la coopération décentralisée,

Vu la délibération n°2017 C10 C20 53 relative aux actions en faveur des ENS et Partenariat,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à Monsieur Patrick Curtaud, à l'effet de signer la convention d'intégration au réseau des espaces naturels sensibles du site de Montléant le 28 janvier 2018.

Article 2 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social

Arrêté n° 2018-421 du 18 janvier 2018

Dépôt en Préfecture le : 23 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment son article R.313-1, instituant une commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social,

Vu les projets autorisés en application de l'article L.313-3 du code de l'action sociale et des familles,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 2 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Politique : - Administration générale

Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 F 32 64

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 F 32 64,

Vu l'amendement et l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Vu les articles L.3121-22 et L.3121-23 du code général des collectivités territoriales qui précisent que le Département doit désigner ses représentations dans les organismes extérieurs ;

Vu l'article R.421-14 du code de l'éducation qui prévoit deux représentants du Département au sein des conseils d'administration des collèges ;

Vu la décision du Conseil départemental du 30 avril 2015 procédant à la désignation des représentants du Département dans les organismes extérieurs ;

Vu la décision de la commission permanente du 29 avril 2016 désignant les représentants du Département dans les collèges ;

- d'actualiser les représentants du Département en désignant :

Madame Emilie Carpentier en qualité de membre suppléant au sein du Conseil d'administration des collèges Le Savouret à Saint Marcellin, Joseph Chassigneux de Vinay, Olympe de Gouge de Chatte, Raymond Guelen de Pont-en-Royans en remplacement de Madame Marie-Pierre Cohen.

- de prendre acte du déplacement de Monsieur Patrick Curtaud, Vice-président du Département de l'Isère, chargé de la culture, du patrimoine et de la coopération décentralisée, qui se rendra au Sénégal dans le Département de Kédougou sur la période du 19 février au 23 février 2018.

- de donner le caractère de mandat spécial à cette mission d'intérêt départemental et d'autoriser la prise en charge des frais de transport et de mission, ainsi que des frais supplémentaires en résultant, conformément aux spécifications prévues par l'annexe de la décision du 19 juin 2015.

**

DIRECTION DES MOBILITES

SERVICE ACTION TERRITORIALE

Autorisation permanente d'entreprendre des travaux sur réseaux existants souterrains sur certaines routes départementales de l'Isère

Arrêté n°2017-5943 du 26 janvier 2018

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande du Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Abrets et environs en date du 23 mars 2017 demeurant au 78, rue Gambetta 38490 Les Abrets-en-Dauphiné relative à une autorisation permanente d'entreprendre des travaux sur les réseaux souterrains de distribution d'eau potable et d'assainissement dont il a la charge d'entretien et d'exploitation et situés sur certaines routes départementales ;

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles R113-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982, la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n°2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté n° 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement général de voirie départemental, et notamment ses articles 4, 16.1 à 16.5, 17.2.3, 25, **28** à 35, 38, 40 à 41 ;

Vu l'arrêté du Président du Département de l'Isère n° 2016-6755 du 18 août 2016 portant délégation de signature ;

Considérant que, conformément à l'article 16.5 du règlement de voirie départemental, lors de la création de réseaux, le gestionnaire de la voirie délivre au maître d'ouvrage une permission de voirie l'autorisant à occuper le domaine public routier départemental et fixant les conditions de réalisation des travaux et de gestion des ouvrages réalisés

En application de l'article 28 du règlement de voirie départemental, lorsque des travaux d'entretien ou de réparation nécessitent une ouverture de tranchée sur un ouvrage ayant déjà fait l'objet de l'autorisation de voirie précitée et que ceux-ci ne modifient ni la nature de l'occupation, ni l'emprise initiale de l'ouvrage, le gestionnaire de l'ouvrage doit demander une autorisation d'entreprendre les travaux ;

Afin de permettre à un gestionnaire de réseaux, l'exécution des interventions courantes et récurrentes, programmées ou non (urgentes) relatives à l'entretien et à l'exploitation de

l'ensemble de ses ouvrages, le gestionnaire de la voirie peut lui délivrer une autorisation permanente d'entreprendre des travaux. Cette dernière le dispense alors de demande d'autorisation d'entreprendre les travaux pour chaque intervention le nécessitant au sens de l'article 16.1 du règlement de voirie départemental ;

Arrête :

Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire⁽¹⁾, Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Abrets et environs est autorisé, de manière permanente, à entreprendre les travaux sur les ouvrages dont il a la charge d'entretien et d'exploitation sur les routes départementales listées en annexe et situées sur les territoires Haut-Rhône dauphinois, Vals du Dauphiné et Voironnais-Chartreuse afin d'y réaliser :

- Des sondages dans la structure de chaussée ou en accotement de la voie ;
- Des suppressions, réparations ou remplacements de canalisations ou d'ouvrages de visites ou de contrôles (regards, bouches à clé,...) ;
- Des ajouts d'ouvrages de visites ou de contrôle (regards, bouches à clé,...) sur canalisations existantes dans la mesure où ceux-ci restent dans l'emprise initiale de la tranchée ayant permis la réalisation de la canalisation.

à charge pour lui, ou pour les entreprises intervenant pour son compte, de se conformer aux dispositions des articles suivants.

⁽¹⁾ Le terme « bénéficiaire » utilisé est la personne physique ou morale à qui est délivrée la présente autorisation permanente d'entreprendre les travaux.

Article 2 - Information obligatoire préalable à l'intervention

1) Interventions programmées :

Cette autorisation permanente d'entreprendre les travaux ne dispense en aucun cas, l'obligation de la part du bénéficiaire (ou l'intervenant pour son compte) d'informer préalablement les services de Département.

Aussi, les interventions programmées (hors urgence) peuvent être effectuées sous réserve que le bénéficiaire (ou l'intervenant pour son compte) ait informé au moins 10 jours avant la date d'intervention, les services du Département aux coordonnées suivantes :

| Direction territoriale | Téléphone | adresse mail |
|------------------------|----------------|--|
| Haut-Rhône dauphinois | 04.74.18.65.60 | thr.amenagement@isere.fr |
| Vals du Dauphiné | 04.74.97.96.98 | tvd.amenagement@isere.fr |
| Voironnais-Chartreuse | 04.57.56.11.30 | tvc.amenagement@isere.fr |

Pour déterminer quelle est la direction territoriale compétente selon le lieu d'intervention, le bénéficiaire peut consulter la liste des RD en annexe ou la carte interactive accessible depuis la page www.isere.fr/autorisation-de-voirie.

L'information doit contenir au minimum :

- La nature de l'intervention ;
- Le lieu précis de l'intervention ;
- Le nom de l'intervenant et ses coordonnées téléphoniques d'astreinte ;
- Les dates de début et de fin prévisionnelle de l'intervention ;
- Le mode (les modes) d'exploitation prévisionnel de l'intervention.

NB : En fonction du mode d'exploitation, l'intervenant interviendra sous couvert d'un arrêté de circulation à usage permanent ou ponctuel.

Ceci, afin que les services du Département puissent opérer, si besoin, une coordination de travaux avec le renouvellement de la couche de chaussée, d'autres gestionnaires de réseaux ou la commune concernée.

A la demande du gestionnaire de voirie, ce dernier et le bénéficiaire se réunissent au moins 1 fois/an afin d'organiser une coordination générale de travaux.

2) Interventions non programmées (urgentes) :

Les interventions d'urgence sont réalisées sans information préalable des services du Département. Néanmoins, le bénéficiaire doit informer le plus rapidement possible (heures ouvrables) les services du Département de l'intervention réalisée.

Article 3 - Prescriptions techniques particulières

Ouvrages souterrains

Concernant la réalisation d'ouvrages souterrains, les prescriptions techniques particulières sont issues des articles 17.2.3 du règlement de voirie.

Typologie des tranchées (cf article 17.2.3.1 du règlement de voirie)

Seule l'ouverture de tranchées classiques est autorisée.

Les tranchées classiques sont considérées comme :

- *tranchées hors chaussée lorsque celles-ci sont situées à une distance du bord de chaussée supérieure à la profondeur de la fouille (cf annexe n°3) ;*
- *comme étroites lorsque leur largeur est inférieure ou égale à 0,30 m.*

Profondeur d'enfouissement des réseaux et remblayage des tranchées (cf articles 17.2.3.3, 17.2.3.7 et 17.2.3.11 du règlement de voirie) La hauteur minimum de recouvrement du réseau est indiquée dans les fiches de l'annexe n°7.

Le remblayage des tranchées est opéré en fonction de la catégorie de la route départementale concernée par l'intervention. La liste des RD et leur catégorie est annexée à la présente autorisation.

Le remblayage des tranchées classiques sous chaussée situées sur le réseau départemental de catégories R0 ou R1 doit être effectué conformément à la fiche n°1 annexée à la présente autorisation.

La génératrice supérieure de la conduite doit se situer à 0,80 m au minimum au-dessous du niveau fini du sol.

Le remblayage des tranchées classiques sous chaussée situées sur le réseau départemental de catégorie R2 doit être effectué conformément à la fiche n°2 annexée à la présente autorisation.

La génératrice supérieure de la conduite doit se situer à 0,80 m au minimum au-dessous du niveau fini du sol.

Le remblayage des tranchées classiques sous chaussée situées sur le réseau départemental de catégorie R3 ou R4 doit être effectué conformément à la fiche n°3 annexée à la présente autorisation.

La génératrice supérieure de la conduite doit se situer à 0,80 m au minimum au-dessous du niveau fini du sol.

Le remblayage des tranchées classiques sous accotement revêtu ou sous trottoir (hors chaussée) doit être effectué conformément à la fiche n°4 annexée à la présente autorisation.

La génératrice supérieure de la conduite doit se situer à 0,60 m au minimum au-dessous du niveau fini du sol.

Le remblayage des tranchées classiques sous accotement non revêtu (hors chaussée) doit être effectué conformément à la fiche n°5 annexée à la présente autorisation.

La génératrice supérieure de la conduite doit se situer à 0,60 m au minimum au-dessous du niveau fini du sol.

Le remblayage des tranchées classiques étroites sous chaussée situées sur le réseau départemental de catégories R0, R1, R2, R3, R4 ou R1 doit être effectué conformément à la fiche n°6 annexée à la présente autorisation.

La génératrice supérieure de la conduite doit se situer à 0,80 m au minimum au-dessous du niveau fini du sol.

Le remblayage des tranchées classiques étroites sous accotement revêtu ou non et sous trottoir (hors chaussée) doit être effectué conformément à la fiche n°7 annexée à la présente autorisation.

La génératrice supérieure de la conduite doit se situer à 0,60 m au minimum au-dessous du du haut du matériau ayant pour qualité de compactage q4.

Condition d'ouverture des tranchées sous chaussée (cf article 17.2.3.6 du règlement de voirie)

Sur les sections où la couche de roulement a été refaite depuis moins de 3 ans (identifiées par les services du Département lors de l'information préalable faite par l'intervenant conformément à l'article 2) :

- les tranchées longitudinales peuvent être ouvertes sous chaussée à condition que leur remblayage soit réalisé avec des matériaux autocompactants et les couches en matériaux enrobés sont mises en oeuvre au finisseur.
- les tranchées transversales peuvent être ouvertes sous chaussée à condition que leur remblayage soit réalisé avec des matériaux autocompactants.

Qualité de compactage (cf article 17.2.3.7 du règlement de voirie)

Les qualités sont définies dans le Guide technique intitulé "Remblayage des tranchées et réfection des chaussées" établi par le SETRA et le LCPC.

Pour les tranchées classiques, les qualités de compactage sont indiquées sur la ou les fiche(s) annexée(s) à la présente autorisation.

Selon la nature de la couche, les objectifs de compactage et les matériaux utilisables sont indiqués dans le tableau ci-après (annexe 7 du règlement de voirie) :

| Nature de la couche | Objectif de compactage | Matériaux utilisables |
|--|--|--|
| Surface (roulement + liaison) | q2 Qualité « chaussée » (permet l'obtention de performances mécaniques compatibles avec la charge) | cf fiches |
| PSR (Partie Supérieure du Remblai) | q3 Qualité « couche de forme » (permet l'effet d'enclume pour le compactage de la chaussée) | D1, D2, D3, B1, B3, C1B1, C1B3 Recyclé : F71 (GR1-sol) Auto-compactant |
| PIR (Partie Inférieure du Remblai) | q4 Qualité « remblai » (évite les tassements ultérieurs et réalise un bon épaulement des sols environnements) | D1, D2, D3, B1, B3, C1B1, C1B3 Recyclé : F7 (GR0-sol), F71 (GR1-sol), F61 Machefer type V Autocompactants réutilisation des matériaux extraits (sous conditions ⁽¹⁾) (liste non exhaustive cf norme NFP 98-331) |
| Zone d'enrobage | q4 ou q5 | Sable, gravillon roulé Autocompactants |

⁽¹⁾ Le réemploi des matériaux extraits en PIR doit être privilégié. Cependant, ces derniers doivent faire l'objet d'une classification GTR de manière à connaître les conditions de réemploi.
Si le réemploi n'est pas possible, il sera privilégié les matériaux recyclés locaux tels que les graves de démolition (F7, F71) et autres matériaux issus des plateformes de valorisation.

Obligation de résultat pour le remblayage de tranchée (cf article 17.2.3.7 du règlement de voirie).

Le remblayage de tranchée est soumis à une obligation de résultat.

Le bénéficiaire doit assurer un contrôle qui permet d'atteindre les qualités fixées.

A la demande du gestionnaire de la voirie, le bénéficiaire doit communiquer ses modalités de contrôle.

Après les travaux, le gestionnaire de la voirie peut effectuer un contrôle extérieur. Dans ce cas, le bénéficiaire procède préalablement au repérage des réseaux existants et nouvellement créés. Ce contrôle est à la charge financière du gestionnaire de la voirie si les résultats sont conformes aux prescriptions techniques et à la charge financière du bénéficiaire dans le cas contraire.

Utilisation des matériaux recyclés (cf article 17.2.3.7 du règlement de voirie)

L'utilisation de matériaux recyclés n'est pas autorisée pour le cadre de la présente autorisation.

Etat des lieux (cf article 17.2.3.8 du règlement de voirie)

Préalablement aux travaux, le bénéficiaire peut demander l'établissement d'un constat contradictoire des lieux.

En l'absence de constat contradictoire, les lieux sont réputés en bon état et aucune contestation n'est admise par la suite.

Présence d'amiante dans les couches de chaussée (cf décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante et circulaire du 15 mai 2013 sur la gestion des risques sanitaires)

Le niveau de risque de présence d'amiante dans les couches de chaussée sera précisée par les services du Département lors de l'information préalable faite par l'intervenant conformément à l'article 2.

Que les travaux soient situés dans une zone à risque faible ou dans une zone à risque élevé, il appartient au bénéficiaire de conduire toutes investigations complémentaires qu'il estime nécessaires et de prendre toutes les mesures adaptées.

Modalité d'exécution des travaux (cf article 17.2.3.9 du règlement de voirie) Les couches de surface doivent être préalablement découpées sur toute leur épaisseur et sur toute la longueur de la tranchée. Si les conditions de circulation l'exigent, les tranchées transversales sont réalisées par demi-chaussée.

Les déblais sont chargés et évacués au fur et à mesure dans un lieu de dépôt autorisé.

La recherche du lieu de dépôt incombe au bénéficiaire.

Si la pente de la tranchée ou l'importance de la circulation d'eau peuvent faire craindre un entraînement des matériaux fins, (renards...) des dispositions particulières doivent être prises (par exemple : géotextile, emploi de gravillons roulés 5/15 mm...sans oublier l'exutoire.)

En cas de travaux à proximité de réseaux à faible recouvrement et destructifs du matériau auto-compactant, ce dernier doit être reconstitué à l'identique.

Un grillage avertisseur de couleur réglementaire doit être mis en place à environ 0,30 m au-dessus de la canalisation.

Pour les tranchées sous accotement engazonné, une couche de terre végétale doit être mise en place sur 0,20 m d'épaisseur minimum et ensemencée rapidement.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il doit être reconstitué à l'identique au frais du bénéficiaire.

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux peuvent être déposés sur les dépendances de la voie (accotement) du moment qu'ils n'entravent pas la sécurité de la circulation ou les dégagements de visibilité.

En aucun cas, ce dépôt ne peut se prolonger pour une durée supérieure à celle des travaux. Les dépendances doivent, ensuite, être rétablies dans leur état initial.

Situation des ouvrages de visite ou de contrôles (cf article 17.2.3.10 du règlement de voirie) Sauf nécessités techniques, les ouvrages de visite ou de contrôle (regards / bouches à clef / chambres de tirage, ...) doivent être positionnés en dehors de la bande de roulement.

Réfection des couches de chaussée (cf article 17.2.3.11 du règlement de voirie) La réfection des couches de chaussée doit être exécutée conformément à la (ou aux) fiche(s) annexée(s) à la présente autorisation.

En raison des conditions climatiques ou de la difficulté d'approvisionnement en matériaux, une réfection provisoire de la couche de roulement peut être réalisée.

Les parties inférieures et supérieures du remblai doivent toujours être réalisées de façon définitive.

La réfection provisoire ne peut admettre une couche de roulement présentant des bords saillants supérieurs à 1 cm avant remise sous circulation.

La réfection provisoire des couches de chaussée et notamment la nature des matériaux mis en oeuvre relèvent de l'initiative du bénéficiaire. Celui-ci est entièrement responsable des conditions de sécurité des usagers de la voirie tant que la réfection définitive n'a pas été réalisée.

La réfection définitive doit être réalisée au plus tard dans les 60 jours suivant la réfection provisoire.

Pendant ce délai, et au vu d'une mauvaise tenue de la réfection provisoire, le gestionnaire de la voirie peut mettre en demeure le bénéficiaire d'effectuer une nouvelle réfection provisoire ou la réfection définitive.

En cas de carence du bénéficiaire, le gestionnaire de la voirie peut faire réaliser lui-même la réfection provisoire ou définitive, et ce, aux frais du bénéficiaire.

Contrôles de la conformité des travaux de tranchées (cf article 17.2.3.12 du règlement de voirie)Contrôles en cours de réalisation

En cours de réalisation, le gestionnaire de la voirie peut effectuer des contrôles sur la conformité technique des travaux (formulations des enrobés, mise en oeuvre et compacités...). Ces contrôles incombent financièrement. A l'issue de ces contrôles, le gestionnaire de la voirie communique ses observations au bénéficiaire en lui demandant de procéder à la correction des malfaçons, le cas échéant.

Contrôles à posteriori

Dans le cas où l'exécution des travaux n'est pas conforme aux prescriptions techniques de l'autorisation de voirie, le bénéficiaire est mis en demeure de procéder aux mises en conformité, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie peut se substituer à lui. Les frais de cette intervention sont à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Ouvrages aériens

L'intervention sur ouvrages aériens existants ne fait pas l'objet de la présente autorisation dans la mesure où conformément à l'article 28 du règlement de voirie départemental, seuls les travaux nécessitant une ouverture de tranchée sur un ouvrage existant doivent faire l'objet d'une autorisation d'entreprendre les travaux.

Article 3 – Circulation et desserte riveraine (cf. article 30 du règlement de voirie)

Le bénéficiaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux cause le moins de gêne possible aux usagers et aux autres occupants du domaine public routier départemental. Il doit s'attacher à assurer la liberté de la circulation et la protection des piétons.

Il doit également veiller à ce que la desserte des propriétés riveraines, l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité, l'écoulement des eaux de la chaussée et de ses ouvrages annexes, et, d'une façon générale, le fonctionnement des réseaux des services publics soient préservés.

Article 4 - Signalisation de chantier (cf article 31 du règlement de voirie)

Le bénéficiaire doit prendre de jour comme de nuit, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public routier départemental et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation, alternats, déviations, etc...).

Ces mesures sont conformes aux :

- textes réglementaires en vigueur et notamment à l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et de l'instruction interministérielle modifiée (livre I - 8^{ème} partie - signalisation temporaire) ;

- dispositions données par l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation dans l'arrêté temporaire de circulation relatif aux travaux faisant l'objet de la présente autorisation.

Les entreprises intervenant pour le compte du bénéficiaire ou les services du bénéficiaire devront donc signaler leur chantier conformément à ces mesures.

Ces mesures pouvant, en cours de chantier, être modifiées à la demande du détenteur du pouvoir de police de la circulation.

La surveillance et la maintenance de la signalisation de chantier doivent être assurées par les entreprises désignées, sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation.

Article 5 - Remise en état des lieux (cf article 32 du règlement de voirie)

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le bénéficiaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés au domaine public routier départemental où à ses dépendances, de rétablir dans leur état initial les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation de chantier.

Le gestionnaire de la voirie peut, cependant, dispenser le bénéficiaire de cette remise en état et l'autoriser à maintenir tout ou partie de son ouvrage en prescrivant l'exécution de certains travaux. Dans ce cas, le génie civil de l'ouvrage est incorporé dans les dépendances du domaine public routier départemental et devient propriété du Département.

Article 6 – Récolement des ouvrages (cf article 33 du règlement de voirie)

Aucun récolement n'est demandé pour l'intervention sur ouvrages souterrains existants.

Article 7 - Période des travaux

Pour les travaux d'entretien programmés, la période des travaux sera fixée dans l'arrêté temporaire de circulation pris par l'autorité investie du pouvoir de police de la circulation (le Maire en agglomération) le cas échéant, conformément à l'article 38.1 du règlement de voirie.

Article 8 - contrôle de la conformité aux prescriptions de la présente autorisation (cf articles 34, 40 et 41 du règlement de voirie)

La conformité des travaux est contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier. Dans le cas où les travaux ne seraient pas conformes aux prescriptions de la présente autorisation, le gestionnaire de la voirie met en demeure le bénéficiaire de se mettre en conformité.

Au cas où, au terme du délai prescrit, la mise en demeure resterait sans effet, le gestionnaire de la voirie :

- peut réaliser d'office les travaux nécessaires dont les frais sont réclamés au bénéficiaire ;
et/ou
- constate l'infraction conformément à l'article 41 du règlement de voirie.

Le gestionnaire de la voirie se réserve la possibilité d'engager toute autre action contentieuse auprès des juridictions compétentes.

Article 9 - Entretien des ouvrages (cf article 35 du règlement de voirie)

Les ouvrages établis par le bénéficiaire dans l'emprise du domaine public routier départemental doivent être maintenus en bon état d'entretien et rester conformes aux conditions fixées dans la présente autorisation.

Le non-respect de cette obligation entraîne la révocation de l'autorisation de voirie initiale, sans préjudice des poursuites judiciaires qui peuvent être engagées contre le bénéficiaire et des mesures qui peuvent être prises pour la suppression des ouvrages.

Article 10 – Responsabilités et obligations du bénéficiaire (cf articles 16.2 et 31 du règlement de voirie)

Le bénéficiaire reste, en tout état de cause, responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter pour les usagers ou les tiers, de la réalisation ou de l'exploitation de ses ouvrages et installations.

Lors de la réalisation des travaux, le bénéficiaire est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de la signalisation de chantier.

La présente autorisation ne vaut que sous réserve des droits et règlements en vigueur notamment en matière d'environnement, d'urbanisme ou d'installations classées. Ils ne dispensent en aucun cas le bénéficiaire à satisfaire aux autres obligations, notamment les déclarations relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution conformément au décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011.

Article 11 - Validité et renouvellement de l'autorisation (cf articles 16.5, 25.3 et 32 du règlement de voirie)

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Elle est précaire et révocable ; pour tout motif dument justifié, le gestionnaire de la voirie peut donc la révoquer par un arrêté annulant la présente.

En cas de révocation de cette autorisation, son bénéficiaire est tenu d'effectuer une nouvelle demande d'autorisation permanente au gestionnaire de la voirie. Si le gestionnaire ne souhaite pas délivrer à nouveau une autorisation permanente, le bénéficiaire doit effectuer une demande d'autorisation d'entreprendre les travaux chaque fois que cela le nécessite.

Le non-respect de l'obligation d'entretien des ouvrages ou de conformité aux conditions fixées dans la présente autorisation peut entraîner sa révocation, sans préjudice des poursuites judiciaires qui peuvent être engagées contre le bénéficiaire et des mesures qui peuvent être prises pour la suppression des ouvrages.

Hors révocation, la durée de validité de la présente autorisation permanente d'entreprendre les travaux est de **3 ans**.

Il appartient au bénéficiaire de demander le renouvellement de l'autorisation à l'issue de la date de fin de validité.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution (à charge pour lui de le communiquer aux prestataires intervenant pour son compte).
- Les services aménagement des directions territoriales du Haut-Rhône dauphinois, des Vals du Dauphiné et de Voironnais-Chartreuse pour application.

Annexes jointes :

- liste des routes concernées et leurs caractéristiques
- fiches de remblayage des tranchées (issu de l'annexe 7 du RV)

ANNEXES

Liste des routes concernées et leurs caractéristiques

| Numéro de RD | PR début | PR fin | Commune | Agglomération | Catégorie de la route | Territoire du Département gestionnaire administratif |
|--------------|----------|----------|--------------------------------|--------------------|-----------------------|--|
| D1006 | 38 + 899 | 39 + 491 | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 39 + 491 | 40 + 79 | Saint-André-le-Gaz | Saint-André-le-Gaz | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 40 + 79 | 41 + 711 | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 711 | 41 + 715 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 715 | 41 + 763 | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 763 | 41 + 796 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 796 | 41 + 822 | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 822 | 41 + 869 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 869 | 41 + 873 | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 873 | 41 + 902 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 902 | 41 + 921 | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 921 | 42 + 52 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 42 + 52 | 42 + 278 | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 42 + 278 | 42 + 307 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 42 + 307 | 42 + 531 | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 42 + 531 | 43 + 830 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 43 + 830 | 45 + 557 | Les Abrets en Dauphiné | Les Abrets | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 45 + 557 | 46 + 745 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 20 + 756 | 22 + 151 | Morestel | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 22 + 151 | 23 + 951 | Morestel | Morestel | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 27 + 989 | 28 + 223 | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 28 + 223 | 29 + 136 | Les Avenières Veyrins-Thuellin | Thuellin | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 29 + 136 | 30 + 563 | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 30 + 563 | 31 + 956 | Les Avenières Veyrins-Thuellin | Veyrins | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 31 + 956 | 32 + 926 | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 32 + 926 | 32 + 934 | Corbelin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 32 + 934 | 33 + 652 | Corbelin | Corbelin | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 33 + 652 | 34 + 415 | Corbelin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 34 + 415 | 35 + 62 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 35 + 62 | 35 + 118 | Corbelin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 35 + 118 | 35 + 623 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 35 + 623 | 35 + 684 | Corbelin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 35 + 684 | 35 + 915 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 35 + 915 | 35 + 955 | Corbelin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 35 + 955 | 36 + 25 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 36 + 25 | 36 + 69 | Corbelin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 36 + 69 | 36 + 81 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 36 + 81 | 36 + 84 | Corbelin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D1075 | 36 + 84 | 36 + 99 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 36 + 99 | 36 + 295 | La Bâtie-Montgascon | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 36 + 295 | 37 + 31 | La Bâtie-Montgascon | Evrieu | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 37 + 31 | 38 + 844 | La Bâtie-Montgascon | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 38 + 844 | 40 + 529 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 40 + 529 | 41 + 772 | Les Abrets en Dauphiné | Fitilieu | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 41 + 772 | 43 + 340 | Les Abrets en Dauphiné | Les Abrets | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 43 + 340 | 43 + 461 | Les Abrets en Dauphiné | Charancieu | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 43 + 461 | 44 + 119 | Charancieu | Charancieu | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D1075 | 44 + 119 | 44 + 519 | Charancieu | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D1075 | 44 + 519 | 44 + 528 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 44 + 528 | 44 + 555 | Charancieu | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D1075 | 44 + 555 | 44 + 563 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 44 + 563 | 44 + 639 | Charancieu | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D1075 | 44 + 639 | 44 + 662 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 44 + 662 | 45 + 22 | Charancieu | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D1075 | 45 + 22 | 45 + 425 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 45 + 425 | 46 + 521 | Les Abrets en Dauphiné | La Batie-Divisin | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 46 + 521 | 47 + 140 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1075A | 0 + 0 | FIN | Morestel | Morestel | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D142 | 0 + 0 | 0 + 685 | Les Abrets en Dauphiné | Les Abrets | R3 | Vals du Dauphiné |
| D142 | 0 + 685 | 0 + 829 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D142 | 0 + 829 | 1 + 153 | Les Abrets en Dauphiné | La Gare | R3 | Vals du Dauphiné |
| D142 | 1 + 153 | 1 + 888 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | Vals du Dauphiné |

| Numéro de RD | PR début | PR fin | Commune | Agglomération | Catégorie de la route | Territoire du Département gestionnaire administratif |
|--------------|----------|----------|------------------------|------------------------|-----------------------|--|
| D142 | 1 + 888 | FIN | Les Abrets en Dauphiné | Fitilieu | R3 | Vals du Dauphiné |
| D142A | 0 + 0 | FIN | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D142B | 0 + 0 | 0 + 208 | Les Abrets en Dauphiné | Les Abrets | R3 | Vals du Dauphiné |
| D142C | 0 + 0 | 1 + 342 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142D | 0 + 0 | 0 + 101 | Les Abrets en Dauphiné | Les Abrets | R3 | Vals du Dauphiné |
| D142D | 0 + 101 | 0 + 109 | Charancieu | NON | R3 | Voironnais Chartreuse |
| D142D | 0 + 109 | 1 + 435 | Charancieu | Charancieu | R3 | Voironnais Chartreuse |
| D142D | 1 + 435 | FIN | Charancieu | NON | R3 | Voironnais Chartreuse |
| D142E | 0 + 0 | 0 + 398 | Les Abrets en Dauphiné | Les Abrets | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142E | 0 + 398 | 2 + 9 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142E | 2 + 9 | 2 + 692 | Les Abrets en Dauphiné | La Bruyère | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142E | 2 + 692 | 3 + 6 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142E | 3 + 6 | 3 + 116 | Chimilin | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142E | 3 + 116 | 3 + 129 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142E | 3 + 129 | 3 + 151 | Les Abrets en Dauphiné | La Bruyère | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142E | 3 + 151 | 4 + 94 | Romagnieu | La Bruyère | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142E | 4 + 94 | FIN | Romagnieu | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D142F | 0 + 0 | 0 + 325 | Les Abrets en Dauphiné | Fitilieu | R3 | Vals du Dauphiné |
| D142F | 0 + 325 | FIN | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D143 | 19 + 282 | FIN | Corbelin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D145 | 0 + 0 | 0 + 934 | La Bâtie-Montgascon | La Bâtie-Montgascon | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145 | 0 + 934 | 1 + 674 | La Bâtie-Montgascon | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145 | 1 + 674 | 3 + 252 | Saint-André-le-Gaz | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145 | 3 + 252 | FIN | Saint-André-le-Gaz | Saint-André-le-Gaz | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145A | 0 + 0 | FIN | Saint-André-le-Gaz | Saint-André-le-Gaz | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145B | 0 + 0 | 0 + 885 | La Bâtie-Montgascon | La Bâtie-Montgascon | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145B | 0 + 885 | FIN | La Bâtie-Montgascon | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 0 + 0 | 0 + 305 | Saint-Clair-de-la-Tour | Saint-Clair-de-la-Tour | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 0 + 305 | 1 + 373 | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 1 + 391 | 2 + 13 | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 16 | 2 + 20 | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 93 | 2 + 254 | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 272 | 2 + 530 | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 543 | 2 + 638 | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 679 | 2 + 773 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 773 | 2 + 831 | La Bâtie-Montgascon | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 831 | 3 + 230 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 3 + 230 | 4 + 780 | Favergeres-de-la-Tour | Favergeres-de-la-Tour | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 4 + 780 | 5 + 796 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145C | 5 + 796 | FIN | Corbelin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D145D | 0 + 0 | 1 + 0 | Favergeres-de-la-Tour | Favergeres-de-la-Tour | R3 | Vals du Dauphiné |
| D145E | 0 + 0 | 0 + 116 | Favergeres-de-la-Tour | Favergeres-de-la-Tour | R4 | Vals du Dauphiné |
| D145E | 0 + 116 | FIN | Favergeres-de-la-Tour | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 0 + 641 | 1 + 508 | Saint-Clair-de-la-Tour | Le Petit Martinet | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 1 + 508 | 2 + 4 | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 2 + 4 | 4 + 424 | Saint-Clair-de-la-Tour | Saint-Clair-de-la-Tour | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 4 + 424 | 6 + 138 | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 6 + 138 | 6 + 205 | La Bâtie-Montgascon | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 6 + 205 | 7 + 330 | La Bâtie-Montgascon | La Bâtie-Montgascon | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 7 + 330 | 8 + 206 | La Bâtie-Montgascon | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 8 + 206 | 8 + 601 | La Bâtie-Montgascon | Evrieu | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 8 + 601 | 10 + 24 | La Bâtie-Montgascon | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 10 + 24 | 11 + 306 | Chimilin | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 11 + 306 | 11 + 780 | Chimilin | Chimilin Leyssins | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 11 + 780 | 12 + 396 | Chimilin | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 12 + 396 | 12 + 849 | Aoste | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 12 + 849 | 13 + 914 | Aoste | Aoste | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 13 + 914 | 15 + 213 | Aoste | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 15 + 213 | FIN | Aoste | Gare de L'Est | R1 | Vals du Dauphiné |
| D16 | 1 + 105 | 1 + 238 | Saint-Clair-de-la-Tour | La Tour-du-Pin | R2 | Vals du Dauphiné |
| D16 | 14 + 486 | 14 + 509 | Morestel | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16 | 14 + 509 | 15 + 544 | Morestel | Morestel | R3 | Haut Rhône Dauphinois |

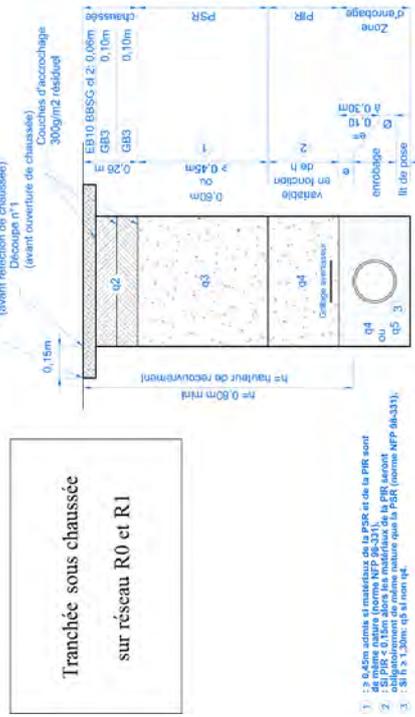
| Numéro de RD | PR début | PR fin | Commune | Agglomération | Catégorie de la route | Territoire du Département gestionnaire administratif |
|--------------|-----------|-----------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--|
| D16 | 15 + 544 | 16 + 7 | Morestel | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16 | 16 + 7 | 16 + 521 | Morestel | Thuile | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16 | 16 + 521 | 16 + 678 | Saint-Victor-de-Morestel | Thuile | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16 | 16 + 678 | 18 + 602 | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16 | 18 + 605 | 19 + 84 | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16A | 0 + 297 | 0 + 538 | Saint-Clair-de-la-Tour | La Tour-du-Pin | R2 | Vals du Dauphiné |
| D16C | 0 + 0 | 1 + 509 | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16C | 1 + 509 | FIN | Saint-Victor-de-Morestel | Saint-Victor-de-Morestel | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16G | 1 + 391 | 2 + 479 | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16G | 2 + 479 | FIN | Les Avenières Veyrins-Thuellin | Thuellin | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16H | 1 + 577 | 1 + 645 | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16H | 1 + 742 | 4 + 69 | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16H | 4 + 69 | FIN | Les Avenières Veyrins-Thuellin | Veyrins | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D16K | 0 + 294 | 0 + 347 | Faverges-de-la-Tour | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D16K | 0 + 365 | 0 + 445 | Faverges-de-la-Tour | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D16K | 0 + 503 | 0 + 559 | Faverges-de-la-Tour | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D16K | 0 + 666 | 0 + 884 | Faverges-de-la-Tour | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D16K | 1 + 7 | 1 + 33 | Faverges-de-la-Tour | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D16K | 1 + 50 | 1 + 70 | Faverges-de-la-Tour | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D16K | 1 + 128 | 2 + 560 | Faverges-de-la-Tour | NON | R4 | Vals du Dauphiné |
| D16K | 2 + 560 | FIN | Faverges-de-la-Tour | La Chapelle-de-la-Tour | R4 | Vals du Dauphiné |
| D17 | 15 + 914 | 18 + 110 | Villages du lac de Paladru | NON | R2 | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 18 + 110 | 18 + 1094 | Villages du lac de Paladru | Le Pin | R2 | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 18 + 1094 | 19 + 614 | Villages du lac de Paladru | NON | R2 | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 19 + 614 | 20 + 577 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 615 | 20 + 672 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 718 | 20 + 725 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 741 | 20 + 867 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 890 | 20 + 903 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 962 | 21 + 292 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D17C | 0 + 0 | 1 + 53 | Villages du lac de Paladru | NON | R3 | Voironnais Chartreuse |
| D17C | 1 + 63 | 1 + 221 | Villages du lac de Paladru | NON | R3 | Voironnais Chartreuse |
| D17C | 1 + 422 | 1 + 451 | Villages du lac de Paladru | NON | R3 | Voironnais Chartreuse |
| D2 | 0 + 1000 | 1 + 554 | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D2 | 1 + 554 | FIN | Saint-Clair-de-la-Tour | Saint-Clair-de-la-Tour | R2 | Vals du Dauphiné |
| D244 | 0 + 0 | 0 + 570 | Morestel | Morestel | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D244 | 0 + 570 | 0 + 748 | Morestel | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D28 | 0 + 0 | 0 + 302 | Les Abrets en Dauphiné | La Batie-Divisin | R2 | Vals du Dauphiné |
| D28 | 0 + 302 | 2 + 356 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D33 | 0 + 0 | 0 + 294 | Morestel | Morestel | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 0 + 867 | 2 + 8 | Morestel | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 2 + 8 | 2 + 475 | Le Bouchage | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 2 + 475 | 2 + 915 | Le Bouchage | Le Mollard | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 2 + 915 | 5 + 681 | Le Bouchage | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 5 + 681 | 6 + 109 | Le Bouchage | Cessenoud | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 6 + 109 | 6 + 755 | Le Bouchage | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 6 + 755 | FIN | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33A | 0 + 0 | 0 + 60 | Le Bouchage | Le Mollard | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33A | 0 + 60 | 2 + 346 | Le Bouchage | NON | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33A | 2 + 346 | FIN | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33B | 0 + 0 | 0 + 490 | Le Bouchage | Le Mollard | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33B | 0 + 490 | 2 + 45 | Le Bouchage | NON | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33C | 0 + 0 | 0 + 30 | Le Bouchage | Le Bouchage | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33C | 0 + 30 | 0 + 699 | Le Bouchage | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33C | 0 + 699 | 2 + 415 | Branques | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33C | 2 + 415 | FIN | Branques | Branques | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33E | 0 + 0 | 0 + 965 | Le Bouchage | Le Bouchage | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D33E | 0 + 965 | 1 + 20 | Le Bouchage | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40 | 0 + 187 | 0 + 289 | Romagnieu | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D40 | 0 + 326 | 3 + 782 | Romagnieu | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D40 | 3 + 782 | 4 + 135 | Romagnieu | Romagnieu | R3 | Vals du Dauphiné |
| D40 | 4 + 135 | 6 + 166 | Romagnieu | NON | R3 | Vals du Dauphiné |

| Numéro de RD | PR début | PR fin | Commune | Agglomération | Catégorie de la route | Territoire du Département gestionnaire administratif |
|--------------|----------|----------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--|
| D40 | 6 + 166 | 7 + 395 | Aoste | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D40 | 7 + 395 | 7 + 528 | Aoste | Gare de l'Est | R3 | Vals du Dauphiné |
| D40 | 7 + 528 | 8 + 509 | Aoste | Gare de l'Est | R1 | Vals du Dauphiné |
| D40 | 8 + 509 | 9 + 974 | Aoste | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D40 | 9 + 974 | 10 + 448 | Aoste | Saint Didier | R1 | Vals du Dauphiné |
| D40 | 10 + 448 | 10 + 460 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Saint Didier | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40 | 10 + 460 | 13 + 27 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40 | 13 + 27 | 15 + 880 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Les Avenièrès | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40 | 15 + 880 | 16 + 763 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40 | 16 + 763 | FIN | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Veyrins | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40B | 0 + 0 | 0 + 685 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Les Avenièrès | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40B | 0 + 685 | 1 + 97 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40B | 1 + 97 | 2 + 640 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Les Nappes | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40B | 2 + 640 | FIN | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40C | 0 + 0 | 0 + 213 | Romagnieu | Romagnieu | R3 | Vals du Dauphiné |
| D40C | 0 + 213 | FIN | Romagnieu | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D40D | 0 + 0 | 1 + 150 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Les Avenièrès | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 0 + 150 | 2 + 309 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 2 + 309 | 2 + 965 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Buvin | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 2 + 965 | 3 + 710 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 3 + 710 | 4 + 83 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Le Polossat | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 83 | 4 + 277 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 277 | 4 + 370 | Le Bouchage | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 370 | 4 + 412 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 412 | 4 + 429 | Le Bouchage | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 429 | 4 + 524 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 524 | 4 + 543 | Le Bouchage | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 543 | 4 + 634 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 634 | 4 + 696 | Le Bouchage | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 696 | 4 + 762 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 762 | FIN | Le Bouchage | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40E | 0 + 0 | 1 + 948 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40E | 1 + 948 | 2 + 312 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Le Chaffard | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40E | 2 + 312 | 4 + 589 | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D40E | 4 + 589 | FIN | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | Les Nappes | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D50 | 13 + 818 | 14 + 115 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 14 + 115 | 14 + 921 | Villages du lac de Paladru | Vers-Ars | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 14 + 921 | 17 + 506 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 17 + 506 | 19 + 86 | Villages du lac de Paladru | Paladru | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 19 + 86 | 20 + 406 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 20 + 406 | 20 + 776 | Villages du lac de Paladru | Saint Pierre de Paladru | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 20 + 776 | 22 + 32 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 22 + 709 | FIN | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D50C | 0 + 0 | 0 + 475 | Villages du lac de Paladru | NON | R3 | Voironnais Chartreuse |
| D50C | 2 + 820 | FIN | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D517 | 35 + 276 | 35 + 356 | Morestel | NON | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D517 | 35 + 356 | FIN | Morestel | Morestel | R1 | Haut Rhône Dauphinois |
| D592 | 4 + 753 | 4 + 768 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 4 + 768 | 5 + 895 | Les Abrets en Dauphiné | Les Abrets | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 5 + 895 | 7 + 469 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 7 + 469 | 9 + 504 | Chimilin | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 9 + 504 | 9 + 1038 | Chimilin | Chimilin | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 9 + 1038 | 10 + 427 | Chimilin | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 10 + 427 | 10 + 726 | Aoste | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 10 + 726 | 11 + 836 | Aoste | Aoste | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 11 + 836 | 14 + 345 | Aoste | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 14 + 345 | 14 + 812 | Aoste | Saint Didier | R1 | Vals du Dauphiné |
| D592 | 14 + 812 | FIN | Aoste | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D60 | 0 + 0 | 1 + 363 | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60 | 1 + 363 | 2 + 490 | Saint-Victor-de-Morestel | Saint-Victor-de-Morestel | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60 | 2 + 490 | 2 + 950 | Saint-Victor-de-Morestel | Saint-Victor-de-Morestel | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60 | 2 + 950 | 4 + 66 | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R4 | Haut Rhône Dauphinois |

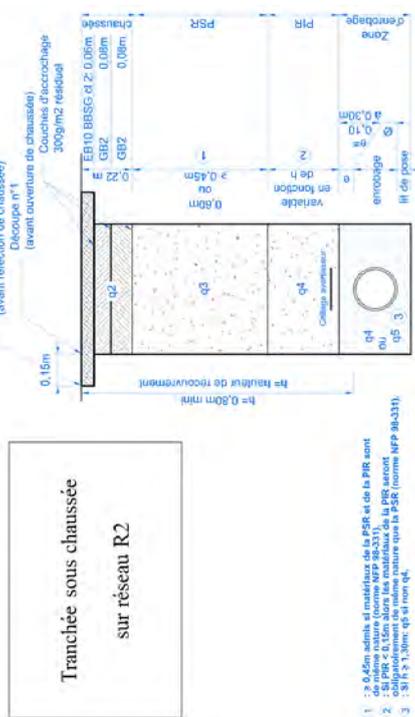
| Numéro de RD | PR début | PR fin | Commune | Agglomération | Catégorie de la route | Territoire du Département gestionnaire administratif |
|--------------|----------|----------|----------------------------|--------------------------|-----------------------|--|
| D60 | 4 + 66 | 5 + 5 | Branques | NON | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60 | 5 + 5 | 5 + 405 | Branques | Branques | R4 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60 | 5 + 405 | 6 + 10 | Branques | Branques | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60 | 6 + 10 | 8 + 132 | Branques | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60A | 0 + 0 | 0 + 455 | Branques | Branques | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60A | 0 + 455 | 1 + 838 | Branques | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60A | 1 + 838 | 3 + 338 | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60A | 3 + 338 | 4 + 823 | Morestel | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D60B | 0 + 0 | 0 + 479 | Saint-Victor-de-Morestel | Saint-Victor-de-Morestel | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D73 | 0 + 0 | 0 + 256 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D73 | 0 + 256 | 0 + 540 | Saint-André-le-Gaz | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D73 | 0 + 540 | 0 + 557 | Les Abrets en Dauphiné | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D73 | 0 + 557 | 0 + 636 | Saint-André-le-Gaz | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 20 + 891 | 20 + 993 | Romagnieu | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 21 + 242 | 21 + 352 | Romagnieu | NON | R1 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 21 + 661 | 26 + 875 | Romagnieu | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 26 + 875 | 27 + 79 | Romagnieu | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 27 + 79 | 27 + 448 | Chimilin | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 27 + 448 | 28 + 518 | Chimilin | Chimilin | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 28 + 518 | 29 + 235 | Chimilin | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 29 + 235 | 30 + 528 | Chimilin | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 30 + 528 | 30 + 755 | Granieu | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82 | 30 + 755 | 33 + 662 | Corbelin | NON | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D82 | 33 + 662 | 34 + 571 | Corbelin | Corbelin | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D82 | 34 + 571 | 34 + 612 | Corbelin | NON | R2 | Haut Rhône Dauphinois |
| D82C | 0 + 0 | 0 + 128 | Romagnieu | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82C | 0 + 128 | 0 + 767 | Aoste | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82C | 0 + 767 | FIN | Aoste | Aoste | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82D | 0 + 0 | FIN | Chimilin | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82E | 0 + 0 | 0 + 956 | Corbelin | Corbelin | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D82E | 0 + 956 | 2 + 801 | Corbelin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D82F | 0 + 0 | 1 + 123 | Corbelin | Corbelin | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D82F | 1 + 123 | 3 + 384 | Corbelin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D82F | 3 + 384 | 3 + 960 | Granieu | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D82F | 3 + 960 | 5 + 109 | Granieu | Granieu | R3 | Vals du Dauphiné |
| D82F | 5 + 109 | 5 + 605 | Granieu | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D82F | 5 + 605 | 5 + 925 | Aoste | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D82F | 5 + 925 | FIN | Aoste | Aoste | R3 | Vals du Dauphiné |
| D82I | 0 + 0 | 0 + 115 | Corbelin | Corbelin | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D82I | 0 + 115 | FIN | Corbelin | NON | R3 | Haut Rhône Dauphinois |
| D82N | 0 + 0 | 0 + 152 | Romagnieu | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D82N | 0 + 152 | FIN | Chimilin | NON | R2 | Vals du Dauphiné |
| D90 | 0 + 0 | 0 + 150 | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | Voironnais Chartreuse |
| D91 | 0 + 0 | 0 + 449 | La Bâtie-Montgascon | La Bâtie-Montgascon | R3 | Vals du Dauphiné |
| D91 | 0 + 449 | 0 + 469 | La Bâtie-Montgascon | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D91 | 0 + 469 | 0 + 883 | Favergeres-de-la-Tour | NON | R3 | Vals du Dauphiné |
| D91 | 0 + 883 | FIN | Favergeres-de-la-Tour | Favergeres-de-la-Tour | R3 | Vals du Dauphiné |

fiches de remblayage des tranchées

Annexe n°7
Remblayage des tranchées - fiche n°1 (cf articles 17.2.3.3, .7 et .11)

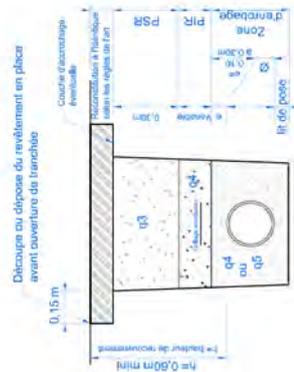


Annexe n°7
Remblayage des tranchées - fiche n°2 (cf articles 17.2.3.3, .7 et .11)



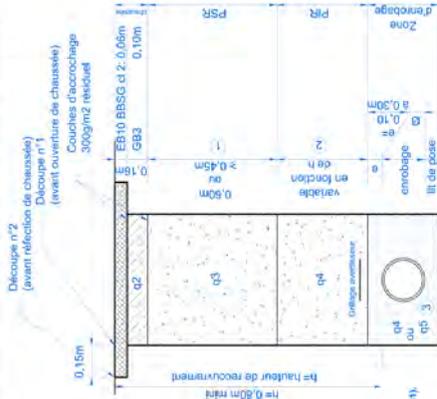
Annexe n°7
Remblayage des tranchées - fiche n°4 (cf articles 17.2.3.3, .7 et .11)

Tranchée hors chaussée
sous accotement revêtu
ou trottoir



Annexe n°7
Remblayage des tranchées - fiche n°3 (cf articles 17.2.3.3, .7 et .11)

Tranchée sous chaussée
sur réseau R3, R4 et R5

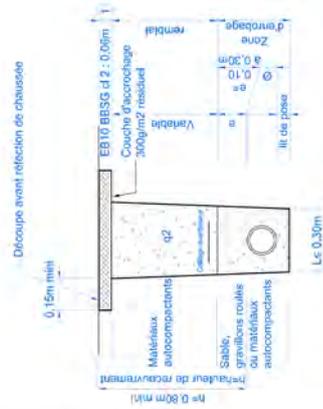


- 1 : Si h > 0,15m alors le matériau de la PIR et de la PIR sont de type PIR - 2, 0,15m alors les matériaux de la PIR seront de type PIR - 1, 0,15m.
- 2 : Si h > 0,15m alors les matériaux de la PIR seront de type PIR - 2, 0,15m.
- 3 : Si h > 1,20m; q5 si non rd.

Annexe n°7

Remblayage des tranchées - fiche n°6 (cf articles 17.2.3.3, .7 et .11)

Tranchée étroite sous chaussée
sur réseau R0, R1, R2, R3, R4
et R5

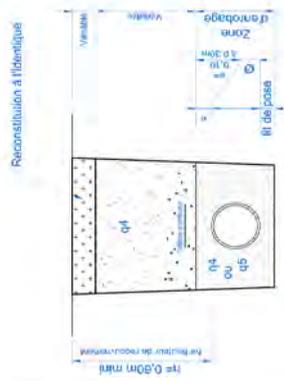


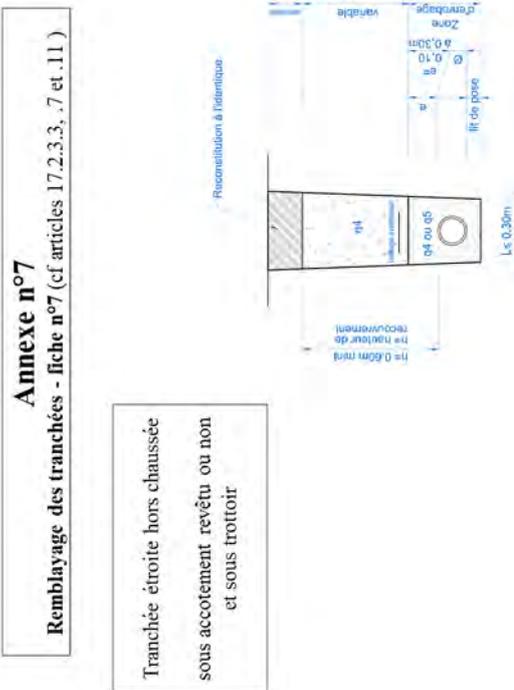
1. Sauf prescriptions particulières

Annexe n°7

Remblayage des tranchées - fiche n°5 (cf articles 17.2.3.3, .7 et .11)

Tranchée hors chaussée
sous accotement non revêtu





Arrêté à usage permanent portant réglementation de la circulation sur certaines routes départementales du territoire de l'Isère, hors agglomération

Arrêté n°2017-5945 du 26 janvier 2018

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

- Vu** la demande du Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Abrets et Environs en date du 23 mars 2017 demeurant à 78, rue Gambetta 38490 Les Abrets-en-Dauphiné ;
- Vu** le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;
- Vu** le code de la voirie routière ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, et notamment les articles 122, 126, 127, et 135 de sa 8^{ème} partie ;
- Vu** le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription des R.D. 1006 et 1516 dans la nomenclature des voies à grande circulation ;
- Vu** l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;
- Vu** l'arrêté départemental n° 2017-6755 du 18 août 2016 portant délégation de signature ;
- Vu** l'avis réputé favorable de Monsieur le Préfet de l'Isère en ce qui concerne les routes départementales à grande circulation ;

Considérant que pour permettre au Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Abrets et Environs de réaliser les interventions énumérées à l'article 1 et afin d'assurer la sécurité des usagers, des riverains de la voie publique, des agents du syndicat et du personnel des entreprises intervenant pour le compte de celui-ci, il peut être nécessaire d'intégrer à la signalisation temporaire des signaux de prescription ;

Considérant que ces interventions ont un caractère courant et récurrent, et qu'il peut être délivré, conformément à l'article 135 de la 8^{ème} partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, un arrêté permanent ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Sur les routes départementales listées à l'article 3, hors agglomération, l'intégration de signaux de prescription à la signalisation temporaire est autorisée à titre permanent, pour les chantiers courants ou lors des interventions récurrentes d'entretien et d'exploitation sur les réseaux souterrains de distribution d'eau potable et d'assainissement dont le syndicat des eaux des Abrets est gestionnaire **sous réserve du respect des conditions définies aux articles 2 à 8 du présent arrêté.**

Les chantiers courants (au sens de l'annexe 2 de la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier) peuvent être relatifs à des travaux neufs ou d'entretien réalisés sur le domaine public routier départemental.

Parmi les chantiers courants figurent les travaux ou interventions récurrentes d'entretien et d'exploitation programmées ou non comme notamment :

- La création de branchements sur réseau d'adduction d'eau potable ou d'assainissement ;
- Le remplacement de canalisations (plomb, amiante ciment,...) ;
- La mise à la cote, réparation d'ouvrages de visite (regards de visite, bouches à clés...) ;
- L'entretien préventif des canalisations, ouvrages et équipements (curage, hydrocurage, maintenance des stations de relevage, ...) ;
- les interventions d'urgence pour fuites sur réseau d'adduction d'eau potable, pour curage du réseau d'assainissement, ou réparation d'équipements.

Article 2 :

Ces chantiers courants et ces interventions récurrentes d'entretien et d'exploitation peuvent être exécutées par les services du syndicat des eaux des Abrets ou par les prestataires intervenant pour son compte (tous dénommés « intervenants »).

Article 3 :

Le présent arrêté concerne les interventions citées à l'article 1 nécessitant une modification temporaire des règles de circulation s'appliquant habituellement par l'intégration de signaux de prescription lorsqu'elles sont uniquement situées hors agglomération :

- sur les sections de routes départementales listées dans l'annexe 1 ⁽¹⁾;
- en section courante de routes bidirectionnelles à 2 voies ⁽²⁾ ;
- en intersections si aucune branche n'est neutralisée ⁽³⁾ .
 - ⁽¹⁾ seulement sur l'intégralité de la RD 1075 ;
 - ⁽²⁾ sur routes bidirectionnelles à 3 ou 4 voies ;
 - ⁽³⁾ sur intersections dont au moins 1 branche est neutralisée ;=> l'intervention doit faire l'objet d'un arrêté spécifique.

Les interventions nécessitant l'intégration de signaux de prescription peuvent être effectuées uniquement sous un des modes d'exploitation suivants (cf guide technique du SETRA volume 6 relatif au choix d'un mode d'exploitation) :

- léger empiètement sur la chaussée ;
- fort empiètement sur la chaussée ;
- alternat de circulation.

Article 4 :

Le mode d'exploitation ne peut pas entraîner :

- de détournement de circulation (déviation), même catégorielle, sur d'autres voies ;
- une diminution du nombre de voies si le débit à écouler excède 800 véhicules / heure par voie sur la (ou les voies) resté(es) libre(s) ;
- d'alternant de circulation pour une durée > 8 heures (1 journée).

Dans ces 3 cas, toute intervention doit faire l'objet d'un arrêté spécifique.

Article 3 :

3) Interventions programmées :

Les interventions programmées (hors urgence) peuvent être effectuées du lundi au vendredi (hors jours fériés) de jour comme de nuit sous réserve que l'intervenant ait informé au moins 10 jours avant la date d'intervention, les services du Département aux coordonnées suivantes :

| Direction territoriale | Téléphone | adresse mail |
|------------------------|----------------|--|
| Haut-Rhône dauphinois | 04.74.18.65.60 | thr.aménagement@isere.fr |
| Vals du Dauphiné | 04.74.97.96.98 | tvd.aménagement@isere.fr |
| Voironnais-Chartreuse | 04.57.56.11.30 | tvc.aménagement@isere.fr |

Pour déterminer quelle est la direction territoriale compétente selon le lieu d'intervention, le bénéficiaire peut consulter la liste des RD en annexe 1 ou la carte interactive accessible depuis la page www.isere.fr/autorisation-de-voirie.

L'information devra contenir au minimum :

- La nature de l'intervention ;
- Le lieu précis de l'intervention ;
- Le nom de l'intervenant et ses coordonnées téléphoniques d'astreinte ;
- Les dates de début et de fin prévisionnelle de l'intervention ;
- Le mode (les modes) d'exploitation prévisionnel de l'intervention.

Ceci, afin que les services du Département puissent :

- vérifier si la date de l'intervention est compatible avec les contraintes d'exploitation ;
 - opérer, si besoin, une coordination de travaux ou d'intervention en interne, avec d'autres gestionnaires de réseaux ou avec la commune concernée.
- 4) Interventions non programmées (urgentes) :

Les interventions d'urgence peuvent être réalisées à tout moment sans information préalable des services du Département. Si une intervention d'urgence, sous alternat de circulation dure plus de 8 heures (1 journée), l'intervenant en informe dès que possible les services du Département.

Article 6 :

Il revient à l'intervenant de choisir le mode d'exploitation le mieux adapté à la configuration des lieux et au trafic afin :

- d'assurer au mieux la sécurité des intervenants ainsi que celle des usagers ;
- de minimiser au maximum la gêne occasionnée à l'écoulement du trafic.

Aussi, l'intervenant doit respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat ;

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix de l'entreprise soit :
 - manuellement par piquets K10 (uniquement de jour) ;
 - par feux type KR11 (j ou v) ;
 - par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 relatif aux alternats ;
- Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier ;
- La vitesse est obligatoirement limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiète sur la chaussée sans mise en place d'un alternat de circulation (elle peut être abaissée à 50 km/h si l'intervenant l'estime nécessaire) ;
- La vitesse est obligatoirement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place ;
- En aucun cas, une limitation de vitesse à 30 km/h est mise en place ;
- Le dépassement est obligatoirement interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiète sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation (et uniquement si la signalisation permanente permet le dépassement habituellement).

NB : L'intervenant peut, exceptionnellement et occasionnellement, opérer des micro-coupures de circulation dans les 2 sens d'une durée inférieure à 5 minutes (notamment lors de la pose et dépose du balisage, changement de mode d'exploitation en cours de chantier,...).

Article 7 :

Toutes ces interventions sont assimilées à des chantiers pouvant être fixes ou mobiles conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

La signalisation temporaire est mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduite par le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000) dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées (annexe 2) au présent arrêté.

L'ensemble des fiches annexées représente les seuls schémas que peut mettre en œuvre l'intervenant au titre de présent arrêté. (la mise en œuvre d'autres schémas n'étant pas possible au titre du présent arrêté ou n'ayant pas besoin d'arrêté de circulation).

Article 8 :

La signalisation temporaire relative à ces interventions est fournie et mise en œuvre par l'intervenant et sous sa responsabilité.

Sur toute la durée pendant laquelle la signalisation temporaire est en place, que le chantier soit en activité ou non, l'intervenant en assure la surveillance et la maintenance sous sa responsabilité.

La signalisation temporaire en place est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir, hors agglomération, les services du Département représentés par la direction territoriale compétente.

Hors période d'activité du chantier, si les services du Département identifient un défaut de signalisation, ils doivent pouvoir joindre par téléphone à tout moment, et ce, dans un délai maximum de 4 heures, le responsable d'astreinte de l'intervenant.

Pour les interventions programmées, l'intervenant a donné ses coordonnées lors de l'information préalable prévue à l'article 5.

Par défaut, le(s) numéro(s) de l'astreinte du Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Abrets et Environs sont :

04.76.32.06.68 (Standard dont la messagerie vocale indique les 2 numéros d'astreinte) :

- 06.80.87.24.78 – Astreinte n°1
- ou
- 06.80.87.24.80 – Astreinte n°2

Si ce défaut de signalisation compromet la sécurité des usagers ou des intervenants et qu'il n'est pas corrigé par l'intervenant dans le délai de 4 heures, les services du Département peuvent se substituer à lui. Les frais d'intervention peuvent, dans ce cas, être répercutés à l'intervenant.

De même, si les services du Département estiment que le mode d'exploitation en place peut être optimisé au regard des considérations exposées à l'article 6, ils peuvent, à tout moment, demander à l'intervenant de le modifier.

L'intervenant peut demander, si besoin, aux services du Département de valider un mode d'exploitation ou l'adaptation d'un schéma de signalisation.

Article 9 :

Si le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Abrets et Environs ou les entreprises intervenant pour le compte de celui-ci ne respectent pas les conditions définies aux articles 2 à 8 du présent arrêté, celui-ci peut être annulé.

Article 10 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable des services du Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Abrets et Environs,

Le Responsable de l'intervenant réalisant les travaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution (à charge pour lui de le communiquer aux prestataires intervenant pour son compte).
- Les services aménagement des directions territoriales du Haut-Rhône dauphinois, des Vals du Dauphiné et de Voironnais-Chartreuse pour application.

Annexes jointes :

- Annexe 1 : liste des routes concernées hors agglomération et leurs caractéristiques
- Annexe 2 : schémas de signalisation (cf article 7).

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

| Numéro de RD | PR début | PR fin | Longueur de la section | Commune | Agglo | Catégorie de la route | RDGC | Territoire du Département gestionnaire administratif |
|--------------|-----------------|-----------------|---|--------------------------------|-------|-----------------------|------|--|
| D1006 | 38 + 899 | 39 + 491 | 614 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 40 + 79 | 41 + 711 | 1 633 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 711 | 41 + 715 | 4 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 715 | 41 + 763 | 48 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 763 | 41 + 796 | 33 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 796 | 41 + 822 | 26 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 822 | 41 + 869 | 47 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 869 | 41 + 873 | 4 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 873 | 41 + 902 | 29 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 902 | 41 + 921 | 19 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 41 + 921 | 42 + 52 | 125 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 42 + 52 | 42 + 278 | 226 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 42 + 278 | 42 + 307 | 29 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 42 + 307 | 42 + 531 | 224 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 42 + 531 | 43 + 830 | 1 304 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1006 | 45 + 557 | 46 + 745 | 1 183 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1075 | 20 + 756 | 47 + 140 | exclue de la liste => arrêté spécifique obligatoire si besoin | | | | | |
| D142 | 0 + 685 | 0 + 829 | 144 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D142 | 1 + 153 | 1 + 888 | 735 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D142A | 0 + 0 | FIN | 682 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D142C | 0 + 0 | 1 + 342 | 1 347 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D142D | 0 + 101 | 0 + 109 | 8 m | Charancieu | NON | R3 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D142D | 1 + 435 | FIN | 71 m | Charancieu | NON | R3 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D142E | 0 + 398 | 2 + 9 | 1 586 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D142E | 2 + 692 | 3 + 6 | 324 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D142E | 3 + 6 | 3 + 116 | 110 m | Chimilin | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D142E | 3 + 116 | 3 + 129 | 13 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D142E | 4 + 94 | FIN | 847 m | Romagnieu | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D142F | 0 + 325 | FIN | 1 070 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D143 | 19 + 282 | FIN | 73 m | Corbelin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D145 | 0 + 934 | 1 + 674 | 763 m | La Bâtie-Montgascon | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145 | 1 + 674 | 3 + 252 | 1 609 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145B | 0 + 885 | FIN | 820 m | La Bâtie-Montgascon | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 0 + 305 | 1 + 373 | 1 009 m | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 1 + 391 | 2 + 13 | 615 m | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 16 | 2 + 20 | 4 m | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 93 | 2 + 254 | 161 m | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 272 | 2 + 530 | 258 m | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 543 | 2 + 638 | 95 m | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 679 | 2 + 773 | 94 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 773 | 2 + 831 | 58 m | La Bâtie-Montgascon | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 2 + 831 | 3 + 230 | 431 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 4 + 780 | 5 + 796 | 1 007 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D145C | 5 + 796 | FIN | 390 m | Corbelin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D145E | 0 + 116 | FIN | 1 208 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 1 + 508 | 2 + 4 | 486 m | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 4 + 424 | 6 + 138 | 1 716 m | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 6 + 138 | 6 + 205 | 67 m | La Bâtie-Montgascon | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 7 + 330 | 8 + 206 | 848 m | La Bâtie-Montgascon | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 8 + 601 | 10 + 24 | -148 m | La Bâtie-Montgascon | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 10 + 24 | 11 + 306 | 1 263 m | Chimilin | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 11 + 780 | 12 + 396 | 613 m | Chimilin | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 12 + 396 | 12 + 849 | 453 m | Aoste | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D1516 | 13 + 914 | 15 + 213 | 1 298 m | Aoste | NON | R1 | OUI | Vals du Dauphiné |
| D16 | 14 + 486 | 14 + 509 | 23 m | Morestel | NON | R1 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D16 | 15 + 544 | 16 + 7 | 439 m | Morestel | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D16 | 16 + 678 | 18 + 602 | 1 933 m | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D16 | 18 + 605 | 19 + 84 | 451 m | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D16C | 0 + 0 | 1 + 509 | 1 498 m | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R4 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D16G | 1 + 391 | 2 + 479 | 1 072 m | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R4 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D16H | 1 + 577 | 1 + 645 | 68 m | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R2 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D16H | 1 + 742 | 4 + 69 | 2 313 m | Les Avenières Veyrins-Thuellin | NON | R2 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D16K | 0 + 294 | 0 + 347 | 53 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D16K | 0 + 365 | 0 + 445 | 80 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D16K | 0 + 503 | 0 + 559 | 56 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |

| Numéro de RD | PR début | PR fin | Longueur de la section | Commune | Agglo | Catégorie de la route | RDGC | Territoire du Département gestionnaire administratif |
|--------------|-----------|----------|------------------------|--------------------------------|-------|-----------------------|------|--|
| D16K | 0 + 666 | 0 + 884 | 218 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D16K | 1 + 7 | 1 + 33 | 26 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D16K | 1 + 50 | 1 + 70 | 20 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D16K | 1 + 128 | 2 + 560 | 1 430 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R4 | NON | Vals du Dauphiné |
| D17 | 15 + 914 | 18 + 110 | 2 085 m | Villages du lac de Paladru | NON | R2 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 18 + 1094 | 19 + 614 | 645 m | Villages du lac de Paladru | NON | R2 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 19 + 614 | 20 + 577 | 963 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 615 | 20 + 672 | 57 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 718 | 20 + 725 | 7 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 741 | 20 + 867 | 126 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 890 | 20 + 903 | 13 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17 | 20 + 962 | 21 + 292 | 326 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17C | 0 + 0 | 1 + 53 | 1 030 m | Villages du lac de Paladru | NON | R3 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17C | 1 + 63 | 1 + 221 | 158 m | Villages du lac de Paladru | NON | R3 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D17C | 1 + 422 | 1 + 451 | 29 m | Villages du lac de Paladru | NON | R3 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D2 | 0 + 1000 | 1 + 554 | 564 m | Saint-Clair-de-la-Tour | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D244 | 0 + 570 | 0 + 748 | 178 m | Morestel | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D28 | 0 + 302 | 2 + 356 | 2 076 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R2 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D33 | 0 + 867 | 2 + 8 | 1 114 m | Morestel | NON | R1 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 2 + 8 | 2 + 475 | 467 m | Le Bouchage | NON | R1 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 2 + 915 | 5 + 681 | 2 750 m | Le Bouchage | NON | R1 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 6 + 109 | 6 + 755 | 646 m | Le Bouchage | NON | R1 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33 | 6 + 755 | FIN | 1 874 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R1 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33A | 0 + 60 | 2 + 346 | 2 276 m | Le Bouchage | NON | R4 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33A | 2 + 346 | FIN | 484 m | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R4 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33B | 0 + 490 | 2 + 45 | 1 555 m | Le Bouchage | NON | R4 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33C | 0 + 30 | 0 + 699 | 669 m | Le Bouchage | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33C | 0 + 699 | 2 + 415 | 1 700 m | Brangues | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D33E | 0 + 965 | 1 + 20 | 42 m | Le Bouchage | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40 | 0 + 187 | 0 + 289 | 102 m | Romagnieu | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D40 | 0 + 326 | 3 + 782 | 3 490 m | Romagnieu | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D40 | 4 + 135 | 6 + 166 | 2 053 m | Romagnieu | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D40 | 6 + 166 | 7 + 395 | 1 237 m | Aoste | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D40 | 8 + 509 | 9 + 974 | 1 454 m | Aoste | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |
| D40 | 10 + 460 | 13 + 27 | 2 400 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R1 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40 | 15 + 880 | 16 + 763 | 922 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R1 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40B | 0 + 685 | 1 + 97 | 373 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R2 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40B | 2 + 640 | FIN | 1 332 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R2 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40C | 0 + 213 | FIN | 1 937 m | Romagnieu | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D40D | 0 + 150 | 2 + 309 | 1 157 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 2 + 965 | 3 + 710 | 740 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 83 | 4 + 277 | 194 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 277 | 4 + 370 | 93 m | Le Bouchage | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 370 | 4 + 412 | 42 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 412 | 4 + 429 | 17 m | Le Bouchage | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 429 | 4 + 524 | 95 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 524 | 4 + 543 | 19 m | Le Bouchage | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 543 | 4 + 634 | 91 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 634 | 4 + 696 | 62 m | Le Bouchage | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 696 | 4 + 762 | 66 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40D | 4 + 762 | FIN | 963 m | Le Bouchage | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40E | 0 + 0 | 1 + 948 | 4 652 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R2 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D40E | 2 + 312 | 4 + 589 | 2 259 m | Les Avenièrès Veyrins-Thuellin | NON | R2 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D50 | 13 + 818 | 14 + 115 | 336 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 14 + 921 | 17 + 506 | 2 575 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 19 + 86 | 20 + 406 | 1 310 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 20 + 776 | 22 + 32 | 1 260 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D50 | 22 + 709 | FIN | 60 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D50C | 0 + 0 | 0 + 475 | 475 m | Villages du lac de Paladru | NON | R3 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D50C | 2 + 820 | FIN | 539 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R3 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D517 | 35 + 276 | 35 + 356 | 80 m | Morestel | NON | R1 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D592 | 4 + 753 | 4 + 768 | 15 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |
| D592 | 5 + 895 | 7 + 469 | 1 568 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |
| D592 | 7 + 469 | 9 + 504 | 2 032 m | Chimilin | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |
| D592 | 9 + 1038 | 10 + 427 | 439 m | Chimilin | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |

| Numéro de RD | PR début | PR fin | Longueur de la section | Commune | Agglo | Catégorie de la route | RDGC | Territoire du Département gestionnaire administratif |
|--------------|----------|----------|------------------------|----------------------------|-------|-----------------------|------|--|
| D592 | 10 + 427 | 10 + 726 | 299 m | Aoste | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |
| D592 | 11 + 836 | 14 + 345 | 2 505 m | Aoste | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |
| D592 | 14 + 812 | FIN | 655 m | Aoste | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |
| D60 | 0 + 0 | 1 + 363 | 1 369 m | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D60 | 2 + 950 | 4 + 66 | 1 095 m | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R4 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D60 | 4 + 66 | 5 + 5 | 938 m | Brangues | NON | R4 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D60 | 6 + 10 | 8 + 132 | 2 117 m | Brangues | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D60A | 0 + 455 | 1 + 838 | 1 384 m | Brangues | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D60A | 1 + 838 | 3 + 338 | 1 490 m | Saint-Victor-de-Morestel | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D60A | 3 + 338 | 4 + 823 | 1 481 m | Morestel | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D73 | 0 + 0 | 0 + 256 | 256 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D73 | 0 + 256 | 0 + 540 | 284 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D73 | 0 + 540 | 0 + 557 | 17 m | Les Abrets en Dauphiné | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D73 | 0 + 557 | 0 + 636 | 79 m | Saint-André-le-Gaz | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82 | 20 + 891 | 20 + 993 | 102 m | Romagnieu | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82 | 21 + 242 | 21 + 352 | 110 m | Romagnieu | NON | R1 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82 | 21 + 661 | 26 + 875 | 214 m | Romagnieu | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82 | 26 + 875 | 27 + 79 | 5 293 m | Romagnieu | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82 | 27 + 79 | 27 + 448 | 369 m | Chimilin | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82 | 28 + 518 | 29 + 235 | 732 m | Chimilin | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82 | 29 + 235 | 30 + 528 | 1 305 m | Chimilin | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82 | 30 + 528 | 30 + 755 | 227 m | Graniou | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82 | 30 + 755 | 33 + 662 | 2 954 m | Corbelin | NON | R2 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D82 | 34 + 571 | 34 + 612 | 41 m | Corbelin | NON | R2 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D82C | 0 + 0 | 0 + 128 | 128 m | Romagnieu | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82C | 0 + 128 | 0 + 767 | 639 m | Aoste | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82D | 0 + 0 | FIN | 318 m | Chimilin | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82E | 0 + 956 | 2 + 801 | 1 886 m | Corbelin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D82F | 1 + 123 | 3 + 384 | 2 266 m | Corbelin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D82F | 3 + 384 | 3 + 960 | 576 m | Graniou | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82F | 5 + 109 | 5 + 605 | 496 m | Graniou | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82F | 5 + 605 | 5 + 925 | 320 m | Aoste | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82I | 0 + 115 | FIN | 1 985 m | Corbelin | NON | R3 | NON | Haut Rhône Dauphinois |
| D82N | 0 + 0 | 0 + 152 | 152 m | Romagnieu | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D82N | 0 + 152 | FIN | 1 032 m | Chimilin | NON | R2 | NON | Vals du Dauphiné |
| D90 | 0 + 0 | 0 + 150 | 150 m | Villages du lac de Paladru | NON | R1 | NON | Voironnais Chartreuse |
| D91 | 0 + 449 | 0 + 469 | 20 m | La Bâtie-Montgascon | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |
| D91 | 0 + 469 | 0 + 883 | 414 m | Favergeres-de-la-Tour | NON | R3 | NON | Vals du Dauphiné |

**

SERVICE POLITIQUE DEPLACEMENTS

Politique : - Routes

Charte d'aménagement et de fonctionnement pour la circulation des engins agricoles

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 C 09 24

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 C 09 24,

Vu l'amendement et l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

d'approuver la charte d'aménagement et de fonctionnement pour la circulation des engins agricoles, jointe en annexe, et d'autoriser le Président à la signer.

Abstentions : 5 (Groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)
Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés



CHARTRE D'AMÉNAGEMENT ET DE FONCTIONNEMENT POUR LA CIRCULATION DES ENGINS AGRICOLES

SOMMAIRE

EDITO

INTRODUCTION

- 1- Le cadre réglementaire pour les dimensions des engins et des aménagements
- 2- Nature des aménagements routiers
- 3- Vers une réflexion intégrée

POUR CONCLURE

ÉDITO

Mieux intégrer les enjeux des circulations agricoles dans les aménagements routiers, pour un partage équilibré, durable, apaisé et sécurisé des espaces publics, telle est l'ambition de cette charte pour l'Isère.

Les partenaires signataires de la charte poursuivent un triple-objectif :

- Connaître et reconnaître les besoins respectifs
- S'accorder sur des principes d'aménagement
- Sensibiliser largement les acteurs aux attentes de la profession agricole pour les aménagements routiers.

Au-delà de l'affirmation d'orientations partagées, la charte se veut aussi un guide pratique, qui offre des éclairages et porte des préconisations.

Le document concerne les engins et convois agricoles, mais également le transport de grumes par les engins forestiers, dont les caractéristiques géométriques singulières hors problématique de tonnage ont été intégrées à l'analyse et à la démarche.

Initiée par le Département de l'Isère et l'EDT, Entrepreneurs des Territoires Isère, cette charte traduit une réelle volonté et un engagement de ses signataires à promouvoir ses orientations et ses recommandations et à les traduire dans les projets, les avis et les consultations.

Le 2 février 2018

Entrepreneurs des Territoires Isère

Madame La Présidente

Martine PERRIN

Département de l'Isère

Monsieur Le Président

Jean-Pierre BARBIER

Chambre d'agriculture de l'Isère

Monsieur Le Président

Jean-Claude DARLET

FDCUMA de l'Isère

Monsieur Le Président

Eric GREFFE-FONTEYMOND

Association des Maires
de l'Isère

Monsieur Le Président

Daniel VITTE

Association des Maires Ruraux
de l'Isère

Monsieur Le Président

Gérard SEIGLE-VATTE

INTRODUCTION

Les aménagements routiers, quand ils sont conçus et réalisés de manière inadaptée vis-à-vis de la circulation d'engins agricoles et forestiers, sont aujourd'hui trop souvent à l'origine d'inconvénients majeurs :

- la dégradation de l'infrastructure et de ses équipements, au passage des engins,
- la dégradation des engins eux-mêmes,
- des difficultés de circulation, des pertes de fluidité et des situations de blocage,
- une insécurité routière.

Cette problématique est loin d'être anecdotique en Isère, ni d'ailleurs dans d'autres territoires.

Le diagnostic montre qu'elle se trouve renforcée avec la multiplication des aménagements dits « réducteurs de vitesse ». Ainsi, les maîtres d'ouvrage investissent aux fins de faire ralentir les conducteurs dans des secteurs sensibles et fréquentés par de multiples usagers, comme par exemple les cœurs d'agglomération. Mais ce faisant, ils délaissent parfois les principes dimensionnels permettant à tous les usagers autorisés de pouvoir circuler et se croiser en situation courante.



Exemple d'un aménagement problématique pour la circulation des engins agricoles.

Toutes les catégories d'usagers peuvent se retrouver gênées par un aménagement neuf qui se révélerait inadéquat pour la circulation des engins agricoles :

- le professionnel agricole qui sera bloqué dans l'exercice de son métier,
- mais aussi l'automobiliste qui ne pourra pas croiser de gros véhicules,
- ou encore le piéton qui devra partager le trottoir avec des véhicules amenés à chevaucher la bordure;

des dysfonctionnements qui ne permettent pas de produire l'apaisement et le mieux-vivre recherchés initialement.

Face à ce diagnostic, la « charte d'aménagement et de fonctionnement pour la circulation des engins agricoles » se développe selon l'articulation suivante :

- Elle énonce et partage les contraintes respectives des usagers agricoles et forestiers d'une part, et des gestionnaires routiers d'autre part ;
- Elle décrit plus précisément certains principes d'aménagement analysés comme de bons compromis, au regard d'autres solutions très préjudiciables pour les uns ou les autres ;
- Elle fédère le processus de conception et de réalisation des aménagements routiers, en visant à y associer largement tous les acteurs.

1- LE CADRE RÉGLEMENTAIRE POUR LES DIMENSIONS DES ENGINS ET DES AMÉNAGEMENTS

Les dimensions des engins agricoles et forestiers d'une part, et celles des voiries publiques d'autre part s'inscrivent dans des cadres réglementaires distincts. En l'occurrence, la circulation des véhicules agricoles est réglementée par le code de la route, alors que la conception des infrastructures routières est régie par des guides techniques, qui fournissent des préconisations aux aménageurs.

1.1 Réglementation et contraintes de gabarit des engins agricoles

Le code de la route distingue 3 grandes catégories de véhicules pour la profession agricole :

- les engins qui s'inscrivent dans des gabarits routiers standards,
 - les convois agricoles et forestiers,
 - hors catégorie, les convois exceptionnels.
-
- **Gabarits standards :**

Une partie des véhicules agricoles, notamment certains tracteurs, éventuellement avec remorque, entre dans le gabarit des engins « standards » autorisés sur voie publique (comme les poids lourds ou les cars). Précisément, ils mesurent alors au maximum : 2m55 de large, hors rétroviseurs (soit environ 3m avec les rétroviseurs déployés) et 18m de long.

| Véhicules agricoles | Engins standards autorisés |
|---------------------|----------------------------|
| Largeur | L < 2m55 |
| Longueur maximale | 18m |

- Convois agricoles ou forestiers :

Au-delà de ces dimensions, on entre dans la catégorie des « convois agricoles ou forestiers ». Ces convois sont plus larges et éventuellement plus longs que les véhicules standards, et leur composition peut considérablement varier : tracteurs tirant un combiné de semis, arracheuse à betteraves, moissonneuse... Au sein de cette catégorie, 2 groupes sont distingués, A et B, en fonction des dimensions. Les 2 groupes sont soumis à des règles distinctes en matière de vitesse maximale, d'éclairage, de signalisation, d'accompagnement.

| Convois agricoles et forestiers | Convois Groupe A | Convois Groupe B |
|---------------------------------|--------------------------------|------------------|
| Largeur | 2m55 < L < 3m50 | 3m50 < L < 4m50 |
| Longueur maximale | 22m | 25m |
| Vitesse maximale autorisée | 40 km/h (ou 25 selon véhicule) | 25 km/h |

Précisons que les largeurs des convois s'entendent tout compris, aucun équipement ne peut dépasser au-delà. Ainsi, les constructeurs d'engins sont-ils tenus de mettre sur le marché des véhicules qui, repliés comme il convient, s'inscriront dans ces gabarits maximaux réglementaires.



D'autre part, la largeur maximale n'est pas celle des roues, au sol, mais une largeur atteinte hors sol, en général à environ 1 mètre de hauteur.

Une limite importante de ces gabarits réglementaires est qu'ils ne peuvent pas incorporer des caractéristiques de giration, de débord, ni de chasse. Les différents attelages ont des encombrements très variables lors des manœuvres hors ligne droite. C'est une complexité que les bureaux d'étude doivent accepter d'intégrer.

- Convois exceptionnels :

Au-delà de 4m50 de large ou 25m de long, c'est la réglementation sur les convois exceptionnels qui s'applique.



- Hauteur des véhicules :

Concernant la hauteur des véhicules agricoles et forestiers, il n'existe pas, dans le code de la route, de hauteur maximale imposée. C'est l'utilisateur qui engage sa responsabilité au-delà de 4 mètres, y compris pour franchir des ouvrages sans hauteur limite signalée.

- Tonnages :

La charte considère la problématique des aménagements routiers en termes géométriques et dimensionnels, vis-à-vis des engins et convois agricoles et forestiers. En revanche, les contraintes liées au tonnage de ces véhicules, notamment les transports de grumes, sont toutes autres et elles ne sont pas traitées ici, car elles se rapportent à la réglementation spécifique sur le transport routier de bois ronds.

1.2 Les dimensions des aménagements routiers

Les infrastructures routières sont conçues sur la base de documents techniques, qui délivrent des préconisations. On peut citer le Code de la voirie routière, l'aménagement des routes principales (ARP) et les principaux guides SETRA et CERTU suivants: Guide des carrefours urbains et interurbains, Le profil en travers outil du partage des voiries urbaines, Guide des chicanes et écluses sur

voiries urbaines, L'aménagement d'une traversée d'agglomération (une démarche de projet), et enfin Guide des coussins et plateaux.

La règle générale est la suivante : sauf restriction par arrêté, avec itinéraire alternatif, les convois agricoles et forestiers, autorisés par le code de la route, doivent pouvoir circuler sur les voies publiques.

- Largeur de voie, largeur de chaussée :

En règle générale, la largeur de voie recommandée dans les guides, au sol et en ligne droite, est de 3m50, avec une réduction possible à 3m en double-voie.

Une distinction est faite selon qu'on considère une voie unique ou 2 voies : ainsi, la largeur totale de chaussée préconisée est-elle de 4m minimum ; elle est de 5m50 si des croisements de poids lourds y sont récurrents ; elle est de 6m pour des croisements de bus récurrents.

Pour la conception d'aménagements routiers, il est important de distinguer les notions de largeur de voie de circulation et de largeur de chaussée. En effet, dans le cas de 2 voies étroites en sens contraires, c'est la largeur de la chaussée dans son ensemble qui pourra être prise en compte pour le passage exceptionnel et ponctuel de véhicules larges. En revanche, cela n'est plus possible avec l'ajout d'un îlot central non franchissable, qui empêcherait d'utiliser les 2 voies.

- Largeur libre :

Des largeurs libres au-delà des voies de circulation peuvent également être utiles. C'est la notion d'accotement routier qui demande une bande dégagée, sans obstacle (ou des trottoirs sans équipements, en agglomération). Cette bande doit atteindre si possible 50 cm en milieu urbain et en ligne droite (davantage si des girations sont nécessaires).

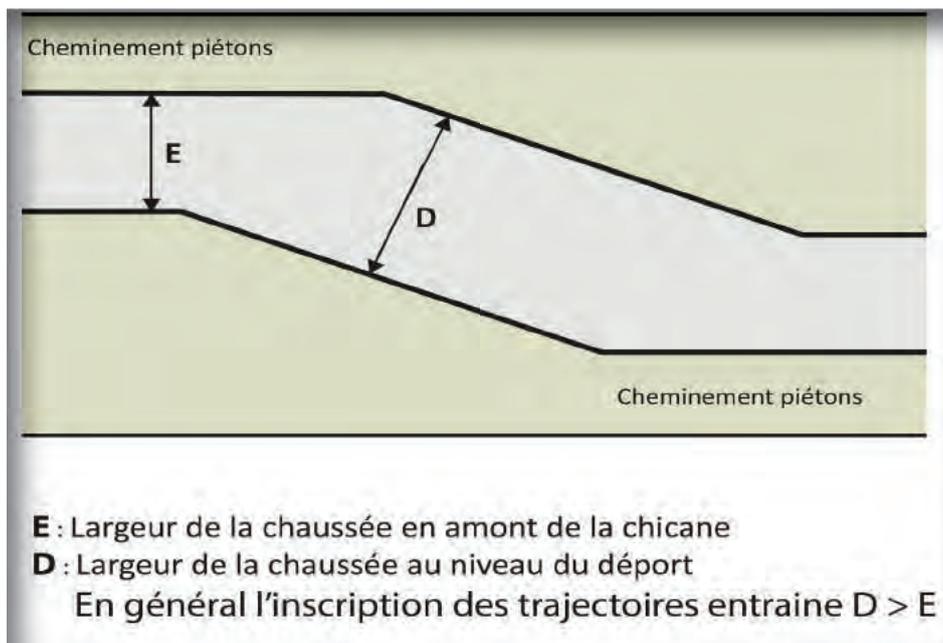
Cela implique notamment d'essayer de positionner le grand mobilier urbain et les équipements de la route au-delà de cette limite.

- Sinuosité :

En dehors des secteurs routiers en ligne droite, la conception d'aménagements compatibles avec tous les types de véhicules autorisés par le code de la route exige de prendre en compte les sur-largeurs nécessaires aux girations.

Ainsi on considèrera d'une part l'empatement des engins au sol et d'autre part le balayage des engins, par rapport aux équipements hors sol.

Pour les largeurs au sol, en courbe de rayon inférieur à 200 m, une surlargeur de $50/R$ sera prévue, par voie, et $25/R$ minimum. Par exemple, pour une chicane qui présenterait un rayon de 100m, ceci pourrait conduire à ajouter 0m50 de largeur par voie, dès la conception.

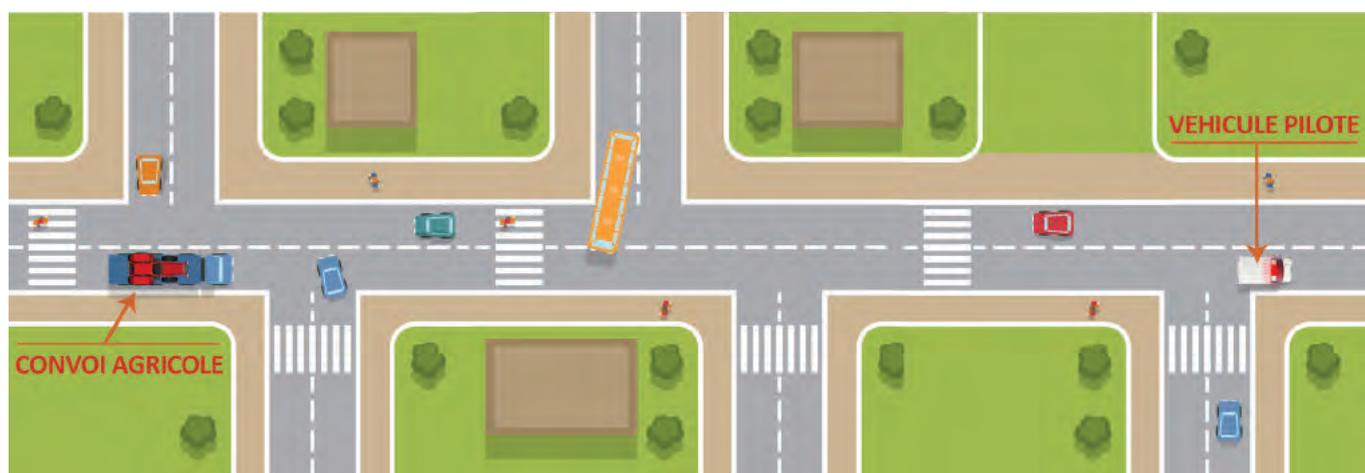


- Paramètres de conception plus complexes :

Certaines notions plus complexes doivent être abordées par le concepteur d'aménagement routier, pour prendre en compte les circulations de convois agricoles. En effet, il faut inclure dans la réflexion des considérations sur l'environnement élargi, sur les gabarits dynamiques et sur les situations statistiquement exceptionnelles.

En premier lieu, une distinction de conception est à faire entre un rétrécissement routier ponctuel et un rétrécissement long, avec impossibilité de croisement à vue. L'aménageur ne peut pas s'autoriser les mêmes libertés sur la largeur de chaussée, dans ces 2 cas de figure.

Une approche du croisement des flux, dans une perspective dynamique des circulations peut également être nécessaire. Notamment, vis-à-vis de convois du groupe B, avec véhicule accompagnant à l'amont, des flux transversaux importants sur un grand linéaire ne permettront pas au véhicule pilote de jouer son rôle. Il est alors à craindre des situations de blocage.





Limitation de hauteur avec sa signalisation

- **Marge de manœuvre pour les conducteurs :**

Au-delà des largeurs réglementaires brutes, il faut prendre en compte la complexité de l'aménagement, qui peut éventuellement appeler un élargissement, pour la marge de manœuvre (d'erreur) des conducteurs de gros engins.

- **Hauteur limite des aménagements routiers :**

Précisons qu'aucune limitation de gabarit ni signalisation correspondante n'est requise au-delà de 4m30 de hauteur de passage. Cette hauteur limite est à mettre en correspondance avec la hauteur de 4 mètres au-delà de laquelle l'utilisateur de la route doit reconnaître lui-même les obstacles éventuels à son chargement ; la marge de 30 cm intègre les complexités de profil en long et dynamiques.

En-deçà de 4m30 de hauteur de passage, un arrêté de limitation sera requis, ainsi que la signalisation de position (et avancée) en conséquence.

2- NATURE DES AMÉNAGEMENTS ROUTIERS

L'amélioration des circulations des engins agricoles est particulièrement conditionnée par une vigilance technique lors de l'élaboration des projets d'aménagements routiers. Au demeurant, le diagnostic a établi qu'une minorité de points techniques inadaptés est à l'origine de la grande majorité des « points noirs » des transports agricoles. Dès lors, se concentrer sur les configurations de conception spécifiquement défavorables produira le meilleur levier pour améliorer globalement la compatibilité des nouveaux aménagements.

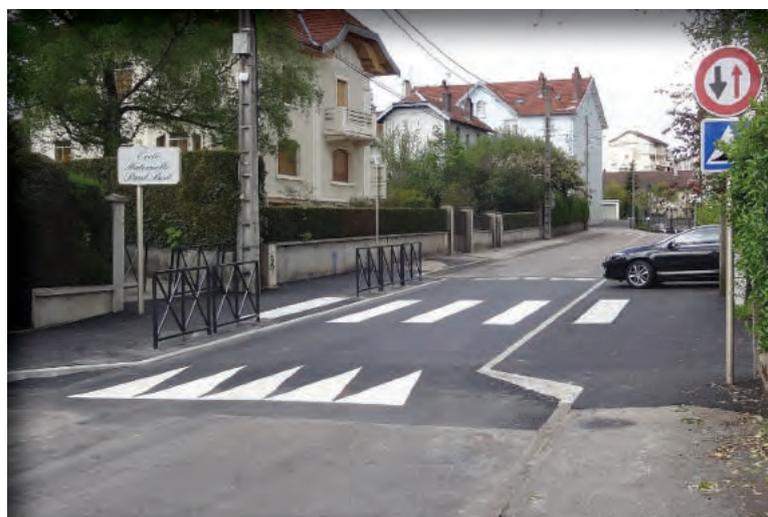
Cette partie aborde les principales techniques d'aménagement routier qui créent des points noirs pour la circulation agricole et forestière, et elle présente, pour chacune, des techniques jugées plus favorables, en concertation avec la profession agricole.

- Bordures **droites et hautes** / **surbaissées ou chanfreinées**

Les bordures de trottoir droites sont très pénalisantes pour les roues des engins agricoles, dans les passages étroits ou sinueux. En effet, si le convoi agricole longe une telle bordure et se retrouve comprimé contre elle, celle-ci offre un profil dur et anguleux, qui dégrade les pneumatiques. Ce processus use progressivement les pneus et crée à terme un risque d'éclatement, aux conséquences à la fois dangereuses et coûteuses.

Dans des aménagements routiers relativement étroits, il est donc préférable de prévoir des bordures biseautées, chanfreinées ou surbaissées, permettant le chevauchement ponctuel par des convois agricoles.

Précision : un seul côté chanfreiné ne constitue pas une bonne alternative, des véhicules stationnant alors côté chanfrein.



Exemple de bordures surbaissées au niveau d'un plateau étroit

- Ilots centraux **densément aménagés** / **franchissables**

Par nature, un ilot central génère une séparation de la chaussée en 2 parties, et donc une perte importante d'emprise pour le passage de larges convois.

Sur certains projets routiers, les ilots centraux et les abords immédiats de la chaussée reçoivent au surplus d'abondants aménagements : des bordures hautes, des poteaux d'éclairage, des panneaux de signalisation, des éléments décoratifs, des plantations paysagères denses et foisonnantes. Ces choix d'aménagement sont contre-indiqués vis-à-vis des circulations d'engins larges (mais également si l'on considère qu'un ilot central est souvent implanté au droit d'une traversée piétonne, donc en un lieu où la visibilité est à privilégier).

Un ilot central longeant une voie étroite (moins de 4m50) sera au contraire conçu pour être franchissable : aménagement sobre et peu élevé, équipements de signalisation escamotables ou souples, plantations basses. La solution des ilots en peinture présente aussi des intérêts par rapport aux ilots bordurés.



Exemple d'ilot central franchissable

- Ralentisseurs **trop accentués** / **franchissables**

En traversée d'agglomération, pour contraindre physiquement les véhicules à ralentir, on a souvent recours à la mise en place de systèmes ralentisseurs, tels que plateaux, dos d'âne ou coussins.

La géométrie d'un tel équipement doit être adaptée, afin de ne pas dégrader les convois agricoles et forestiers. Des obstacles ralentisseurs trop hauts ou trop courts sont susceptibles de provoquer des torsions ou des raclements au niveau des essieux.

Pour les riverains, des dispositifs ralentisseur très marqués constituent par ailleurs une source de nuisance sonore, au passage des engins.

Pour le confort et la sécurité de tous, y compris de la profession agricole, on s'attachera à prévoir des ralentisseurs suffisamment progressifs et sans accentuation excessive.



Ralentisseur trop marqué avec des traces de raclements



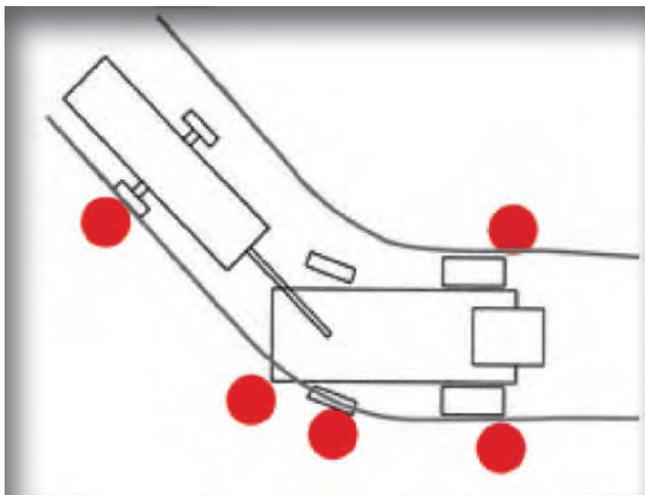
Plateau suffisamment progressif

- Chicanes et écluses **trop étroites** / **correctement dimensionnées**

En entrée ou en traversée d'agglomération, pour amener les véhicules à ralentir, on a recours à l'aménagement de chicanes ou d'écluses. Ces dispositifs modifient le tracé des voies et imposent une sinuosité ponctuellement marquée.

Cependant, comme pour les ralentisseurs, la géométrie de tels équipements doit être adaptée à tous les véhicules amenés à circuler, notamment les convois agricoles et forestiers.

Ainsi, la géométrie d'un passage en chicane doit-elle respecter les contraintes de giration, de manoeuvrabilité et de chasse des véhicules autorisés les plus larges et/ou longs. (cf partie 1.2 sur les largeurs de voies et la sinuosité)



Points de contact contre les bordures dans une chicane trop étroite.



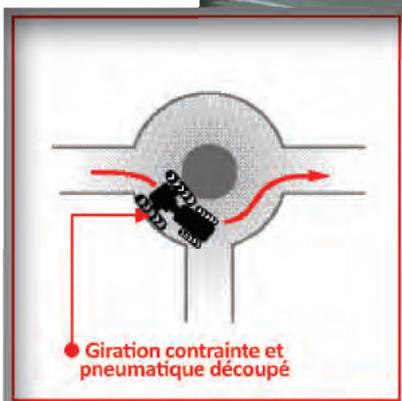
Chicane suffisamment dimensionnée.

- Giratoires **trop étroits** / **correctement dimensionnés**

Les giratoires sont appréciés pour le niveau de sécurité qu'ils apportent en intersection. De ce fait, on porte le choix vers ce type d'aménagement, y compris dans des environnements parfois assez contraints. Pour autant, la géométrie d'un tel équipement doit être adaptée à tous les véhicules amenés à circuler, notamment les convois agricoles et forestiers.

Des solutions adaptatives existent, qu'il faut envisager si les girations imposées aux véhicules longs sont trop incompatibles :

- le giratoire percé traversant à accès restreint ; mais il faut alors descendre du véhicule pour ouvrir puis refermer l'accès ;
- le giratoire à îlot central réduit ou semi-franchissable (équipé de bordures basses).

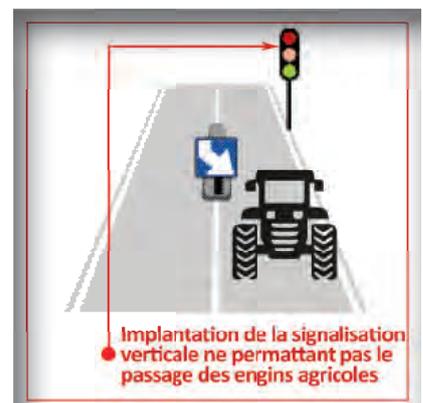


- Mobilier urbain et équipements de la route **en recul suffisant ou démontable**

Les opérations d'aménagement routier supposent la mise en œuvre d'équipements aux abords de la chaussée ; d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un projet en agglomération, où le mobilier urbain s'ajoute à la signalisation verticale.

En cas de difficulté majeure à éloigner certains équipements, des alternatives s'offrent avec les systèmes escamotables ou souples. Ils présentent toutefois des contraintes de déposes et reposes manuelles associées.

Pour conserver les largeurs libres au-delà de la chaussée (cf partie 1.2), les équipements de police et les équipements urbains se doivent d'être implantés en retrait des bords de chaussée, sous peine de constituer des obstacles pour les véhicules larges et aussi d'être dégradés prématurément.



- Accotements **Stabilisés**

Des accotements routiers non stabilisés font courir aux engins agricoles un risque de déstabilisation et d'enlèvement, notamment en cas de croisement délicat.

Lorsque des routes sont élargies par mise en œuvre d'enrobé sur leurs accotements stabilisés, il faut intégrer qu'au-delà, le nouvel accotement n'est pas encore purgé ni stabilisé.

Ainsi, seules de petites routes secondaires étroites peuvent gagner à être élargies en revêtant directement leurs accotements de matériau bitumineux. Mais dans le cas général, et d'autant plus dans des zones à fort trafic, sinueuses, agglomérées, ou encore aux points d'intersection, un nouvel aménagement se doit de prévoir des accotements portants et stabilisés.



- Refuges **suffisamment dimensionnés**

Les projets routiers de grande ampleur, ou à l'inverse des aménagements de petites traversées de village, sont des opérations qui peuvent impliquer la réalisation de « refuges », pour pouvoir s'arrêter, stationner ou se croiser.

Le concepteur dimensionne alors le refuge pour un véhicule léger, voir un poids-lourd, mais trop rarement pour qu'un gros convoi agricole ou forestier puisse s'y ranger. Pourtant, le bénéfice d'un tel dispositif peut être important, notamment dans les situations où le flux de circulation est gêné par la vitesse réduite de ce type de convoi.

- **Champs de vue** et **manœuvrabilité**, aux croisements de chemins agricoles

Certains accès transversaux modestes sont, contrairement à leur apparence, empruntés par des véhicules d'exploitation de grande dimension, lorsqu'ils permettent en fait de rallier des propriétés agricoles ou forestières. Parfois, un chemin très secondaire constitue même l'unique voie d'accès.

Identifier les chemins transversaux fréquemment utilisés par la profession agricole (sortie de ferme, accès à des parcelles...) doit constituer un préalable, dans le cadre d'un projet routier. Dès lors, l'aménageur s'attachera non seulement à préserver ces accès mais également à prévoir des champs de vue (dégagement de visibilité) ainsi qu'une géométrie adaptée aux manœuvres, en entrée comme en sortie.

- Nouvelles restrictions : limitations de tonnage, de hauteur... Moyennant de prévoir l'alternative.

Comme on l'a rappelé en première partie de la charte, la règle générale de conception d'un aménagement routier sera de permettre à tous les véhicules autorisés au titre du code de la route, donc notamment les convois agricoles et forestiers, de pouvoir y circuler.

Pour tout nouvel aménagement ne respectant pas ce principe, une restriction de circulation peut être officiellement introduite, par arrêté, ainsi que la signalisation correspondante, avancée et de position. Un itinéraire alternatif devra être identifié et indiqué.

3- VERS UNE RÉFLEXION INTÉGRÉE

Une opération d'aménagement routier est un processus généralement long et multi-partenarial. Le programme est défini par le maître d'ouvrage (Commune, Département...), la conception revient au maître d'œuvre (service interne ou bureau d'étude privé), puis la mise en œuvre aux entreprises de travaux. Le projet est amené à évoluer, à être adapté, aux différents stades de son élaboration.

Dès lors, la réussite d'un nouvel aménagement routier vis-à-vis des circulations agricoles et forestières exige de fédérer le processus de conception et de réalisation, en associant et en sensibilisant largement tous les acteurs à cette problématique.

Cette partie développe des préconisations aux différentes étapes d'un projet routier, afin de maîtriser les conséquences sur les circulations agricoles dans le cadre d'une démarche de conception-réalisation complexe et pluri-partenariale.

3.1 Des préconisations AVANT aménagement

- Sensibiliser, énoncer :

Un préalable indispensable est que tous les acteurs des projets routiers intègrent la problématique des transports agricoles. Les signataires de la charte s'attacheront donc à diffuser l'information et à appeler à une nécessaire prise en compte, afin d'éviter méconnaissance ou omission de cette problématique, qui est la cause majeure de vices de conception.

A l'amorce de tout projet d'aménagement routier, les maîtres d'ouvrage se référeront à la charte, affichant ainsi leur volonté et alertant les futurs prestataires et partenaires (maître d'œuvre, entreprise, cofinanceur) sur cette nécessaire sensibilité.

- Systématiser :

Les enjeux pour les engins agricoles doivent être intégrés dans nos procédures et documents de pratiques internes.

Pour l'ensemble des maîtres d'ouvrage d'aménagements routiers :

- dans les cahiers des charges des appels d'offres, au stade de la consultation des bureaux d'études et/ou des entreprises de travaux : intégration de la charte en tant que document de référence.
- dans l'attribution de subventions aux autres maîtres d'ouvrage : proposition de favoriser les projets respectant cette charte.

Au Département :

- dans le processus interne de la démarche Projet : une intégration au sein de la fiche-projet (document-type de suivi des opérations routières) et des revues de projets (réunions de suivi)
- dans le référentiel technique d'aménagement routier du Département de l'Isère.

- Rechercher un avis technique complémentaire et dialoguer :

La possibilité de contacts directs entre les concepteurs et la profession agricole, pour partager sur les projets en cours d'élaboration, est un atout important, pour lever un doute ou recueillir l'avis complémentaire d'une personne de terrain. Or ces 2 professions se connaissent mais se côtoient peu.

Dans cette perspective, l'EDT propose une liste de « référents territoriaux », des acteurs du monde agricole pouvant représenter localement leur profession et dialoguer sur de nouveaux projets ou des problématiques de leur territoire.

L'EDT-Isère se rend également disponible pour des avis techniques sur des sujets plus généraux et sans attache localisée, par le biais de sa présidence.

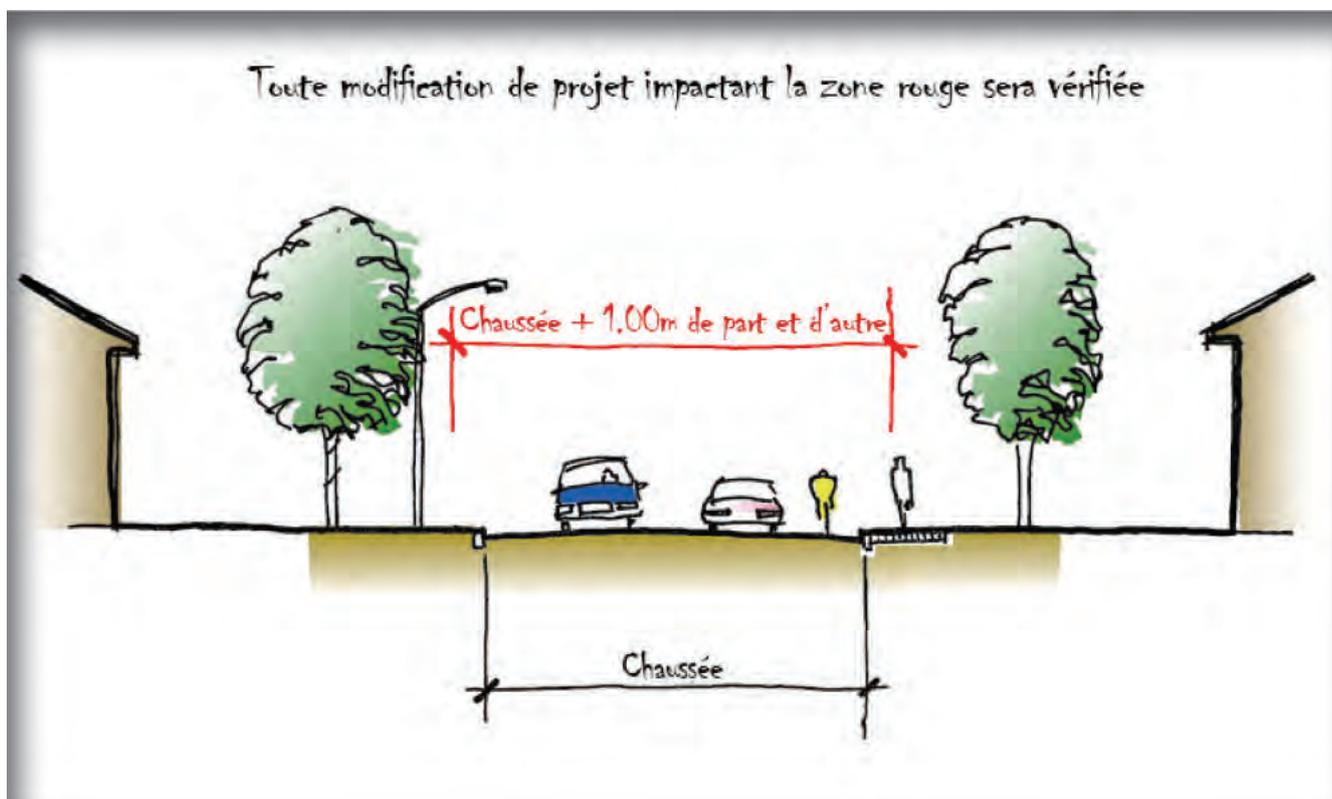
3.2 Des préconisations PENDANT les travaux

- Rester vigilant face à des modifications de projet :

Au stade de la mise en œuvre d'un nouvel aménagement routier, des adaptations du projet sont presque inévitables. Elles seront par exemple issues de requêtes complémentaires ou de problèmes de terrain.

Dans ce cas, le respect des enjeux initiaux ne doit pas être négligé pour autant, notamment l'enjeu de circulation des engins agricoles.

Ainsi, la charte propose d'adopter le principe suivant : en cas de modification de projet intéressant l'emprise de la chaussée et/ou jusqu'à 1 mètre de part et d'autre, une concertation sera à prévoir.



- Vérifier et tester la conception :

Même le concepteur le plus expert ne perçoit pas toujours les problématiques dans leur intégralité au stade d'une étude théorique. Pour cette raison, une vérification in situ des géométries locales pendant les travaux et avant certaines phases critiques de construction (pose de bordures, scellement des équipements) peut s'avérer précieuse et révéler des incompatibilités qui sont encore modifiables.

Le Département a parfois fait cette expérience de l'expérimentation en situation avant finalisation de l'aménagement. Ainsi, le bus ou l'engin agricole essayant de circuler sur le futur aménagement tracé au sol a permis des corrections ponctuelles avant la réalisation définitive.

Dès lors, la charte préconise de recourir à de telles vérifications in situ, aux phases clés des travaux, en particulier sur des aménagements très calibrés en largeur ou nécessitant d'importantes girations.

3.3 Des préconisations APRES aménagement

- Evaluer l'aménagement à la mise en service :

Tout comme sur les projets routiers de grande ampleur tels qu'une voie nouvelle, une évaluation à la mise en service réalisée par le représentant du maître d'ouvrage peut bénéficier à des projets plus modestes, qui modifient une voirie déjà existante. Une telle démarche amène à porter sur le nouvel aménagement un regard critique, notamment vis-à-vis de la sécurité.

La capacité des engins agricoles à emprunter la route modifiée par l'aménagement neuf peut être examinée à travers ce prisme.

- Réagir rapidement, en cas de problème :

A l'issue des travaux, si un problème de circulation des convois est détecté, il sera fondamental d'organiser rapidement l'alerte ainsi que les mesures correctives.

A court terme, une signalisation spécifique, une déviation provisoire ou un itinéraire alternatif, peuvent s'avérer nécessaires pour préserver la sécurité de tous les usagers. Ensuite, des solutions pérennes seront à élaborer et à mettre en œuvre.

- Retour d'expériences :

Dans un troisième temps, une analyse rétrospective partagée peut s'avérer riche d'enseignements pour des projets ultérieurs.

3.4 La concertation des collectivités concernées

Une concertation surtout aménagement routier, notamment en agglomération, est nécessaire, car les différentes collectivités détiennent des responsabilités croisées.

Le maire exerce son pouvoir de police en agglomération et assure la sécurité publique.

Quant au gestionnaire de la voirie, il est amené à délivrer un avis, les autorisations de voirie, éventuellement des subventions. En cas de danger, le gestionnaire est même légitime à mettre en demeure, voire à agir par substitution.

Le gestionnaire varie selon la classification de la route : c'est la Commune pour les routes communales, la Communauté de Communes pour les voiries intercommunales, le Département sur route départementale, l'Etat sur route nationale.

Par exemple, sur une route départementale, en traversée d'agglomération, on distingue les compétences respectives du maire et du Département :

- Le Maire détient le pouvoir de police dans son agglomération, en vertu du Code général des collectivités territoriales, pour maintenir le bon ordre, la sureté, la sécurité et la salubrité publique. Sur les voiries, cela concerne la limitation de vitesse, le stationnement, les gabarits, les interdictions.
- Le Département, gestionnaire de La RD, garantit la conservation du domaine public et délivre les permissions de voirie (autorisation de faire des travaux, d'occuper le domaine public...). Il peut également accompagner financièrement les projets d'aménagement communaux sur RD : dotations départementale et territoriale, prise en charge des travaux de chaussée.

Ainsi, même sans être l'aménageur direct, la collectivité gestionnaire de la voie dispose de l'opportunité d'intervenir pour vérifier le respect des principes et préconisations de la charte.

Si un aménageur propose un projet non conforme à des principes techniques d'aménagement exprimés dans la charte, sur une route communale ou départementale, alors le gestionnaire de la voirie, Commune ou Département, peut inciter à des évolutions positives du projet, au titre de la conservation du domaine public, des permissions de voirie, ou encore en conditionnant l'accompagnement financier du projet.

La collectivité garante de l'application de la charte s'attachera à attribuer des subventions ou des cofinancements sur des projets d'aménagement cohérents avec les directives et les engagements de la charte.

POUR CONCLURE

L'activité agricole et forestière, comme d'autres activités économiques, génère de nombreux déplacements. Pour exercer pleinement leur métier, les professionnels agricoles doivent circuler sereinement avec leurs engins jusqu'à leurs lieux de travail: siège d'exploitation, parcelles cultivées, sites de stockage et de transformation, coopératives...

Accompagnons-les sur les itinéraires les plus adaptés à leurs convois, en priorité le réseau structurant des communes et du Département. Des itinéraires à penser pour eux et avec eux, quitte à rallonger ponctuellement certains de leurs trajets, pour que tous puissent circuler sereinement.

Pensons à eux lors de l'élaboration de nouveaux projets d'aménagements routiers, au travers des enjeux de programmation puis à toutes les phases de la réalisation. Evitons les écueils de conception que sont les solutions techniques déjà identifiées comme préjudiciables : préférons les alternatives déjà validées en commun avec la profession. C'est la condition d'une route partagée, en sécurité.

Cette charte, les 6 partenaires signataires s'engagent à la faire connaître et appliquer, par leurs services internes, par leurs adhérents, par leurs prestataires. Ils s'attacheront aussi à la promouvoir largement auprès de tous les acteurs de projets d'aménagements routiers, ainsi qu'au travers des documents d'urbanisme.

Le respect des principes d'aménagement énoncés dans la charte doit constituer demain une condition préalable à la validation et au financement des projets par les maîtres d'ouvrages aménageurs publics de l'Isère.

**

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT SERVICE PATRIMOINE NATUREL

Politique : - Environnement et développement durable

Programme : Espaces naturels sensibles

Opérations : Subventions ENS (1)

A la découverte des ENS (2)

Actions en faveur des espaces naturels sensibles (ENS)

*Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018,
dossier N° 2018 C01 C 20 45*

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 C 20 45,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

- d'attribuer, suite à la commission d'appel d'offres réunie le 16 janvier 2018, les marchés suivants aux opérateurs économiques ci-dessous, relatifs aux travaux d'entretien des sites départementaux ENS :

| Marchés | Opérateurs économiques |
|--|--|
| Lots F « travaux forestiers et espaces verts » | |
| TF1-Travaux forestiers et espaces verts sur les ENS départementaux du Haut Rhône Dauphinois et vals du Dauphiné | Pothier Elagage |
| TF2-Travaux forestiers et espaces verts sur les ENS départementaux de Bièvre-Valloire, Isère Rhodanienne et Porte des Alpes | Pothier Elagage |
| TF3-Travaux forestiers et espaces verts sur les ENS départementaux Voironnais Chartreuse | Arbre Haie Forêt |
| TF4-Travaux forestiers et espaces verts sur les ENS départementaux de l'agglomération grenobloise et le Sud Grésivaudan | Ageron Bièvre Entretien Bernard et Mickael |
| TF5-Travaux forestiers et espaces verts sur les ENS départementaux du Grésivaudan | Arbre Haie Forêt |
| TF6-Travaux forestiers et espaces verts sur les ENS départementaux du Trièves, Matheysine, Oisans | Agence Isère ONF |
| Lots TP « Travaux publics » | |
| TP1-Travaux publics sur les ENS départementaux de Haut Rhône Dauphinois et Vals du Dauphiné | Perticoz Gérard |
| TP2-Travaux publics sur les ENS départementaux de Bièvre-Valloire, Isère Rhodanienne et Porte des Alpes | Perticoz Gérard |
| TP3-Travaux publics sur les ENS départementaux de Voironnais Chartreuse | Perticoz Gérard |
| TP4-Travaux publics sur les ENS départementaux de l'agglomération grenobloise, du Sud Grésivaudan, de la Matheysine et de l'Oisans | Jacques Rival Environnement |
| TP5- Travaux publics sur les ENS départementaux du Grésivaudan | Jacques Rival Environnement |
| Lots N « Travaux en milieux naturels sur sols non portants » | |
| N1-Travaux en milieux naturels sur sols non portants en Nord-Isère | Infructueux* |
| N2-Travaux en milieux naturels sur sols non portants en Sud Isère | Infructueux* |
| Lots P « Pâturage » | |

| | |
|--|-----------|
| P1-Pâturage sur l'ENS du méandre des Oves au Péage de Roussillon | CEN-Isère |
| P2-Pâturage sur la tourbière de l'Herrétang à Saint-Laurent-du-Pont et Saint-Joseph-de-Rivière | CEN-Isère |

* Les 2 lots infructueux feront l'objet d'une nouvelle procédure sous forme de marché négocié avec l'ensemble des candidats ;

- d'autoriser le Président à signer l'avenant n°2, tel que rédigé en annexe 13 et accompagné des cartes en annexe 14, à la convention d'occupation temporaire du domaine public du projet Isère amont n° SDD-2014-0056 entre le Département et le Symbhi, pour les sites acquis pas le Symbhi dans le Grésivaudan et destinés à intégrer l'espace naturel sensible départemental des forêts alluviales du Grésivaudan (SD001), ce qui portera à 222,03 ha les surfaces confiées en gestion ;

- d'approuver et d'autoriser le Président à signer, dans le cadre de la gestion de l'espace naturel sensible départemental du col du Coq-Pravouta (SD026), les baux de chasse à passer avec les ACCA de Saint-Pierre-de-Chartreuse et Saint-Pancrasse, tels que rédigés respectivement en annexe 15 et 16 ;

- de labelliser en tant que site local communal le site dont les caractéristiques figurent dans le tableau ci-après :

Site local communal

| ID_ site | Nom Site | Commune | Zone intervention (ha) | Zone observation (ha) | Zone de préemption (ha) | Maîtrise foncière (ha) | Statut |
|----------|-------------------------------------|------------|------------------------|-----------------------|-------------------------|------------------------|--------------------|
| SL264 | Pelouses et coteaux secs des Adrets | Les Adrets | 69,3526 | 160,0000 | 69,3526 | 0,1200 | PEC _{SMF} |

- d'autoriser le Président à signer la convention d'intégration au réseau des espaces naturels sensibles isérois pour ce site ;

- de créer, conformément à la délibération de la commune des Adrets en date du 11 décembre 2017 (annexe 17), une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur le site des pelouses et coteaux secs des Adrets (SL264), sur la commune des Adrets, d'une superficie de 69ha 35a 26ca, sur les parcelles telles que listées en annexe 1 et délimitées par un trait continu sur le plan en annexe 18,

- de déléguer le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles à la commune des Adrets ;

- d'attribuer une subvention de fonctionnement de 33 687,02 € aux communes de Vignieu, Panossas, Hières-sur-Amby, Villemoirieu, Saint-Romain-de-Jalionas et la Balme-les-Grottes, pour la réalisation des actions de fonctionnement prévues dans les plans de gestion des espaces naturels sensibles concernés (sites locaux intercommunaux, communaux et sites parc), dont le détail figure dans les annexes 2 et 6 ;

- d'attribuer une subvention d'investissement de 87 779,50 € aux communes de Hières-sur-Amby, Beaufort, Villemoirieu, Saint-Romain-de-Jalionas et Saint-Maximin pour la réalisation des actions d'investissement prévues dans les plans de gestion des espaces naturels sensibles concernés (sites locaux intercommunaux, communaux et sites parc), dont le détail figure en annexes 7 à 11 ;

- d'annuler les subventions ci-après votées pour les écoles suivantes (dossiers inscrits deux fois ou erreur sur le nom d'une commune) :

- . 1 500 € pour 2 classes (dossier 2017-2018-304) - Ecole élémentaire Léon Jouhaux à Grenoble,
 - . 1 700 € pour 2 classes (dossier 2017-2018-292) - Ecole élémentaire Mi-plaine à Meylan,
 - . 1 300 € pour 2 classes (dossier 2017-2018-322) - Ecole maternelle Sainte-Emilie-de-Rodat à Saint-Jean-de-Bournay,
 - . 1 300 € pour 2 classes (dossier 2017-2018-358) - Ecole maternelle Joliot Curie à Sassenage,
- d'attribuer une subvention totale de 19 850 € correspondant aux 28 projets éligibles, impliquant 638 élèves, conformément au tableau joint en annexe 12,

soit au total, à l'issue de ces correctifs, 147 communes, 342 établissements d'enseignement, 1 081 classes et 26 336 élèves (dont 167 classes de collégiens et 4 317 collégiens) qui seront concernés par le dispositif « *A la découverte des ENS* », au titre de l'année scolaire 2017-2018, pour un montant total de subvention de 941 607 € ;

- d'approuver et d'autoriser le Président à signer la convention cadre de partenariat, telle que présentée en annexe 19, relative au projet de plan de conservation des espèces patrimoniales de la plaine de Bièvre et du Liers, qui répond à des objectifs de préservation cohérents avec ceux du futur plan de gestion de l'ENS départemental du Petit site de la Bièvre et dont les résultats pourront être valorisés dans le cadre des procédures d'autorisation des travaux sur la RD 519.

Espace naturel sensible des Pelouses et Cojeaux secs des Adrets (BL264)

Commune des Adrets

ZONE DE PREEMPTION - LISTE PARCELLAIRE

| Section | Parcelle | Lieu-dit | Surface en ZP (m²) | Délégation du droit de préemption à la commune |
|---------|-------------|---------------|--------------------|--|
| A | 538 | MONTCHARVET | 659 | non |
| A | 591 | CHAMP-BOUQUET | 180 | non |
| A | 10 | RODESSE | 34 357 | oui |
| A | 11 | RODESSE | 4 566 | oui |
| A | 12 | RODESSE | 2 700 | oui |
| A | 13 | RODESSE | 22 640 | oui |
| A | 21 | RODESSE | 7 452 | oui |
| A | 22 | RODESSE | 9 954 | oui |
| A | 55 | RODESSE | 3 375 | oui |
| A | 97 (partie) | RODESSE | 3 401 | oui |
| A | 98 | MONTCHARVET | 4 872 | oui |
| A | 99 | MONTCHARVET | 1 640 | oui |
| A | 100 | MONTCHARVET | 274 | oui |
| A | 101 | MONTCHARVET | 94 | oui |
| A | 102 | MONTCHARVET | 450 | oui |
| A | 103 | MONTCHARVET | 270 | oui |
| A | 104 | MONTCHARVET | 620 | oui |
| A | 105 | MONTCHARVET | 3 260 | oui |
| A | 106 | MONTCHARVET | 8 730 | oui |
| A | 107 | MONTCHARVET | 1 420 | oui |
| A | 108 | MONTCHARVET | 376 | oui |
| A | 109 | MONTCHARVET | 1 284 | oui |
| A | 110 | MONTCHARVET | 700 | oui |
| A | 111 | MONTCHARVET | 700 | oui |
| A | 112 | MONTCHARVET | 950 | oui |
| A | 113 | MONTCHARVET | 120 | oui |
| A | 114 | MONTCHARVET | 8 269 | oui |
| A | 115 | MONTCHARVET | 2 601 | oui |
| A | 116 | MONTCHARVET | 1 410 | oui |
| A | 117 | MONTCHARVET | 3 290 | oui |
| A | 118 | MONTCHARVET | 250 | oui |
| A | 119 | MONTCHARVET | 5 270 | oui |
| A | 121 | MONTCHARVET | 9 625 | oui |
| A | 123 | MONTCHARVET | 1 980 | oui |
| A | 122 | MONTCHARVET | 2 350 | oui |
| A | 123 | MONTCHARVET | 2 465 | oui |
| A | 134 | MONTCHARVET | 1 660 | oui |
| A | 225 | MONTCHARVET | 4 490 | oui |
| A | 126 | MONTCHARVET | 1 795 | oui |
| A | 127 | MONTCHARVET | 1 795 | oui |
| A | 128 | MONTCHARVET | 1 200 | oui |
| A | 129 | MONTCHARVET | 1 900 | oui |
| A | 130 | MONTCHARVET | 80 | oui |
| A | 131 | MONTCHARVET | 2 397 | oui |
| A | 132 | MONTCHARVET | 4 528 | oui |
| A | 133 | MONTCHARVET | 4 020 | oui |
| A | 134 | MONTCHARVET | 4 814 | oui |
| A | 135 | MONTCHARVET | 2 969 | oui |
| A | 136 | MONTCHARVET | 2 755 | oui |
| A | 137 | MONTCHARVET | 2 945 | oui |
| A | 138 | MONTCHARVET | 2 000 | oui |
| A | 140 | MONTCHARVET | 3 540 | oui |
| A | 142 | MONTCHARVET | 825 | oui |
| A | 161 | MONTCHARVET | 1 160 | oui |
| A | 162 | MONTCHARVET | 4 950 | oui |
| A | 163 | MONTCHARVET | 2 430 | oui |
| A | 164 | MONTCHARVET | 1 600 | oui |
| A | 165 | MONTCHARVET | 1 130 | oui |
| A | 166 | MONTCHARVET | 2 280 | oui |
| A | 167 | MONTCHARVET | 3 530 | oui |
| A | 168 | MONTCHARVET | 5 080 | oui |
| A | 169 | MONTCHARVET | 1 963 | oui |
| A | 170 | MONTCHARVET | 1 837 | oui |

| | | | | |
|---|-----|---------------------|-------|-----|
| A | 434 | LES CHAZAYS | 230 | oui |
| A | 435 | LES CHAZAYS | 2 020 | oui |
| A | 436 | LES CHAZAYS | 1 470 | oui |
| A | 437 | LES CHAZAYS | 3 937 | oui |
| A | 438 | LES CHAZAYS | 1 333 | oui |
| A | 439 | LES CHAZAYS | 1 280 | oui |
| A | 342 | RVOIRE DES FOURCHES | 907 | oui |
| A | 343 | RVOIRE DES FOURCHES | 2 778 | oui |

| Section | Parcelle | Lieu-dit | Surface en ZP (m²) | Délégation du droit de préemption à la commune |
|---------|----------|---------------|--------------------|--|
| A | 171 | MONTCHARVET | 2 973 | oui |
| A | 172 | MONTCHARVET | 2 427 | oui |
| A | 173 | MONTCHARVET | 3 160 | oui |
| A | 174 | MONTCHARVET | 1 980 | oui |
| A | 175 | MONTCHARVET | 1 940 | oui |
| A | 176 | MONTCHARVET | 4 052 | oui |
| A | 177 | MONTCHARVET | 1 570 | oui |
| A | 178 | MONTCHARVET | 5 091 | oui |
| A | 179 | MONTCHARVET | 2 940 | oui |
| A | 180 | MONTCHARVET | 1 227 | oui |
| A | 181 | MONTCHARVET | 1 720 | oui |
| A | 182 | MONTCHARVET | 2 810 | oui |
| A | 183 | MONTCHARVET | 3 320 | oui |
| A | 184 | MONTCHARVET | 1 302 | oui |
| A | 185 | MONTCHARVET | 5 740 | oui |
| A | 186 | MONTCHARVET | 38 | oui |
| A | 187 | MONTCHARVET | 4 408 | oui |
| A | 188 | MONTCHARVET | 434 | oui |
| A | 189 | MONTCHARVET | 1 289 | oui |
| A | 191 | MONTCHARVET | 1 136 | oui |
| A | 192 | MONTCHARVET | 980 | oui |
| A | 197 | MONTCHARVET | 380 | oui |
| A | 198 | MONTCHARVET | 3 567 | oui |
| A | 199 | MONTCHARVET | 689 | oui |
| A | 200 | PERRA | 697 | oui |
| A | 201 | PERRA | 2 152 | oui |
| A | 202 | PERRA | 364 | oui |
| A | 203 | PERRA | 844 | oui |
| A | 204 | PERRA | 3 941 | oui |
| A | 205 | PERRA | 4 892 | oui |
| A | 206 | PERRA | 6 499 | oui |
| A | 207 | PERRA | 768 | oui |
| A | 222 | PERRA | 1 126 | oui |
| A | 400 | LES DEUX | 258 | oui |
| A | 401 | LA CROISSETTE | 4 772 | oui |
| A | 405 | LA CROISSETTE | 13 038 | oui |
| A | 406 | LA CROISSETTE | 4 400 | oui |
| A | 407 | LA CROISSETTE | 1 820 | oui |
| A | 408 | LA CROISSETTE | 1 820 | oui |
| A | 412 | LA CROISSETTE | 776 | oui |
| A | 414 | LA CROISSETTE | 990 | oui |
| A | 415 | LA CROISSETTE | 1 067 | oui |
| A | 416 | LA CROISSETTE | 1 127 | oui |
| A | 417 | LA CROISSETTE | 2 475 | oui |
| A | 418 | LA CROISSETTE | 515 | oui |
| A | 419 | LA CROISSETTE | 1 292 | oui |
| A | 420 | LES CHAZAYS | 162 | oui |
| A | 421 | LES CHAZAYS | 50 | oui |
| A | 422 | LES CHAZAYS | 132 | oui |
| A | 423 | LES CHAZAYS | 798 | oui |
| A | 424 | LES CHAZAYS | 2 050 | oui |
| A | 425 | LES CHAZAYS | 1 320 | oui |
| A | 426 | LES CHAZAYS | 1 000 | oui |
| A | 427 | LES CHAZAYS | 8 530 | oui |
| A | 428 | LES CHAZAYS | 4 280 | oui |
| A | 429 | LES CHAZAYS | 3 219 | oui |
| A | 430 | LES CHAZAYS | 980 | oui |
| A | 431 | LES CHAZAYS | 1 076 | oui |
| A | 432 | LES CHAZAYS | 1 115 | oui |
| A | 433 | LES CHAZAYS | 1 790 | oui |

| | | | | |
|---|----|--------------|-------|-----|
| B | 18 | LES CONTOURS | 2 590 | oui |
| B | 19 | LES CONTOURS | 9 780 | oui |
| B | 20 | LES CONTOURS | 940 | oui |
| B | 21 | LES CONTOURS | 1 190 | oui |
| B | 22 | LES CONTOURS | 3 790 | oui |
| B | 23 | LES CONTOURS | 2 520 | oui |
| B | 24 | LES CONTOURS | 144 | oui |
| B | 25 | LES CONTOURS | 1 545 | oui |

Espace naturel sensible des Pelouses et Coteaux secs des Adrets (S1264)

Commune des Adrets

ZONE DE PREEMPTION - LISTE PARCELLAIRE

| | | | | | | | | | |
|---|-----|----------------------|--------|-----|---|------|--------------|---------|-----|
| A | 442 | RIVOIRE DES FOURCHES | 785 | oui | B | 26 | LES CONTOURS | 7 318 | oui |
| A | 445 | RIVOIRE DES FOURCHES | 3 768 | oui | B | 27 | LES CONTOURS | 1 292 | oui |
| A | 446 | RIVOIRE DES FOURCHES | 3 039 | oui | B | 35 | LES BREYES | 9 555 | oui |
| A | 447 | RIVOIRE DES FOURCHES | 750 | oui | B | 36 | LES BREYES | 2 440 | oui |
| A | 448 | RIVOIRE DES FOURCHES | 3 400 | oui | B | 37 | LES BREYES | 4 760 | oui |
| A | 449 | RIVOIRE DES FOURCHES | 3 510 | oui | B | 38 | LES BREYES | 2 360 | oui |
| A | 450 | RIVOIRE DES FOURCHES | 2 249 | oui | B | 39 | LES BREYES | 1 960 | oui |
| A | 451 | RIVOIRE DES FOURCHES | 853 | oui | B | 40 | LES BREYES | 1 980 | oui |
| A | 452 | RIVOIRE DES FOURCHES | 1 570 | oui | B | 42 | LES BREYES | 3 745 | oui |
| A | 453 | RIVOIRE DES FOURCHES | 1 520 | oui | B | 41 | LES BREYES | 3 745 | oui |
| A | 454 | RIVOIRE DES FOURCHES | 1 520 | oui | B | 43 | LES BREYES | 3 740 | oui |
| A | 457 | RIVOIRE DES FOURCHES | 2 858 | oui | B | 44 | LES BREYES | 8 890 | oui |
| A | 458 | RIVOIRE DES FOURCHES | 4 255 | oui | B | 45 | LES BREYES | 390 | oui |
| A | 459 | RIVOIRE DES FOURCHES | 5 630 | oui | B | 50 | LES BREYES | 15 342 | oui |
| A | 460 | RIVOIRE DES FOURCHES | 940 | oui | B | 51 | LES BREYES | 980 | oui |
| A | 461 | RIVOIRE DES FOURCHES | 740 | oui | B | 52 | LES BREYES | 1 160 | oui |
| A | 465 | RIVOIRE DES FOURCHES | 3 380 | oui | B | 58 | LES BREYES | 4 290 | oui |
| A | 479 | LAGRA | 5 460 | oui | B | 54 | LES BREYES | 4 537 | oui |
| A | 497 | CHAMP - BOUQUET | 9 342 | oui | B | 55 | LES BREYES | 2 120 | oui |
| A | 621 | LES DEUX GORGES | 1 568 | oui | B | 56 | LES BREYES | 3 200 | oui |
| A | 633 | MONCHARVET | 3 420 | oui | B | 57 | LES BREYES | 15 989 | oui |
| A | 687 | MONCHARVET | 1 330 | oui | B | 363 | LES GRANGES | 5 556 | oui |
| A | 638 | MONCHARVET | 280 | oui | B | 366 | LES GRANGES | 1 757 | oui |
| A | 640 | MONCHARVET | 510 | oui | B | 367 | LES GRANGES | 2 345 | oui |
| A | 692 | CHAMP - BOUQUET | 1 327 | oui | B | 388 | LES GRANGES | 1 036 | oui |
| A | 693 | CHAMP - BOUQUET | 5 893 | oui | B | 389 | LES GRANGES | 1 044 | oui |
| A | 744 | LES DEUX GORGES | 9 340 | oui | B | 394 | LES GRANGES | 2 230 | oui |
| A | 745 | LES DEUX GORGES | 9 040 | oui | B | 395 | LES GRANGES | 2 464 | oui |
| A | 806 | MONCHARVET | 7 280 | oui | B | 396 | LES GRANGES | 1 770 | oui |
| A | 808 | MONCHARVET | 413 | oui | B | 399 | LES GRANGES | 1 500 | oui |
| A | 810 | MONCHARVET | 2 807 | oui | B | 400 | LES GRANGES | 1 130 | oui |
| A | 819 | MONCHARVET | 895 | oui | B | 401 | LES GRANGES | 1 999 | oui |
| A | 823 | RIVOIRE DES FOURCHES | 4 506 | oui | B | 402 | LES GRANGES | 2 077 | oui |
| B | 1 | LES CONTOURS | 1 484 | oui | B | 403 | LES GRANGES | 1 669 | oui |
| B | 2 | LES CONTOURS | 2 025 | oui | B | 404 | LES GRANGES | 1 038 | oui |
| B | 3 | LES CONTOURS | 10 180 | oui | B | 405 | LES GRANGES | 1 170 | oui |
| B | 4 | LES CONTOURS | 2 470 | oui | B | 406 | LES GRANGES | 40 | oui |
| B | 5 | LES CONTOURS | 1 070 | oui | B | 407 | LES GRANGES | 2 255 | oui |
| B | 6 | LES CONTOURS | 1 695 | oui | B | 1447 | LES BREYES | 10 610 | oui |
| B | 7 | LES CONTOURS | 930 | oui | | | Total | 693 526 | |
| B | 8 | LES CONTOURS | 1 681 | oui | | | | | |
| B | 9 | LES CONTOURS | 2 820 | oui | | | | | |
| B | 10 | LES CONTOURS | 2 100 | oui | | | | | |
| B | 11 | LES CONTOURS | 2 183 | oui | | | | | |
| B | 12 | LES CONTOURS | 2 415 | oui | | | | | |
| B | 13 | LES CONTOURS | 630 | oui | | | | | |
| B | 14 | LES CONTOURS | 6 118 | oui | | | | | |
| B | 15 | LES CONTOURS | 350 | oui | | | | | |
| B | 16 | LES CONTOURS | 6 690 | oui | | | | | |
| B | 17 | LES CONTOURS | 3 310 | oui | | | | | |

Département de l'Aisne - Direction de l'aménagement - Service patrimoine naturel

Commission permanente du 26 janvier 2018

DEPARTEMENT DE L'ISERE
COMMUNE DES ADRETS

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL n° 11 - 2017

L'an deux mille dix-sept, le 11 décembre 2017 à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune des ADRETS s'est réuni sous la Présidence de Gérard JOURDAN,

Étaient présents : Bertrand GIRAUD, Anne TREGLOZE, Jean PICCHIONI, Jean-Michel PIASENTIN, Denis SECHER, Nadège ROUSSEL, Cécile PARET, Michèle GAGNAIRE, Valérie CORDIER, Véronique ORGNON, Pierre DEBOLLE.

Absents excusé(s) : Jacques LESIMPLE donne pouvoir à Gérard JOURDAN
Lionel REY donne pouvoir à Véronique ORGNON,
Catherine GUIGUET donne pouvoir à Anne TREGLOZE

Objet : Inscription du site des « Pelouses et coteaux secs des Adrets » au réseau des Espaces naturels sensibles (ENS) isérois et création d'une zone de préemption au titre des ENS n°2-11

M. le Maire rappelle l'intérêt patrimonial du site des « Pelouses et coteaux secs des Adrets » et la volonté communale de préserver et gérer ces espaces .

Consciente des enjeux écologique et paysager que représentent ce site et de sa sensibilité, la commune des Adrets souhaite le préserver à long terme en demandant leur inscription au réseau des espaces naturels sensibles isérois.

M. le Maire donne lecture du projet de conventions d'intégration à intervenir entre le Département et la commune.

D'autre part cet espace naturel est quasi exclusivement en propriété privée. Compte tenu de son intérêt patrimonial, il est essentiel que la commune puisse disposer de la maîtrise foncière ou d'usage pour préserver et gérer cet espace à long terme.

Au vu de cet état, et après délibération, le Conseil municipal :

- ✓ accepte les termes de la convention d'intégration des sites des « Pelouses et coteaux secs des Adrets » au réseau des ENS isérois
- ✓ autorise M. le Maire à signer la convention d'intégration et toutes les conventions ultérieures relatives à l'espace naturel sensible.
- ✓ sollicite le Département pour la création d'une zone de préemption au titre des E.N.S sur la commune des Adrets en vertu de l'article L42-3 du code de l'urbanisme, et telle que délimitée par un trait continu sur le plan ci-joint.
- ✓ demande la délégation du droit de préemption par le Département à la commune concernée au titre des espaces naturels sensibles des Adrets, sur les parcelles listées en annexe.
- ✓ donne pouvoir au maire pour exercer le droit de préemption

Fait et délibéré le jour ci-dessus

Acte rendu exécutoire après : 22 décembre 2017

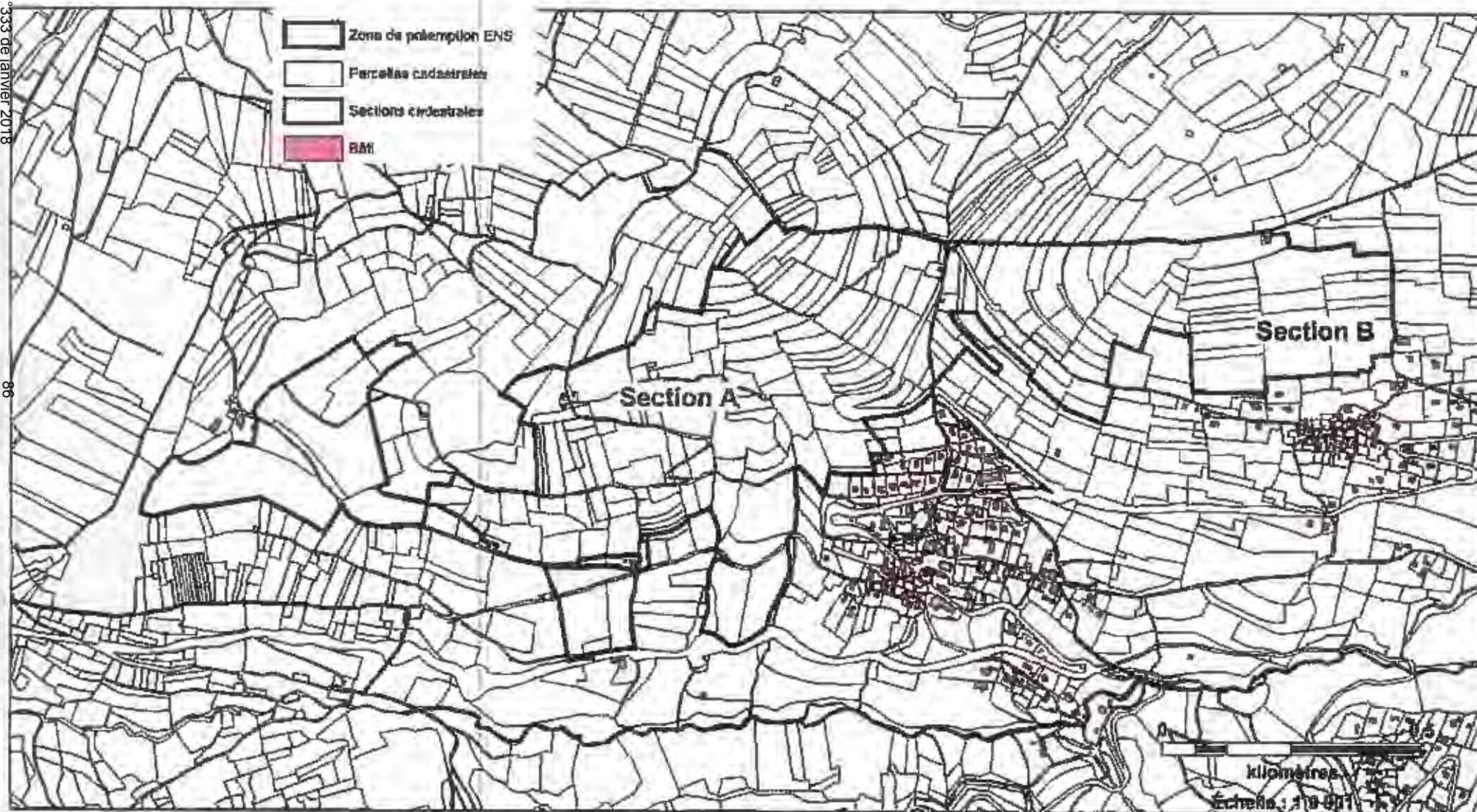
Réception en préfecture le : 22 décembre 2017

Notification ou publication ou affichage le :

22 décembre 2017

Le Maire
Gérard JOURDAN

ESPACE NATUREL SENSIBLE LOCAL
"Pelouses et coteaux secs des Adrets" (SL264) - Commune des Adrets
ZONE DE PREEMPTION



DIRECTION DE L'AUTONOMIE SERVICE COORDINATION ET EVALUATION

Politique : - Personnes âgées

Programme : Soutien à domicile

Opération : APA soutien à domicile

Convention relative à la mise en œuvre de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA) à domicile et à l'accompagnement social global des personnes âgées 2018-2020

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 A 05 04

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 A 05 04,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

- de supprimer l'indemnisation des frais de constitution des dossiers d'APA à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- de proroger la convention existante avec le CCAS de Pont de Claix (intervenant sur les communes de Pont de Claix, Claix, Le Gua, Miribel-Lanchâtre, Saint-Paul de Varces, Varces, Vif Champagnier, Champ sur Drac et Jarrie) et d'autoriser le Président à la signer ;
- d'autoriser le Président à signer les conventions, établies selon le modèle approuvé par la commission permanente du 17 novembre 2017, avec les centres communaux d'action sociale (CCAS) suivants :
 - Meylan (intervenant sur les communes de Meylan, La Tronche et Corenc)
 - Tullins (intervenant sur les communes de Tullins et Voreppe)
 - Gières (intervenant sur les communes de Gières et Poisat)

pour la mise en œuvre de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA) à domicile et pour l'accompagnement social global des personnes âgées pour la période 2018-2020.

Abstentions : (24 (Groupe Rassemblement des citoyens-Solidarité & Ecologie ; Groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire ; Groupe Parti Socialiste et Apparentés)

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

**Avenant à la convention relative
à la mise en œuvre de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA) à domicile
et à l'accompagnement social des personnes âgées**

Entre :

Le Département de l'Isère

représenté par son Président, Jean-Pierre Barbier dûment habilité à signer le présent avenant par la décision de la commission permanente en date du 26 janvier 2018,

ci-après dénommé le Département,

et

Le Centre communal d'action sociale de Pont de Claix

représenté par son Président Monsieur Christophe Ferrari dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil d'administration en date du.....,

ci-après dénommé « le CCAS ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Les conventions visées ci-dessous sont prorogées de six mois :

- a) La convention relative à la mise en œuvre de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA) pour les années 2013 à 2015 du 21 décembre 2012 prorogée par avenant jusqu'au 31 décembre 2017.

Cette convention définit les modalités selon lesquelles le Département de l'Isère confie au CCAS des missions relatives à l'instruction des demandes d'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA) à domicile formulées par les personnes résidant sur le territoire de la Commune de Pont de Claix, Claix, le Gua, Miribel Lanchâtre, Saint-Paul de Varces, Varces, Vif, Champagnier, Champ sur Drac et Jarrie.

- b) La convention relative à l'accompagnement social des personnes âgées du 22 février 2015.

Le Département a pour compétence obligatoire l'accompagnement social des personnes en difficulté, notamment celles âgées de plus de 60 ans. Toutefois, les CCAS ont une relation de proximité privilégiée avec les personnes âgées de leur commune. Aussi il paraît pertinent que le Département puisse déléguer cette compétence aux CCAS.

Le Département fixe les critères d'un conventionnement possible à cet effet, avec les CCAS des communes de + 10 000 habitants et dont le nombre de personnes âgées de + 70 ans est supérieur à 1 000.

Cette convention définit les modalités selon lesquelles le CCAS assure un service social polyvalent pour le public de plus de 60 ans (hors instruction APA).

Article 2 - Missions

Les missions confiées par le Département au CCAS dans le cadre des conventions visées à l'article 1 sont reconduites à l'identique dans le cadre de cet avenant.

Article 3 – Formation des coûts

En contrepartie des missions relatives à l'instruction des demandes d'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA) à domicile formulées par les personnes résidant sur le territoire de la Commune de Pont de Claix qu'il confie au CCAS, le Département lui verse une contribution financière par bénéficiaire et demande en cours d'instruction. Pour la durée de l'avenant, le coût unitaire est fixé à 196,63 euros.

Lorsque le domicile des demandeurs ayant un dossier en cours d'instruction et des bénéficiaires ne se situe pas sur la commune du siège du CCAS, le coût unitaire est majoré de 3 euros.

Par ailleurs, le Département s'engage à soutenir la mission d'accompagnement social des personnes âgées assurée par le CCAS à raison de **152 euros** par ménage suivi par an soit **76 euros** pour 6 mois.

Un ménage peut être composé d'une ou 2 personnes. La règle générale est basée sur le principe d'un forfait par ménage. Si les 2 membres d'un couple nécessitent un accompagnement dissocié, il convient de mentionner que les 2 personnes sont suivies ; dans ce cas, il s'agira d'un financement pour chacun.

Lorsque le ménage suivi habite un quartier prioritaire de la politique de la ville, le temps d'écoute et de suivi étant reconnu comme plus conséquent, le montant de la prestation est réévalué de **5 euros**, portant le forfait à **157 euros** par ménage suivi par an soit **78,50 euros** pour 6 mois.

Article 4 - Evaluation et contrôle du service

Le CCAS réalise un bilan d'activité d'accompagnement social portant sur la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 qu'il transmet au Département.

En annexe de ce bilan, le CCAS fournit la liste nominative des personnes suivies et qui ont bénéficié d'au minimum 4 entretiens dans le cadre du suivi social, en format Excel ou CSV.

Cette liste nominative indique pour chacun des bénéficiaires concernés (une ligne par bénéficiaire), les informations suivantes (une colonne par information) :

- Nom
- Nom de jeune fille
- Prénom
- Date de naissance complète
- Adresse
- Code postal
- Commune
- S'ils sont bénéficiaires de l'APA ou non bénéficiaires

Le bilan d'activité portant sur la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 est transmis avant le 30 septembre 2018.

Le CCAS transmet également tout élément complémentaire qu'il jugera utile à l'information du Département quant à la réalisation de la compétence déléguée.

L'ensemble de ces documents est indispensable au paiement de la participation allouée par le Département.

Article 5 - Durée de la convention

La convention est prorogée à compter du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au 30 juin 2018.

Elle peut toutefois être dénoncée par l'une ou l'autre des deux parties avant son échéance par lettre recommandée avec accusé de réception et un préavis de trois mois.

Fait en deux exemplaires à Grenoble, le

Le Président du CCAS de Pont de Claix
Christophe Ferrari

Le Président du Département
Jean-Pierre Barbier

**

SERVICE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES AGEES

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD du Grand-Lemps

Arrêté n° 2017-10655 du 6 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 27 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application,

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et la prise en compte du plan de redressement pour assainir la situation financière ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes de l'EHPAD du Grand-Lemps sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 413 376,50 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 979 548,22 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 296 708,00 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | 64 662,54 € |
| | TOTAL DEPENSES | 1 754 295,26 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 1 609 295,26 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 145 000,00 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 0,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | 0,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 1 754 295,26 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| | |
|--|---------------------|
| Montant du forfait dépendance – places permanentes | 575 573,76 € |
| Montant du financement complémentaire – places temporaires | |
| Reprise du résultat antérieur – Déficit | 54 133,74 € |
| Produits de la tarification dépendance | 629 707,50 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD du Grand-Lemps sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 48,99 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 68,16 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2 23,45 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 14,88 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,31 €

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe E.H.P.A.D du Parc géré par le Centre Hospitalier de Rives

Arrêté n° 2017-10656 du 6 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 27 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application,

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et la prise en compte du plan de redressement pour assainir la situation financière ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget annexe EHPAD du Parc du Centre Hospitaliers de Rives sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Titre I-Charges de personnel | 760 295,68 € |
| | Titre III- Charges à caractère hôtelier et général | 333 982,80 € |
| | Titre IV- Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles | 189 370,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 1 283 648,48 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Titre III- Produits afférents à l'hébergement | 1 283 648,48 € |
| | Tire IV- Autres produits | 0,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 1 283 648,48 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| | |
|--|----------------------|
| Montant du forfait dépendance – places permanentes | 528 510,04 € |
| Montant du financement complémentaire – places temporaires | 0,00 € |
| Reprise du résultat antérieur | 0,00 € |
| Produits de la tarification dépendance | 528 510 ,04 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au budget annexe EHPAD du Parc du Centre Hospitalier de Rives sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 59,21 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 83,59 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2 24,53 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,57 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,60 €

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe E.H.P.A.D Marie-Louise Rigny géré par le Centre Hospitalier de Rives.

Arrêté n° 2017-10657 du 6 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 27 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application,

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et la prise en compte du plan de redressement pour assainir la situation financière ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget annexe EHPAD Marie-Louise Rigny du Centre Hospitalier de Rives sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Titre I-Charges de personnel | 749 852,89 € |
| | Titre III- Charges à caractère hôtelier et général | 430 422,20 € |
| | Titre IV- Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles | 294 525,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 1 474 800,09 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Titre III- Produits afférents à l'hébergement | 1 474 800,09 € |
| | Tire IV- Autres produits | 0,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 1 474 800,09 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| | |
|--|---------------------|
| Montant du forfait dépendance – places permanentes | 478 445,22 € |
| Montant du financement complémentaire – places temporaires | 0,00 € |
| Reprise du résultat antérieur | 0,00 € |
| Produits de la tarification dépendance | 478 445,22 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au budget annexe EHPAD Marie-Louise Rigny du Centre Hospitalier de Rives sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

Tarif hébergement

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement | 46,63 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 61,75 € |

Tarifs dépendance hébergement

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 20,14 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 12,78 € |

Tarif prévention à la charge du résident

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 5,42 € |
|-----------------------------|--------|

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Romanche » à Vizille

Arrêté n° 2017-10666 du 4 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 21 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « La Romanche » à Vizille sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | Montant hébergement |
|---|----------------------------|
| Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 211 400,00 € |
| Groupe II-Dépenses afférentes au personnel | 366 350,00 € |
| Groupe III-Dépenses afférentes à la structure | 200 358,00 € |
| Reprise du résultat antérieur- Déficit | |
| TOTAL DEPENSES | 778 108,00 € |
| Groupe I-Produits de la tarification | 642 432,00 € |
| Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation | 121 160,00 € |
| Groupe III-Produits financiers et produits encaissables | 14 516,00 € |
| Reprise de résultats antérieurs- Excédent | |
| TOTAL RECETTES | 778 108,00 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Romanche » à Vizille sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

Tarif hébergement

| | |
|--------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement F1 | 24,79 € |
| Tarif hébergement F1 bis 2 personnes | 29,17 € |
| Tarif hébergement F2 | 30,05 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la résidence autonomie « La Romanche ».

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la

tarification sanitaire et sociale (184, Rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie «Les Saulnes» à Seyssinet-Pariset

Arrêté n° 2017-10693 du 7 décembre 2018

Dépôt en Préfecture le : 21 décembre 2017 LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de fonctionnement de la résidence autonomie « Les Saulnes » à Seyssinet-Pariset sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | Montant hébergement |
|---|----------------------------|
| Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 170 400,00 € |
| Groupe II-Dépenses afférentes au personnel | 245 129,70 € |
| Groupe III-Dépenses afférentes à la structure | 199 075,49 € |
| Reprise de résultats antérieurs- Déficit | 9 423,27 € |
| TOTAL DEPENSES | 624 028,46 € |
| Groupe I-Produits de la tarification | 519 618,46 € |
| Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation | 103 960,00 € |
| Groupe III-Produits financiers et produits encaissables | 450,00 € |
| TOTAL RECETTES | 624 028,46 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie « Les Saulnes » à Seyssinet-Pariset sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

Tarif hébergement

| | |
|-------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement F1 bis 1 personne | 25,31 € |
| Tarif hébergement F2 | 36,19 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Les Pervenches » à Saint-Georges-d'Espéranche

Arrêté n° 2017-10694 du 7 décembre 2018

Dépôt en Préfecture le : 21 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Les Pervenches » à Saint-Georges-d'Espéranche sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | Montant hébergement |
|--|---------------------|
| Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 167 308 € |

| | |
|---|------------------|
| Groupe II - Dépenses afférentes au personnel | 308 500 € |
| Groupe III - Dépenses afférentes à la structure | 156 695 € |
| Reprise du résultat antérieur – Déficit | - |
| TOTAL DEPENSES | 632 503 € |
| Groupe I - Produits de la tarification | 484 633 € |
| Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation | 143 370 € |
| Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables | |
| Reprise de résultats antérieurs - Excédent | 4 500 € |
| TOTAL RECETTES | 632 503 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Les Pervenches » à Saint-Georges-d'Espéranche sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

| | |
|--------------------------|---------|
| Tarif F1 (chambre) | 18,36 € |
| Tarif F1 bis 1 personne | 22,07 € |
| Tarif F1 bis 2 personnes | 24,67 € |
| Tarif F2 bis 1 personne | 33,00 € |
| Tarif F2 bis 2 personnes | 34,60 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Maurice Gariel » à Varcès-Allières-et-Risset

Arrêté n° 2017-10720 du 8 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 21 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Maurice Gariel » à Varcès-Allières-et-Risset sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | Montant hébergement |
|---|----------------------------|
| Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 31 320,00 € |
| Groupe II-Dépenses afférentes au personnel | 135 054,47 € |
| Groupe III-Dépenses afférentes à la structure | 89 404,44 € |
| Reprise du résultat antérieur- Déficit | 0,00 € |
| TOTAL DEPENSES | 255 778,91 € |
| Groupe I-Produits de la tarification | 161 265,94 € |
| Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation | 81 800,00 € |
| Groupe III-Produits financiers et produits encaissables | 4 122,00 € |
| Reprise de résultats antérieurs- Excédent | 8 590,97 € |
| TOTAL RECETTES | 255 778,91 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie « Maurice Gariel » à Varcès-Allières-et-Risset sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

Tarif hébergement

| | |
|-------------------|---------|
| Tarif hébergement | 28,29 € |
|-------------------|---------|

Tarifs spécifiques :

| | |
|--------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement F1 bis 1 personne | 28,29 € |
| Tarif hébergement F1 bis 2 personnes | 33,39 € |
| Tarif hébergement F1 | 23,45 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184, Rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Plampalais » de Saint-Geoire-en-Valdaine

Arrêté n° 2017-10738 du 6 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 27 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Plampalais » de Saint-Geoire-en-Valdaine sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montant Hébergement |
|-----------------------------|--|----------------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 13 255 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 15 560 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 166 050 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | |
| | TOTAL DEPENSES | 194 865 € |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 129 330 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 10 500 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | 55 035 € |
| | TOTAL RECETTES | 194 865 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement applicables de la résidence autonomie « Plampalais » de Saint-Geoire-en-Valdaine sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif hébergement T1 bis | 14,37 € |
| Tarif hébergement T1 meublé | 15,09 € |
| Tarif hébergement T2 | 21,56 € |
| Tarif hébergement T2 meublé | 22,63 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 5 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Maurice Thorez » à Echirolles

Arrêté n° 2017-10812 du 12 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 27 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental qui intègrent le déficit 2016,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Maurice Thorez » à Echirolles sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | Montant hébergement |
|---|---------------------|
| Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 159 000,00 € |
| Groupe II-Dépenses afférentes au personnel | 351 500,00 € |
| Groupe III-Dépenses afférentes à la structure | 143 450,00 € |
| Reprise du résultat antérieur- Déficit | 11 598,36 € |
| TOTAL DEPENSES | 665 548,36 € |
| Groupe I-Produits de la tarification | 544 688,36 € |
| Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation | 120 860,00 € |
| Groupe III-Produits financiers et produits encaissables | 0,00 € |
| Reprise de résultats antérieurs- Excédent | 0,00 € |
| TOTAL RECETTES | 665 548,36 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie « Maurice Thorez » à Echirolles sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2018 :

Tarif hébergement :

| | |
|-------------------|---------|
| Tarif hébergement | 21,23 € |
|-------------------|---------|

Tarifs spécifiques :

| | |
|------------------------------|---------|
| Tarif hébergement F1 passage | 17,52 € |
| Tarif hébergement F1 bis | 21,23 € |
| Tarif hébergement F2 | 27,61 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184, Rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie «Le Belvédère» à Saint-Martin-d'Uriage

Arrêté n° 2017-10837 du 12 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 21 décembre 2017 LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de fonctionnement de la résidence autonomie de Saint-Martin-d'Uriage sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | Montant hébergement |
|--|---------------------|
| Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 58 132,00 € |

| | |
|---|---------------------|
| Groupe II-Dépenses afférentes au personnel | 114 660,00 € |
| Groupe III-Dépenses afférentes à la structure | 155 851,98 € |
| Reprise de déficit antérieur | |
| TOTAL DEPENSES | 328 643,98 € |
| Groupe I-Produits de la tarification | 230 723,58 € |
| Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation | 90 052,50 € |
| Groupe III-Produits financiers et produits encaissables | 960,50 € |
| Reprise d'excédent antérieur | 6 907,40 € |
| TOTAL RECETTES | 328 643,98 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie de Saint-Martin-d'Uriage sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

| | |
|----------------------------|---------|
| Tarif hébergement T1 bis 1 | 23.79 € |
| Tarif hébergement T1 bis 2 | 28.31 € |
| Tarif hébergement T2 | 35.39 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Fermeture de 5 places au sein du centre d'hébergement temporaire pour personnes âgées « Les Quatre Saisons » rattaché à l'EHPAD de Roybon.

Arrêté n° 2017-10873 du 13 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 21 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre deux, sections première et quatrième du chapitre trois ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;
Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
Vu la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu le schéma départemental pour l'autonomie et des personnes âgées et les personnes en situation de handicap voté pour la période 2016/2021 ;
Vu l'arrêté départemental n° 84-2080 du 10/09/1984 portant autorisation de fonctionnement d'un centre d'hébergement temporaire pour personnes âgées de 20 places à Roybon ;
Vu l'arrêté départemental n° 86-4090 du 22/12/1986 portant habilitation à l'aide sociale de cet établissement ;
Vu la délibération du 12 décembre 2017, adoptée par le Conseil d'administration de l'EHPAD de Roybon et décidant le fermeture de 5 places au sein du Centre d'hébergement temporaire mentionné en objet ;
Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

La capacité d'accueil du centre d'hébergement temporaire Les Quatre Saisons à Roybon est ramenée de 20 à 15 places.

Article 2 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 3 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 4 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance des budgets annexes de l'EHPAD et des USLD des Centres de Gérontologie « Sud 1 et 2 » du Centre Hospitalier Universitaire de Grenoble

Arrêté n° 2017-10880 du 12 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 21 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point GIR départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement ;

Considérant le déménagement des résidents de l'EHPAD La Bâtie de Saint-Ismier et de l'USLD de Chissé (La Tronche) à l'adresse suivante : CHU Grenoble Alpes, EHPAD (ou CGS2), CS 90338, 38434 Echiroles cedex ;

Considérant les amortissements et les frais financiers relatifs aux nouveaux locaux ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour la section dépendance de l'EHPAD, le montant du forfait dépendance au titre de l'exercice budgétaire 2018 est fixé à 584 936,53 €.

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de l'EHPAD et des USLD, budgets annexes du centre hospitalier universitaire de Grenoble, sont autorisées comme suit :

EHPAD (budget E1)

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Titre I Charges de personnel | 454 926,12 € |
| | Titre III Charges à caractère hôtelier et général | 849 721,49 € |
| | Titre IV Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles | 895 228,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 2 199 875,61 € |

| | | |
|----------|---|-----------------------|
| Recettes | Titre III Produits afférents à l'hébergement | 1 874 926,68 € |
| | Titre IV Autres Produits | 324 948,93 € |
| | TOTAL RECETTES | 2 199 875,61 € |

USLD (budget E2)

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|----------------------|---|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses | Titre I Charges de personnel | 971 794,09 € | 1 316 577,40 € |
| | Titre III Charges à caractère hôtelier et général | 1 987 857,19 € | 157 563,18 € |
| | Titre IV Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles | 1 110 187,12 € | 8 715,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 4 069 838,39 € | 1 482 855,58 € |

| | | | |
|----------|---|-----------------------|-----------------------|
| Recettes | Titre II Produits afférents à la dépendance | | 1 482 855,58 € |
| | Titre III Produits afférents à l'hébergement | 3 843 755,85 € | |
| | Titre IV Autres Produits | 226 082,54 € | 0 € |
| | TOTAL RECETTES | 4 069 838,39 € | 1 482 855,58 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables aux budgets annexes EHPAD « E1 » et USLD « E2 » du Centre Hospitalier Universitaire de Grenoble sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2018 :

EHPAD :

Tarif hébergement

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement | 65,52 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 85,96 € |

Tarifs dépendance

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 24,33 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 15,44 € |

Tarif prévention à la charge du résident

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 6,55 € |
|-----------------------------|--------|

USLD :

Tarif hébergement

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement | 65,12 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 90,25 € |

Tarifs dépendance

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 25,70 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 16,31 € |

Tarif prévention à la charge du résident

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 6,92 € |
|-----------------------------|--------|

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance 2018 de la petite unité de vie pour personnes âgées de Pontcharra

Arrêté n° 2017-10883 du 13 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 21 décembre 2017 LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires présentées par l'établissement au Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de fonctionnement de la petite unité de vie de Pontcharra administrée par l'Association Mieux Vivre Son Age sont :

| DEPENSES | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|----------|---|---------------------|--------------------|
| | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 84 778,40 € | 819,60 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 158 539,06 € | 79 169,38 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 56 460,00 € | |
| | Reprise de résultats antérieurs | 3 100,00 € | - |
| | Déficit | | |
| | TOTAL DEPENSES | 302 877,46 € | 79 988,98 € |

| RECETTES | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|-----------------------|--|---------------------|--------------------|
| Groupe I | Produits de la tarification | 220 311,46 € | 79 988,98 € |
| Groupe II | Autres produits relatifs à l'exploitation | 82 566,00 € | - |
| Groupe III | Produits financiers et produits encaissables | - | - |
| | Reprise de résultats antérieurs | - | - |
| | Excédent | - | - |
| TOTAL RECETTES | | 302 877,46 € | 79 988,98 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à la petite unité de vie de Pontcharra à compter du **1^{er} janvier 2018** sont :

Tarif hébergement des plus de 60 ans : 30,51 €

Tarifs dépendance :

Tarif dépendance GIR 1 et 2 22,62 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 14,39 €

Tarif prévention à la charge du résidant :

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,11 €

Article 3 :

Ces tarifs ne comprennent pas :

- les produits de gestion de l'incontinence
- l'entretien du linge
- l'entretien des logements privés
- les repas

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de la petite unité de vie « MARPA La Révola » à Villard-de-Lans

Arrêté n° 2017-11040 du 14 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 27 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 BP 2017 A 05 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Considérant que pour les résidents souhaitant déjeuner ou dîner à l'extérieur ou préparer eux-mêmes leurs repas, non servis par la M.A.R.P.A., sont déduits du prix de journée le prix du déjeuner et/ou du dîner fixé(s) par l'établissement ;

Le petit déjeuner n'étant pas déductible du prix de journée ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la petite unité de vie « MARPA La Révola » à Villard-de-Lans sont autorisées comme suit :

BUDGET GLOBAL : HEBERGEMENT PERMANENT ET ACCUEIL DE JOUR

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|-----------------------------|---|----------------------------|---------------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 94 738,48 € | 8 550,00 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 245 309,65 € | 139 046,88 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 110 957,00 € | 0,00 € |
| | Reprise du résultat antérieur | 0,00 € | 0,00 € |
| | Déficit | 0,00 € | 0,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 451 005,13 € | 147 596,88 € |

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|----------------------|--|---------------------|---------------------|
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 424 720,13 € | 136 996,88 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 26 035,00 € | 9 100,00 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 250,00 € | 0,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs | 0,00 € | 1 500,00 € |
| | Excédent | | |
| | TOTAL RECETTES | 451 005,13 € | 147 596,88 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à la petite unité de vie « MARPA La Révola » à Villard-de-Lans sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

HERBERGEMENT PERMANENT :

Les tarifs hébergement comprennent :

la gestion du linge (linge plat et linge personnel des résidents),

les produits d'incontinence,

les repas (petits déjeuner, déjeuners, dîners).

Les tarifs hébergement ne comprennent pas :

le nettoyage des parties privatives,

l'électricité des parties privatives.

Tarif hébergement

Tarif hébergement 51,23 €

Tarifs hébergement spécifiques

Tarif hébergement T1 bis 53,54 €

Tarif hébergement T2 personne seule 60,04 €

Tarif hébergement T2 couple 46,11 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 25,08 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,92 €

ACCUEIL DE JOUR :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 25,62 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 25,08 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,92 €

Article 3 :

Le bénéficiaire de l'aide sociale contribuera à ses frais d'hébergement à hauteur de 90 % de ses ressources dans la limite légale, conformément aux dispositions prévues par le règlement départemental d'aide sociale.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra conserver les sommes nécessaires au règlement des frais relatifs au logement non compris dans le prix de journée.

Article 5 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03). dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de la petite unité de vie « Foyer Rose Achard » à Pont-en-Royans

Arrêté n° 2017-11142 du 14 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 27 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 BP 2017 A 05 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête**Article 1 :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la petite unité de vie « Foyer Rose Achard » à Pont-en-Royans sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|--|---|---|---------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 128 973,65 € | 5 048,31 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 101 618,29 € | 106 736,82 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 83 553,89 € | 0,00 € |
| | Reprise du résultat antérieur Déficit | € 0,00 | 0,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 314 145,83 € | 111 785,13 € |
| | Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 304 145,83 € |
| Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | | 0,00 € | 0,00 € |
| Groupe III Produits financiers et produits encaissables | | 0,00 € | 0,00 € |
| Reprise de résultats antérieurs Excédent | | 10 000,00 € | 10 000,00 € |
| TOTAL RECETTES | | 314 145,83 € | 111 785,13 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à la petite unité de vie « Foyer Rose Achard » à Pont-en-Royans sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

Le tarif hébergement comprend :

- les déjeuners et dîners (hors petits déjeuners),
- l'entretien du linge plat et du linge de maison (hors linge personnel),
- le nettoyage des locaux communs.

Les tarifs dépendance comprennent :

- les produits d'incontinence,
- le nettoyage des parties privatives,
- la mise à disposition de machines à laver pour le linge personnel des résidents (hors lessiviels).

Tarifs hébergement

Tarif hébergement 45,22 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 32,36 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 20,54 €

Article 3 :

Le bénéficiaire contribuera à ses frais d'hébergement à hauteur de 90 % de ses ressources dans la limite légale conformément aux dispositions prévues par le règlement départemental d'aide sociale.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra conserver les sommes nécessaires au règlement des frais relatifs à l'entretien du linge personnel et du logement non compris dans le prix de journée.

Article 5 :

L'établissement a opté pour une médicalisation par un SSIAD et bénéficie d'une tarification hébergement et dépendance. Le tarif dépendance de l'établissement relève de la prise en charge au titre de l'APA à domicile. Le plan d'aide à domicile doit donc prendre en charge prioritairement le tarif dépendance (sans déduction du tarif 5/6) et pourra intégrer si celui-ci le permet les aides nécessaires complémentaires.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 9 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement des résidences autonomie gérées par le CCAS de La-Tour-du-Pin

Arrêté n° 2017-11285 du 2 janvier 2018

Dépôt en Préfecture le : 16 janvier 2018 LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires faites par le gestionnaire de l'établissement au Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de fonctionnement des résidences autonomie de La-Tour-du-Pin sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | Montant hébergement |
|--|---------------------|
| Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 356 200 € |
| Groupe II-Dépenses afférentes au personnel | 647 450 € |
| Groupe III-Dépenses afférentes à la structure | 523 335 € |
| TOTAL DEPENSES | 1 526 985 € |
| Groupe I-Produits de la tarification hébergement | 963 505 € |
| Produits de la tarification soins | 165 000 € |
| Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation | 366 080 € |
| Reprise d'excédent antérieur | 32 400 € |
| TOTAL PRODUITS | 1 526 985 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement des résidences autonomie de La-Tour-du-Pin sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2018** :

| | |
|-----------------------------------|---------|
| Tarif hébergement F1 bis 1 | 24,92 € |
| Tarif hébergement F1 bis 2 | 25,30 € |
| Tarif hébergement F1 bis 1 meublé | 27,36 € |
| Tarif hébergement F2 | 30,59 € |
| Tarif hébergement F1 bis 2 meublé | 29,36 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Blanche » à Voiron

Arrêté n° 2018-95 du 3 janvier 2018

Dépôt en Préfecture le : 16 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Pierre Blanche » à Voiron sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | Montant hébergement |
|---|---------------------|
| Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 246 155,00 € |
| Groupe II-Dépenses afférentes au personnel | 383 358,00 € |
| Groupe III-Dépenses afférentes à la structure | 235 356,67 € |
| Reprise du résultat antérieur- Déficit | |
| TOTAL DEPENSES | 864 869,67 € |
| Groupe I-Produits de la tarification | 569 051,67 € |
| Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation | 295 818,00 € |
| Groupe III-Produits financiers et produits encaissables | |
| Reprise de résultats antérieurs- Excédent | |
| TOTAL RECETTES | 864 869,67 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Blanche » à Voiron sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2018** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 22,10 €

Tarifs spécifiques

Tarif spécifiques Foyer Pierre Blanche

| | |
|----------------------------|---------|
| Tarif hébergement F1 bis 1 | 21,03 € |
| Tarif hébergement F1 bis 2 | 29,43 € |

Tarif spécifiques Foyer Soleil

| | |
|----------------------------|---------|
| Tarif hébergement F1 bis 1 | 21,14 € |
| Tarif hébergement F1 bis 2 | 26,74 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la résidence autonomie « Pierre Blanche ».

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184, Rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » de Mens

Arrêté n° 2018-214 du 4 janvier 2018

Dépôt en Préfecture le : 16 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement (EHPAD : places permanentes et temporaires), les dépenses et recettes sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montants hébergement |
|-----------------------------|---|-----------------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 370 728,45 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 985 400,18 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 905 658,82 € |
| | TOTAL DEPENSES | 2 261 787,45 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 1 897 506,45 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 46 000,00 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 318 281,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 2 261 787,45 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance (EHPAD : places permanentes et temporaires), le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Type de financement | Montants dépendance |
|---|----------------------------|
| Forfait dépendance – places permanentes | 613 288,14 € |
| Financement complémentaire – places temporaires | 36 762,49 € |
| Reprise du résultat antérieur – Déficit ou Reprise de résultats antérieurs- Excédent (au choix) | 0,00 € |
| Produits de la tarification dépendance | 650 050,63 € |

Article 3 :

Pour l'accueil de jour, les dépenses et recettes au titre de l'exercice budgétaire 2018, sont fixées à :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Financement complémentaire dépendance |
|-----------------------------|--|----------------------------|--|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 7 750,00 € | 0,00 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 21 892,00€ | 21 224,93 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 0,00 € | 0,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 29 642,49 € | 21 224,93 € |

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Financement complémentaire dépendance |
|----------------------|---|---------------------|---------------------------------------|
| Recettes | Groupe I : Produits de la tarification | 29 642,49 € | 21 224,93 € |
| | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 € | 0,00 € |
| | Groupe III : Produits financiers et produits encaissables | 0,00 € | 0,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 29 642,49 € | 21 224,93 € |

Article 4 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD Intercommunal « L'Obiou » situé à Mens sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2018** :

Tarif hébergement permanent

Tarif hébergement + de 60 ans 61,54 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 82,62 €

Tarif hébergement temporaire

Tarif hébergement temporaire 64,62 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2 24,12 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,31 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,49 €

Article 5 :

Les tarifs de l'accueil de jour, de l'EHPAD Intercommunal « L'Obiou » à Mens sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2018** :

Tarif accueil de jour

Tarif hébergement 28,07 €

Tarif dépendance GIR 1 et 2 29,09 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 18,46 €

Tarif dépendance GIR 5 et 6 7,83 €

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD de Saint-Chef**Arrêté n° 2018-295 du 8 janvier 2018**

Dépôt en Préfecture le : 16 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires présentées par l'établissement au Département ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :**Article 1 :**

Le budget de fonctionnement 2018 de la section hébergement de l'EHPAD de Saint-Chef est autorisé comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montant |
|-----------------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Groupe I- Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 391 260,84 € |
| | Groupe II- Dépenses afférentes au personnel | 1 254 310,15 € |
| | Groupe III- Dépenses afférentes à la structure | 385 723,60 € |
| | TOTAL DEPENSES | 2 031 294,59 € |

| Groupes fonctionnels | | Montant |
|-----------------------------|--|-----------------------|
| Recettes | Groupe I- Produits de la tarification hébergement | 2 026 361,59 € |
| | Groupe II- Autres produits relatifs à l'exploitation | 4 933,00 € |
| | Groupe III- Produits financiers et produits encaissables | 0,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 2 031 294,59 € |

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2018 de l'EHPAD de Saint-Chef est fixé comme indiqué ci-dessous :

| Type de financement | Montant |
|---|----------------|
| Forfait dépendance – places d'hébergement permanent | 694 911,03 € |
| Financement complémentaire – places réservées personnes handicapées âgées | 58 087,12 € |
| Produit de la tarification dépendance | 752 998,15 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD de Saint-Chef sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2018** :

Tarif hébergement permanent

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement des plus de 60 ans | 52,57 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 70,64 € |

Tarifs dépendance

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 20,39 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 12,94 € |

Tarif prévention à la charge du résident

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 5,49 € |
|-----------------------------|--------|

Tarifs additionnels dépendance (PHA)

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 6,77 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 4,30 € |

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Sévigné » situé à Saint-Martin-le-Vinoux

Arrêté n° 2018-353 du 10 janvier 2018

Dépôt en Préfecture le : 23 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application,

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :**Article 1 :**

Pour la section hébergement (EHPAD : places permanentes et temporaires), les dépenses et recettes sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montants hébergement |
|-----------------------------|---|-----------------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 182 861,00 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 630 328,68 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 261 145,00 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | 7 104,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 1 081 438,68 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 1 032 282,97 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 40 700 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 53,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | 8 402,71 € |
| | TOTAL RECETTES | 1 081 438,68 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance (EHPAD : places permanentes et temporaires), le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Type de financement | Montants dépendance |
|---|----------------------------|
| Forfait dépendance – places permanentes | 281 847,75 € |
| Financement complémentaire – places temporaires | 0,00 € |
| Reprise du résultat antérieur – Déficit | 950,29 € |
| Produits de la tarification dépendance | 282 798,04 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Sévigné » situé à Saint-Martin-le-Vinoux sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2018** :

Tarif hébergement permanent

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement + de 60 ans | 69,79 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 88,86 € |

Tarif hébergement spécifique

| | |
|----------------------------------|---------|
| Tarif hébergement chambre double | 67,79 € |
|----------------------------------|---------|

Tarifs dépendance hébergement

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 24,07 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 15,28 € |

Tarif prévention à la charge du résident

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 6,48 € |
|-----------------------------|--------|

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Politique : - Personnes âgées

Programme : Soutien à domicile

Opération : APA – PCH Soutien à domicile

Réforme de la tarification des services d'aide à domicile

*Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018,
dossier N° 2018 C01 A 05 05*

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 A 05 05,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

► d'approuver les deux missions d'intérêt général complémentaires suivantes :

- prendre en charge le handicap complexe entendu comme les personnes relevant d'un plan d'aide humaine PCH égal ou supérieur à 300 heures par mois, valorisé + 3 € par heure ;

- prendre en charge les personnes le nécessitant sur des horaires de nuit, au-delà de 22 heures et en deçà de 7 heures valorisé + 6 € par heure.

► d'approuver le modèle de Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) joint en annexe et d'autoriser le Président à signer les CPOM avec les services d'accompagnement et d'aide à domicile concernés établis selon ce modèle,

► d'autoriser l'ajustement du contenu des CPOM avec chaque service en tant que de besoin, sur les points suivants :

- la mise en conformité au cahier des charges national telles que formulées suite aux visites de conformité,

- des recommandations issues des évaluations internes et externes des services, notamment à destination de la professionnalisation et formation des professionnels,

Abstentions : 5 (Groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM)

Entre :

Le Département de l'Isère, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Jean-Pierre Barbier, dûment habilité à signer le présent contrat par décision de commission permanente en date du 26 janvier 2018, ci-après dénommé "le Département"

D'une part,

Le service d'aide à domicile ... dont le siège social est situé ..., et représenté par ..., ci-après dénommé le service prestataire

D'autre part,

Textes de référence :

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale

Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la circulaire N°DGAS/SD5B/2007/111 du 26 mars 2007 relative aux problématiques afférentes à la mise en œuvre de la pluriannualité budgétaire et à la dotation globalisée commune à plusieurs établissements et services sociaux et médico-sociaux dans le cadre d'un contrat d'objectifs et de moyens,

Vu la circulaire N° DGAS/SD5B/2007/412 du 21 novembre 2007 proposant une méthodologie de gestion des enveloppes de crédits limitatifs dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R314-1 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la circulaire n° DGCS/SD5C/2013/300 du 25 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu à l'article L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la loi du 29 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, et notamment son article 46 et suivant,

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code de l'action sociale et des familles

Vu le décret n° 2016-210 du 26 février 2016 relatif à la revalorisation et à l'amélioration de l'allocation personnalisée d'autonomie,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF),

Vu le décret n° 2017-705 du 2 mai 2017 relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

Vu l'arrêté d'autorisation de fonctionnement du service d'aide et d'accompagnement à domicile délivré par le président du Département (services anciennement tarifés),

Ou

Vu l'agrément délivré par la Direccte en date du (services non tarifés),

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-social définissant les orientations politiques et stratégiques en matière d'offre médico-sociale,

Vu la convention relative au fonds d'appui aux bonnes pratiques dans le champ de l'aide à domicile passée avec la CNSA,

Vu la décision de la commission permanente du Département du 21 juillet 2017 sur la réforme de la tarification des Services d'accompagnement et d'aide à domicile (SAAD),

Vu la décision de la commission permanente du Département de l'Isère du 22 janvier 2018 adoptant un modèle type de CPOM et apportant amendement à la réforme de tarification des SAAD,

Vu l'appel à candidatures lancé par le Département le 3 août 2017,

Vue la réponse du service prestataire,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Périmètre et objet du contrat

La contractualisation des relations entre le Département et le service prestataire renforce les compétences du Département en termes de pilotage territorial de la prise en charge à domicile des personnes en perte d'autonomie et assure la maîtrise de ses engagements financiers.

En contrepartie de son engagement à exercer des missions d'intérêt général et d'utilité sociale, le service prestataire bénéficie d'une lisibilité pluriannuelle des engagements du Département à son égard).

Le service prestataire est autorisé par le Département. Ce CPOM vise à définir les conditions de prise en charge financière du Département dans son périmètre de compétence : APA, PCH, aide-ménagère.

Pour certaines actions ou missions, le service prestataire peut être financé, à titre complémentaire, par d'autres financeurs telles les caisses de Sécurité sociale, les agences régionales de santé, les mutuelles, etc. comme précisé ci-après.

Le présent contrat fixe les obligations respectives de chacun des signataires et les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs retenus, lesquels figurent en annexe.

Le présent contrat ne s'applique qu'aux activités financées par le Département au titre des aides individuelles de solidarité définies dans les plans d'aide individuels, à savoir :

- l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
- la Prestation Compensatrice de Handicap (PCH)
- les services ménagers au titre de l'aide sociale

Article 2 : Présentation du service

- **Chiffres-clés activité 2016**

| | Nombre heures | Nombre de bénéficiaires |
|--------------------------------|---------------|-------------------------|
| APA | | |
| -GIR 1 | | |
| -GIR 2 | | |
| -GIR 3 | | |
| -GIR 4 | | |
| PCH | | |
| Aide sociale | | |
| Autres (caisses, mutuelle,...) | | |
| DJF | | |
| Total Activité 2016 | | |

- **Liste des communes / Carte des communes sur lesquelles le SAAD s'engage à intervenir, dont les communes isolées :**

Article 3 : Définition des missions d'intérêt général socles et complémentaires concernant uniquement l'APA et la PCH

Les missions d'intérêt général ont été définies par le Département, à l'aune des besoins repérés et des priorités qu'il se donne, comme suit :

→ Des missions d'intérêt général socles concernant les heures réalisées dans le cadre de l'APA et la PCH :

- Prendre en charge la grande dépendance (entendue comme les personnes relevant des GIR 1 et 2 ou les personnes en situation de handicap bénéficiant d'un plan de compensation de 90 heures et plus par mois en prestataire).
- Prendre en charge la dépendance moyenne (entendue comme les personnes en GIR 3 ou bénéficiaires d'une PCH de moins de 90 heures par mois en prestataire / ou bénéficiaires de l'ACTP ou de la MTP).
- Prendre en charge le handicap complexe entendu comme les personnes bénéficiant d'un plan d'aide humaine tous modes confondus de 300 heures et plus par mois.
- Assurer une couverture temporelle d'intervention adaptée aux besoins en intervenant les dimanches et les jours fériés, ainsi qu'après 22 h 00 et avant 7 h 00.
- Couvrir les communes isolées définies par le Département.

Au regard de la nécessité d'assurer une couverture territoriale complète par les services permettant de ne laisser aucune zone blanche, une liste de communes considérées comme isolées a été définie en fonction de la densité de population. Aussi, toute intervention réalisée sur une commune avec une densité inférieure ou égale à 80 habitants par km² sera majorée. Cette liste comprend **235 communes**, la liste est fournie en annexe (annexe XXX).

Le service est incité à candidater aux différents appels à candidatures qui pourraient être émis dans le cadre des financements de la section IV et V de la CNSA (conférence des financeurs, innovation, modernisation des SAAD) et tout autre projet (Activage, IsèreADOM, schéma départemental). Les financements obtenus seraient toutefois indépendants du présent contrat.

Article 4 : Les engagements du Département

Les missions d'intérêt général donneront lieu à une valorisation financière corrélée à l'activité réelle des services. Cette enveloppe sera versée de manière anticipée, trimestriellement, puis réévaluée en fonction de l'activité effectivement réalisée (voir annexe XXXX).

Le Département assurera le financement de l'interface de télégestion avec les logiciels du Département ainsi que la formation nécessaire à l'utilisation des outils.

Article 5 : Les engagements du SAAD

Les missions d'intérêt général devront être investies en totalité par le service, à l'exception de la couverture des communes isolées à définir avec chaque service.

Les missions d'intérêt général requièrent pour le service :

- Le respect du cahier des charges national fixant les conditions d'exercice des SAAD, publié par décret et l'investissement dans une démarche qualité d'amélioration continue à partir des évaluations internes et externes faites par les services ;
- La possession d'un logiciel de télégestion compatible (ou être en cours d'acquisition) au 1^{er} avril 2018. Le Département assurera l'interfaçage dans le courant de l'année 2018 ; Le respect de la règle d'arrondi qui sera fixée par le Département dans le cadre de l'interface de télégestion
- L'engagement de ne pas surfacturer les heures relevant de la PCH et les heures d'aide-ménagère relevant de l'aide sociale départementale. Toutefois, pour les heures d'aide-ménagère, une participation forfaitaire systématique de 1,80 € par heure est laissée à charge de l'usager ;
- L'engagement (si le service choisit de surfacturer) à une surfacturation plafonnée des heures APA en fonction du ticket modérateur (TM) des usagers : 1 euro pour un TM inférieur ou égal à 8 % ; de 1 à 1,50 euros pour un TM supérieur à 8 % et inférieur ou égal à 29 % ; de 1 à 3 euros pour un TM supérieur à 29 %. Le SAAD s'engage à surfacturer l'ensemble des usagers ou aucun.

Préciser le choix du service sur la surfacturation. Cette modalité pourra être rediscutée à un an de fonctionnement et fera l'objet d'un avenant.

Le SAAD dispose de la liberté de facturation des heures faites en dehors des plans d'aide APA, PCH ou des heures d'aide ménagère relevant de l'aide sociale départementale.

Le SAAD dispose de la liberté de facturer des frais kilométriques, hors utilisation du véhicule de l'utilisateur, pour les déplacements demandés par l'utilisateur. Les modalités de facturation de ces frais kilométriques doivent apparaître dans le contrat de prise en charge.

Le SAAD ne peut facturer aucun frais annexe en sus des heures réalisées (frais de déplacements de l'intervenant, frais de gestion, de dossier, majorations dimanches et jours fériés...).

- La capacité de réaliser un suivi analytique et comptable des missions d'intérêt général assurées et de fournir au Département les justificatifs nécessaires (cf. modèle d'état récapitulatif en annexe XXXX) :
 - nombre d'heures assurées auprès de GIR 1 et 2 et de PCH dont le plan a été évalué à 90 heures et plus par mois en mode prestataire,
 - nombre d'heures assurées auprès de GIR 3 et PCH dont le plan a été évalué à moins de 90 heures par mois en mode prestataire,
 - nombre d'heures assurées auprès de personnes avec un plan PCH d'aide humaine tous modes confondus évalué à 300 heures et plus par mois,
 - nombre d'heures assurées les dimanches et jours fériés,
 - nombre d'heures assurées après 22 h 00 et avant 7 h 00,
 - nombre d'heures assurées sur des communes identifiées comme isolées,
 - nombre d'heures faisant l'objet d'une surfacturation aux usagers, par tranche de ticket modérateur (inférieur ou égal à 8 %, supérieur à 8 % mais inférieur ou égal à 29 %, supérieur à 29 %).

NB : ces données devront être fournies à chaque fin de trimestre et seront consolidées en fin d'année lors d'un dialogue annuel autour de l'activité du service : envoi des données trimestrielles consolidées le 15 de n+1 et consolidation des données annuelles au 30 janvier de n+1.

Engagements de tous les services signataires :

- L'engagement, pour les situations les plus lourdes, à ne refuser une intervention sollicitée par un usager auprès du service qu'après avoir aidé la personne à trouver une solution adaptée, en lien avec les services autonomie des territoires.
- Dans une logique de réponse aux besoins des usagers, le SAAD s'engage à assurer la continuité des prises en charge. En cas d'incapacité de répondre à une prestation, le SAAD s'engage à vérifier qu'une solution adaptée a été trouvée pour le bénéficiaire (recours à un autre prestataire ou aidants familiaux).
- L'engagement de ne facturer au Département que les heures effectives faites auprès de l'utilisateur à son domicile (ou à l'hôpital) sans compter le délai de déplacement. Les heures non réalisées imputables à l'utilisateur (délai de prévenance non respecté...) sont intégralement facturées à l'utilisateur. Cela est précisé dans le contrat de prestation.
- L'engagement sur une facture qui soit lisible pour l'utilisateur et qui fasse apparaître la participation du Département : la prise en charge sur les 21 euros, le TM exonéré s'il y a lieu, le coût des MIG versées au service pour l'utilisateur (peut être globalisé ou différencié).
- L'engagement de remonter les indicateurs d'évaluation et de suivi demandés par le Département (voir en annexe XXXX).

Engagements spécifiques (à individualiser)

Des engagements spécifiques pourront être contractualisés, portant par exemple sur la qualification du personnel et notamment de la direction, sur l'écriture ou la réécriture de certains documents du service...

Article 6 : Tarif de référence unique, valorisation des missions d'intérêt général et activité prévisionnelle pour une année pleine

- **Un tarif unique pour tous les services :**

Le Département définit un tarif de prise en charge unique pour tous les services prestataires s'élevant à **21 €/heure pour 2018**, pour les heures prescrites par le Département. Ce tarif de prise en charge de référence pourra être réévalué conformément au taux directeur fixé dans le cadre de la délibération annuelle du Département définissant les orientations de la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

- **La valorisation financière des missions d'intérêt général et activité prévisionnelle**

Le montant de la valorisation varie en fonction de la nature de la mission d'intérêt général et est fixée comme suit du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019 :

| Nature de la mission d'intérêt général | Valorisation financière pour le SAAD | Nombre d'heures prévisionnelles pour la 1 ^{ère} année pleine | Projection financière du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019 |
|--|--------------------------------------|---|---|
| Missions d'intérêt général socles | | | |
| Prendre en charge la grande dépendance (entendue comme les personnes relevant des GIR 1 et 2 ou les personnes en situation de handicap bénéficiant d'un plan de compensation de 90 heures et plus par mois en prestataire) | + 2,50€ par heure | | |
| Prendre en charge la dépendance moyenne (entendue comme les personnes relevant du GIR 3 ou d'une PCH de moins de 90 heures par semaine en prestataire) | + 1€ par heure | | |
| Prendre en charge le handicap complexe entendu comme les personnes relevant de plans d'aide humaine PCH (tout compris) de 300 heures et plus par mois | + 3 euros par heure | | |
| Assurer une couverture temporelle d'intervention adaptée aux besoins en intervenant les dimanches et les jours fériés (majoration de salaire par la convention collective) | + 6€ par heure | | |
| Prendre en charge des interventions de nuit (après 22 h 00 et avant 7 h 00) | + 6€ par heure | | |
| Couvrir les communes isolées et estimées prioritaires par le Département (moins de 80 hab/km ² , soit 235 communes) | + 1,20€ par heure | | |

- **La surfacturation exonérée**

Les personnes présentant des ressources modestes (TM < 8 %) voient leur surfacturation financée par le Département. Dans l'attente de l'effectivité de la télégestion, le service enverra dans la remontée de données trimestrielles, le nombre d'heures réalisées auprès de personnes ayant un ticket modérateur inférieur ou égal à 8 % pour versement par le Département du montant de la surfacturation (1 € par heure prestée).

Article 7 : Documents budgétaires et modalité du dialogue de gestion

Les parties conviennent dans le cadre du présent contrat des modalités de dialogue de gestion, à savoir :

- L'utilisation du cadre normalisé pour communiquer les CA et BP annuellement,

- Pour l'année 2018, le budget prévisionnel proposé sera fourni sur la période du 1^{er} avril au 31 décembre à la signature du CPOM.
- A partir de 2019, le budget prévisionnel sera fourni au 31 octobre de l'année n-.
- Les comptes administratifs seront fournis au Département avant le 30 avril de n+1.
- Les bilans comptables du service prestataire et consolidés le cas échéant pour toutes les périodes couvrant les exercices budgétaires du présent CPOM.
 - La transmission de tous les documents nécessaires à la bonne compréhension de la situation du service conformément au CASF, et notamment les éléments bilanciaux et les rapports d'activité en plus des comptes administratifs et budgets prévisionnels.
 - Le bilan de l'enquête annuelle de satisfaction réalisée obligatoirement par le service.
 - Les évaluations internes et externes.

Il est attendu de la part du service signataire un respect du calendrier annuel de transmission des éléments nécessaires au dialogue de gestion.

Par ailleurs, le service s'engage à communiquer au Département toutes les pièces comptables et tous les justificatifs nécessaires pour prouver la bonne utilisation des deniers publics.

Article 8 : Participation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

Dans le cadre de la convention relative au fonds d'appui aux bonnes pratiques signé avec la CNSA, une partie du financement des MIG est apporté par la CNSA selon la formule suivante :

Participation de la CNSA (1 722 935 €) x nb d'heures prévisionnelles par le service signataire

Nb d'heures total prévisionnel des SAAD sous CPOM

Article 9 : Durée et modification du CPOM

Ce contrat est conclu pour une durée de 3 ans, du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2021.

Le présent contrat peut être modifié chaque année par avenant contresigné par chacune des parties. En particulier, le service prestataire peut modifier les conditions de surfacturation initialement choisies pendant la durée du CPOM.

Article 10 : Résiliation et dénonciation du contrat

Le contrat sera résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties sans préavis, ni indemnité en cas de liquidation judiciaire de la structure.

Le contrat peut être dénoncé par les parties d'un commun accord au 31 mars de l'année civile moyennant le respect d'un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec avis de réception.

Le contrat peut être dénoncé à tout moment par le Département en cas de non-respect des engagements définis à l'article 5 et en cas de non transmission des éléments financiers demandés par le Département.

Le contrat serait susceptible d'être dénoncé si la qualité de l'intervention du service n'était pas assurée, et en particulier, si l'engagement de travailler les dimanches et jours fériés n'était pas respecté, si des plaintes récurrentes fondées étaient émises par les utilisateurs du service...

En cas de présomption de dysfonctionnements graves, le personnel du Département habilité à mener des missions d'inspection et missionné par le Président du Département pourra intervenir pour mener les contrôles nécessaires. Il aura accès à tous les documents, locaux et personnels nécessaires à la conduite de ses investigations conformément aux articles L 133-2 et L 313-13 et suivants du Code de l'action sociale et des familles.

Le présent contrat n'est ni cessible, ni transmissible, sauf accord préalable et expresse du Département.

Article 11 : Litiges

Les litiges liés à la conclusion, l'exécution ou la résiliation du présent CPOM seront portés devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Grenoble le

Pour le Département Pour le service prestataire

ANNEXES :

Règles de facturation (modalités de paiement du Département et modalités de présentation des états récapitulatifs)

Evaluation (données demandées d'activités et calendrier)

**

Politique : - Personnes âgées

Programme : Hébergement personnes âgées

Opération : Aides aux établissements PA

Convention relative au versement d'une subvention d'investissement à la communauté d'agglomération du pays voironnais

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 A 05 07

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 A 05 07,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

- de procéder à l'affectation de 58 500 € sur l'autorisation de programme n° P2J pour la réfection de la toiture de la résidence autonomie « Plein Soleil » de Montferrat ;
- d'approuver la convention correspondante jointe en annexe et d'autoriser le Président à la signer.

CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS VOIRONNAIS POUR LA REFECTION DE LA TOITURE DE LA RESIDENCE AUTONOMIE PLEIN SOLEIL A MONTFERRAT

ENTRE

- le Département de l'Isère, représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental de l'Isère, dûment habilité à signer la présente convention par la décision de la commission permanente en date du 26 janvier 2018,

ET

- la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais à Voiron, représenté par Monsieur Jean-Paul Bret, Président, habilité à signer la présente convention.

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 conformément à son article 1 qui précise que l'obligation de conclure une convention « s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 euros » ;

Vu les délibérations de l'assemblée départementale du 10 décembre 1999, du 23 juin 2000 et du 15 décembre 2003 relatives aux critères d'attribution et modalités de calcul des subventions d'investissement aux établissements d'hébergement pour personnes âgées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 10 février 2005 définissant les conditions d'amortissement des subventions d'investissement aux établissements pour personnes âgées et personnes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 22 juin 2007 portant notamment sur les modalités de versement des subventions et sur leur délai de caducité et les conditions des éventuelles prorogations ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale 2010 BP B 5 08 du 25 mars 2010 relative aux modalités de versements des subventions attribuées pour les établissements pour personnes âgées dans le cadre de leurs opérations de réhabilitation, restructurations, extension ou création ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 15 décembre 2016 relative aux critères d'attribution et modalités de calcul des subventions d'investissement aux établissements d'hébergement pour personnes âgées;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 15 décembre 2016 relative à la présentation du budget primitif 2017 du secteur « personnes âgées » (programme hébergement personnes âgées – opération subvention).

II EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet le versement d'une subvention d'investissement à la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais à Voiron, maître d'ouvrage des travaux, pour financer la réfection de la toiture de la résidence autonomie « Plein Soleil » à Montferrat.

Cette subvention a été accordée au vu des documents fournis par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant global des sommes attendues du Département de l'Isère pour la réalisation de l'opération citée à l'article 1 ci-dessus est de 58 500 euros, soit 20 % du montant de la dépense subventionnable.

Le montant final de la subvention sera déterminé au vu du montant de la dépense subventionnable effectivement réalisée, plafonné au montant global initialement établi.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Un acompte de 30 % du montant de la subvention notifiée est versé dès le démarrage effectif des travaux.

Cet acompte sera versé après production, par le bénéficiaire de la subvention, d'un ordre de service, d'une lettre de commande, ou de tout autre document permettant de s'assurer du démarrage des travaux.

Les services départementaux peuvent également être amenés à contrôler sur place le démarrage effectif des travaux.

Puis, les acomptes seront calculés au prorata des dépenses réalisées (au contraire du 1^{er} acompte, qui présente un caractère forfaitaire). Ils ne seront donc versés que sur présentation des justificatifs de dépenses (factures acquittées ou toutes pièces comptables certifiées réglées par le bénéficiaire).

Un second acompte de 20 % (du montant de la subvention notifiée) ne pourra être versé par le Département que sur présentation de justificatifs de dépenses (factures acquittées ou toutes pièces comptables certifiées réglées par le bénéficiaire), à hauteur de 50 % du montant subventionnable des travaux (soit 30 % liés à l'acompte forfaitaire et 20 % liés au second acompte) et d'un état récapitulatif arrêté en chiffres et en toutes lettres.

Un troisième acompte de 20 % (du montant de la subvention notifiée) ne pourra être versé par le Département que sur présentation de justificatifs de dépenses (factures acquittées ou toutes pièces comptables certifiées réglées par le bénéficiaire), à hauteur de 70 % du montant subventionnable des travaux (soit 30 % liés à l'acompte forfaitaire, 20 % liés au second acompte et 20 % liés au troisième) et d'un état récapitulatif arrêté en chiffres et en toutes lettres.

Le solde de la subvention est versé lors de l'achèvement de l'opération sur présentation des éléments attestant la réalisation complète de l'opération : PV de réception des travaux ou certificat d'achèvement des travaux et un état récapitulatif des dépenses payées arrêté en chiffres et en toutes lettres, ainsi que les factures acquittées ou toutes pièces comptables certifiées réglées par le bénéficiaire.

Si un bénéficiaire est en capacité de justifier de la réalisation complète des travaux la subvention peut être versée en totalité.

Les versements sont toujours conditionnés par l'inscription au budget départemental des crédits suffisants.

ARTICLE 4 : REPRISE AU COMPTE DE RESULTAT DE LA SUBVENTION

L'établissement bénéficiaire de la subvention s'engage à l'affecter comptablement à un bien non renouvelable.

Il s'engage ainsi à amortir la subvention allouée par le Département de l'Isère au même rythme que le bien que la subvention a servi à financer.

La reprise se traduira comptablement par le virement annuel d'une quote-part au compte de résultat au compte 777 (ou au compte 7571) qui sera proportionnelle (selon le pourcentage du bien financé par la subvention) au montant de la dotation aux amortissements des immobilisations acquises au moyen de la subvention.

A la fin de la période d'amortissement, la totalité de la subvention devra être intégrée dans les résultats et le compte 131 devra être soldé par le compte 139.

L'établissement s'engage à présenter chaque année au Département de l'Isère un tableau de suivi des amortissements de l'actif immobilisé et de la subvention d'investissement afférente.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION ET DELAI DE VALIDITE

Le délai de validité d'une subvention d'investissement est fixé à deux ans à compter de sa notification.

Il sera procédé à une prorogation automatique d'un an si les travaux ont été engagés dans le délai initial de deux ans. Cette prorogation est accordée après production d'un ordre de service ou d'une lettre de commande, ou de tout autre document permettant de s'assurer du démarrage des travaux.

ARTICLE 6 : AVENANTS

La présente convention pourra être complétée ou modifiée par voie d'avenant, d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 7 : REMBOURSEMENT DES VERSEMENTS NON JUSTIFIES

Dans l'hypothèse où le montant des acomptes versés serait supérieur au montant final de la subvention départementale, un remboursement sera demandé au bénéficiaire (à hauteur du montant trop versé).

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas de non-respect par la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais à Voiron, de ses engagements contractuels, notamment concernant la fourniture des pièces justifiant la réalisation des travaux, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, le Département pourra résilier de plein droit, sans préavis ni indemnité, la présente convention, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra également être résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION

La Communauté d'agglomération du Pays Voironnais à Voiron s'engage à faire mention de la participation du Département sur le panneau de chantier du maître d'ouvrage et dans ses rapports avec les médias, en respectant la charte graphique suivante :

Partenaire



Le non-respect des clauses de communication et d'identification expose l'établissement au non versement du solde de la subvention prévu à l'achèvement de l'opération.

Fait à Grenoble, le

Le Président du Conseil départemental,

Jean-Pierre Barbier

Le Président de la Communauté
d'agglomération du Pays Voironnais,

Jean-Paul Bret

**

Politique : - Personnes âgées

Programme : Hébergement personnes âgées

Opération : Etablissements PA

Règlement à terme à échoir des frais d'hébergement des bénéficiaires de l'aide sociale : mensualités 2018 pour l'hôpital Sud - CHU de Grenoble

*Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018,
dossier N° 2018 C01 A 05 10*

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 A 05 10,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

de valider les montants mensuels à verser à l'Hôpital Sud (CHU de Grenoble) pour l'année 2018, soit :

- 79 900 € pour la section USLD,

- 49 000 € pour la section EHPAD.

**

SERVICE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES HANDICAPEES

Tarification 2018 du service d'accompagnement et d'aide à domicile, géré par l'Association des Paralysés de France (APF)

Arrêté n° 2017-11378 du 22 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 12 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2017 DOB A 05 01 du 17 novembre 2017 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2018 pour les établissements, les services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées,

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2017 DOB A 05 01 du 17 novembre 2017 déterminant le budget primitif 2018 notamment pour le secteur « personnes handicapées »,

Vu les propositions budgétaires présentées par l'APF, pour l'établissement concerné,

Sur proposition du Directeur général des services,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

La dotations globalisées et le tarif horaire du service d'accompagnement et d'aide à domicile sont fixés au titre du 1^{er} trimestre 2018.

Le tarif horaire indiqué ci-après est applicable du **1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018**.

Pour le 1^{er} trimestre 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles sont autorisées comme suit :

Masse globale à couvrir par les produits de la tarification : 236 563,74 €

Tarif horaire : 28,10 €

Montants des charges et produits autorisés par groupe fonctionnels :

| | | |
|----------|---|--------------|
| Charges | Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante | 17 077,94 € |
| | Groupe II : dépenses afférentes au personnel | 204 583,90 € |
| | Groupe III : dépenses afférentes à la structure | 15 370,65 € |
| | Total | 237 032,49 € |
| Produits | Groupe I : produits de la tarification et assimilés | 236 563,74 € |
| | Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation | 468,75 € |
| | Groupe III : produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € |
| | Total | 237 032,49 € |

ARTICLE 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir à Monsieur le Président du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Capacité des foyers de l'agglomération grenobloise gérés par l'association familiale de l'Isère pour personnes handicapées (AFIPH)

Arrêté n° 2018-189 du 8 janvier 2018

Dépôt en Préfecture le : 23 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF) ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental n° 2017-11 du 2 janvier 2017 relatif au renouvellement d'autorisation des foyers de l'agglomération grenobloise AFIPH accueillant des personnes adultes déficientes intellectuelles ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'association du 16 décembre 2015 relative au projet de construction du foyer d'hébergement Vigny Musset avec la création d'une unité de 20 places d'accueil en journée pour personnes handicapées vieillissantes ;

Vu l'étude de besoins remise par l'association aux services du Département le 6 juillet 2017 ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 14 décembre 2017 déterminant le budget primitif 2018 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

L'association est autorisée à étendre la capacité des foyers de l'agglomération grenobloise par la création d'une unité spécifique « service d'activités de jour » de 20 places pour personnes handicapées, sur le foyer d'hébergement Vigny Musset îlot L à Grenoble, à compter du 1^{er} décembre 2018.

Article 2 :

La capacité autorisée pour les foyers de l'agglomération grenobloise dont le siège administratif est situé 45 rue des Brieux à Saint-Egrève gérés par l'association AFIPH, accueillant des personnes adultes déficientes intellectuelles, est fixée comme suit :

FOYER D'HEBERGEMENT

158 places permanentes avec transfert et regroupement des unités « Montrigaud » de Seyssins et « Verderet » de Grenoble dans le cadre de l'opération de construction du nouveau foyer ZAC Vigny Musset - îlot L à Grenoble :

| | Avant ouverture du nouveau foyer de Vigny Musset | Après ouverture du nouveau foyer de Vigny Musset |
|----------------------------|--|--|
| Saint-Egrève - Chemin Vert | 12 places | 12 places |

| | | |
|--------------------------------------|------------|------------|
| Saint-Egrève - Châtelet | 8 places | 8 places |
| Saint-Egrève - Muret | 10 places | 10 places |
| Saint-Egrève - Néron | 11 places | 11 places |
| Saint-Egrève - Vence | 11 places | 11 places |
| Grenoble - Verderet | 12 places | 0 |
| Grenoble - Vigny Musset rue Sylphide | 19 places | 19 places |
| Grenoble - Vigny Musset îlot L | 0 | 31 places |
| Saint-Martin le Vinoux - Horizons | 26 places | 26 places |
| Meylan - Béalières | 15 places | 15 places |
| Meylan - Pré-Long | 15 places | 15 places |
| Seyssins - Montrigaud | 19 places | 0 |
| Total | 158 places | 158 places |

2 places d'hébergement temporaire dont 1 place créée dans le cadre de la construction du foyer ZAC Vigny Musset- îlot L à Grenoble :

| | Avant ouverture du nouveau foyer de Vigny Musset | Après ouverture du nouveau foyer de Vigny Musset |
|--------------------------------|--|--|
| Saint-Egrève - Châtelet | 1 place | 1 place |
| Grenoble - Vigny Musset îlot L | 0 | 1 place |
| Total | 1 place | 2 places |

SERVICE D'ACTIVITES DE JOUR (SAJ)

93 places dont 20 places d'accueil en journée créées sur l'unité foyer d'hébergement Vigny Musset îlot L à compter du 1^{er} décembre 2018 :

| | Capacité |
|--|-----------|
| Saint-Egrève - La Monta | 48 places |
| Grenoble - Les Allobroges | 25 places |
| Grenoble - sur l'unité foyer d'hébergement Vigny Musset îlot L | 20 places |
| Total | 93 places |

Article 3 :

Les personnes accueillies simultanément en foyer d'hébergement et en service d'activités de jour relèvent d'une prise en charge foyer de vie.

Article 4 :

Cette autorisation est accordée jusqu'au 3 janvier 2032.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du CASF.

Article 5 :

Concernant les nouveaux locaux Vigny Musset îlot L à Grenoble, le présent arrêté vaut autorisation de fonctionnement sous réserve des conclusions favorables des contrôles de conformité prévus à l'article L. 313-6 du CASF qui seront réalisés avant ouverture.

Article 6 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes ou organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié à Monsieur le Président de l'association AFIPH.

**

Modifiant l'arrêté ARS n° 2015-4704 CG38 n° 2015-8703 du 20 novembre 2015 et publié au recueil des actes administratifs de la région Rhône Alpes le 03 décembre 2015.

Désignation des membres permanents de la commission d'information et de sélection des appels à projets, conjointe Agence régionale de santé et Conseil départemental de l'Isère, dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L' AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ISERE

Arrêté n° 2018-614 du 19 janvier 2018

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.312-1 définissant les établissements et services médico-sociaux, L.313-1-1 relatif à la procédure d'appel à projets, L.313-3 relatif aux autorités compétentes pour la délivrance des autorisations, R. 313-6 et suivants concernant l'organisation et le fonctionnement de la commission d'information et de sélection des appels à projets;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale; Vu le code des relations entre le public et l'administration;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016, de modernisation de notre système de santé;

Vu les désignations de leurs représentants, effectuées par l'Agence régionale de santé et le Président du Conseil Départemental de l'Isère;

Vu l'arrêté conjoint Agence régionale de santé n°2015-4704 et Conseil départemental de l'Isère n° 2015-8703 du 20 novembre 2015 désignant les membres permanents de la commission d'information et de sélection des appels à projets dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux de compétence partagée ;

Considérant les demandes de modifications formées par l'Agence régionale de santé et le Conseil départemental de l'Isère, et acceptées par les intéressés, au titre des représentants du Département de l'Isère, au titre des représentants de l'Agence régionale de santé, au titre des représentants des usagers et au titre de la représentation des personnes morales gestionnaires;

Considérant l'installation du conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie de l'Isère (COCA);

Arrêtent

Article 1 :

L'article 2 et l'article 3 de l'arrêté ARS n° 2015-4704 et CG38 n° 2015-8703 du 20 novembre 2015 fixant la composition de la commission d'information et de sélection conjointe des dossiers d'appels à projets médico- sociaux, auprès de l' Agence régionale de santé Rhône-Alpes et du Conseil départemental de l'Isère (membres permanents) sont modifiés.

Article 2 :

Les membres permanents **à voix délibérative** sont les suivants :

Représentants du Département de l'Isère

- Le Président du Conseil départemental, ou sa représentante, Madame Magali GUILLOT, Vice-présidente déléguée à la santé, co-présidente de la commission titulaire;
- Madame Laura BONNEFOY, Vice-présidente du Conseil départemental chargée de la chargée de la dépendance et des handicaps - titulaire ;
- Madame Claire DEBOST, Présidente de la commission « Action sociale, solidarités » - suppléante;
- Monsieur Pierre GIMEL, Vice-président du Conseil départemental, chargé des finances et des ressources humaines - titulaire ;
- Madame Élisabeth CELARD, Conseillère départementale - suppléante;

Représentants de l' Agence Régionale de la Santé

- le Directeur général, ou son représentant, Monsieur Aymeric BOGEY, Directeur départemental de l'Isère, co-président de la commission - titulaire;
- Monsieur Loïc MOLLET, Directeur départemental de Savoie - suppléant;
- Madame Catherine GINI, Responsable du pôle « Planification de l'offre » de la Direction de l'autonomie au siège de l'ARS - titulaire ;
- Monsieur Raphaël GLABI, Directeur délégué « Pilotage de l'offre médico-sociale » de la Direction de l'autonomie au siège de l'ARS - suppléant;
- Madame Nelly LE BRUN, Responsable du pôle « Allocation et optimisation des ressources » de la Direction de l' autonomie au siège de l' ARS - titulaire;
- Madame Christelle SANITAS, Inspectrice principale, adjointe à la responsable du pôle « Allocation et optimisation des ressources » de la Direction de l'autonomie au siège de l' ARS - suppléante ;

Représentants des usagers

Sur proposition du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie de l' Isère :

Trois représentants des usagers et leur suppléant- personnes âgées,

- Monsieur Jean-Paul BOENINGEN, Fédération nationale des associations des retraités (FNAR) - titulaire;
- Monsieur Jean-Louis M OURETIE, Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)- suppléant;
- Monsieur Roger MEUNIER, Union française des retraités (UFR) - titulaire;
- Madame Françoise CHAZAL, Génération Mouvement - suppléant e ;
- Monsieur Maxence GIRARD, Confédération française démocratique du travail (CFDT) - titulaire ;
- Monsieur Eduardo PIFANO, Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC) - suppléant ;

Trois représentants des usagers et leur suppléant - personnes handicapées

- Madame Nelly MARONI, Présidente de l' Office départemental des personnes handicapées de l'Isère (ODPHI) - titulaire ;
- Monsieur Marc CHRETIEN, Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) - suppléant ;
- Madame Florence LOM BARD, Secrétaire générale, Association familiale de l'Isère pour personnes handicapées, (AFIPH) - titulaire ;
- Madame Ludivine GILLET Fédération hospitalière de France (FHF) - suppléante ;
- Madame Françoise PARAMELLE, Association de Valorisation et Illustration du Patrimoine Régional (AVIPAR) - titulaire ;
- Monsieur Bernard CROZAT, « Allo Maltraitance des personnes âgées et/ ou des personnes handicapées en Isère » (ALMA 38) • suppléant.

Article 3:

Les membres permanents à voix consultative sont les suivants:

Au titre de la représentation des personnes morales gestionnaires :

- Madame Agnès GRIFFON, Directrice déléguée du site de Saint-Geoire-en-Valdaine-Centre hospitalier de Voiron (FHF) - titulaire ;
- Madame Francette GOMES DA SILVA, Directrice de l'EHPAD « L'Isle aux Fleurs » à l'Isle d'Abeau (SYNERPA) - suppléante ;
- Madame Flore CHALAVÉ, Union régionale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (URIOSS) - titulaire ;
- Madame Élisette PRADES, Directrice Foyers Nord Isère AFIPAEIM, Fédération Nationale des associations gestionnaires au service des personnes handicapées (FEGAPEI) - suppléante.

Article 4:

Le mandat des membres de la commission a une durée de 3 ans à compter de la publication de l'arrêté ARS n° 2015-4704 et Conseil départemental n° 2015-8703, soit jusqu'au 3 décembre 2018.

Article 5:

Dans les deux mois suivant sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le Directeur général de l'Agence régionale de santé Rhône-Alpes et le Président du Conseil départemental de l'Isère, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 6:

La Directrice de l'Autonomie, de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le Directeur général des services du Conseil départemental de l'Isère sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et au bulletin officiel du Département de l'Isère.

**

Désignant les membres experts pour une commission d'information et de sélection des dossiers d'appel à projets dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et des services médico-sociaux.

Arrêté n°2018-724 du 24 janvier 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ISERE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L' AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.312-1 définissant les établissements et services médico-sociaux, L.313-1-1 relatif à la procédure d'appel à projets, L.313-3 relatif aux autorités compétentes pour la délivrance des autorisations;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code des relations entre le public et l'administration;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement;

Vu la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016, de modernisation de notre système de santé;

Vu l'arrêté conjoint ARS n°2018-0309 et Conseil départemental de l'Isère n°2018-614 du 19 janvier 2018 désignant les membres permanents de la commission de sélection des appels à projets dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux de compétence partagée;

Considérant les demandes formées par l'Agence régionale de santé Auvergne -Rhône-Alpes et le Conseil départemental de l'Isère, et acceptées par les intéressés au titre de personnes qualifiées et d'usagers spécialement concernés au sein de la commission ;

Considérant la désignation des représentants de l'Agence Régionale de Santé et du Conseil départemental de l'Isère ;

Considérant qu'il convient de désigner des membres consultatifs pour apporter une expertise aux membres permanents de la commission désignés par arrêté ARS n°2018-0309 et Conseil départemental de l'Isère n°2018-614 en date du 19 janvier 2018;

ARRETEMENT

Article 1 :

La commission d'information et de sélection des dossiers d'appels à projets, placée auprès du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président du Conseil départemental de l'Isère dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux, est composée de 7 membres non permanents experts à voix consultative pour la séance du 06 février 2018.

Cette séance concerne l'appel à projet relatif à la création de places d'hébergement permanent et temporaire pour personnes âgées dépendantes (dont personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou maladie apparentée) sur l'agglomération grenobloise, ainsi que la création de trois accueils de jour sous formes itinérantes ou rattachés à un EHPAD pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer (ou maladie apparentée) ou en perte d'autonomie physique dans le Département de l'Isère, sur les communes des territoires : Chartreuse, Grésivaudan et Vercors

Article 2 :

Sont nommés en qualité de membres non permanents experts avec voix consultative.

Au titre des personnes qualifiées

Madame le Dr Françoise ANTHONIOZ BLANC, Présidente de France Alzheimer Isère;

M. Marc WEISSMANN, Directeur de la PCPS de la Maison des Réseaux de Santé de l'Isère;

Au titre de personnel technique du Département de l'Isère

Madame France LAMOTIE, Directrice de l'autonomie du Département de l'Isère;

Mme Sandrine ROBERT, Directrice adjointe du Département de l'Isère;

Au titre de personnel technique de l'ARS

Madame le Docteur Alice SARRADET, médecin à la Délégation départementale de l'ARS en Isère;

M. Serge FAYOLLE, Responsable du Service Organisation de l'offre personnes âgées;

Au titre de la représentation des usagers spécialement concernés par l'appel à projets

Madame Françoise CHABERT, association agréée Iséroise RAPSODIE

Article 3 :

Le mandat des membres experts de la commission est valable pour la séance du 06 février 2018 relative à la création de places d'hébergement permanent et temporaire pour personnes âgées dépendantes (dont personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou maladie apparentée) sur l'agglomération grenobloise, ainsi que la création de trois accueils de jour sous formes itinérantes ou rattachés à un EHPAD pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer (ou maladie apparentée) ou en perte d'autonomie physique dans le Département de l'Isère, sur les communes des territoires: Chartreuse, Grésivaudan et Vercors;

Article 4 :

Les membres experts d'une commission d'information et de sélection de dossiers d'appels à projets doivent remplir une « déclaration publique d'intérêts ». Ils ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils présentent un conflit d'intérêts dans le cadre d'un dossier inscrit à l'ordre du jour. En ce cas, les membres experts sont remplacés avant la séance.

Article 5 :

Dans les deux mois suivant sa notification, pour les intéressés, et sa publication, pour les tiers, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé et le Président du Conseil général de l'Isère, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 6 :

Le Directeur départemental de l'Isère de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, et le Directeur général des services du Conseil départemental de l'Isère sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et au bulletin officiel du département de l'Isère.

**

Politique : - Personnes handicapées

Programme : Hébergement personnes handicapées

Opération : Etablissements personnes handicapées

Conventions à intervenir avec l'association Sésame Autisme Rhône-Alpes (SARA), la Fondation Partage et Vie et l'association de recherche et d'insertion sociale des trisomiques de l'Isère (ARIST)

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 A 06 13

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 A 06 13,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

- d'approuver les conventions avec l'association Sésame Autisme Rhône-Alpes (SARA), la Fondation Partage et Vie et l'association de recherche et d'insertion sociale des trisomiques de l'Isère (ARIST) jointes en annexe, qui s'appliqueront du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020,

- d'autoriser le Président à les signer.

CONVENTION

ENTRE

Le Département de l'Isère, représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental, autorisé à signer la présente convention par la décision de la commission permanente en date du 26 janvier 2018

Ci-après dénommé « le Département »,

ET

L'association Sésame Autisme Rhône Alpes (SARA) dont le siège est 16 rue Pizay à Lyon 69001 représentée par son Président, Monsieur Dominique Franc, autorisé à signer la présente convention par délibération du bureau de l'association en date du 2 octobre 2017

Ci-après dénommée « l'Association »,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

TITRE I - PERSONNES ACCUEILLIES

ARTICLE 1

L'Association s'engage à faire fonctionner à Sainte-Marie du Mont, un foyer de vie d'une capacité de 30 places permanentes et 2 places d'accueil temporaire pour personnes handicapées bénéficiaires de l'aide sociale conformément à l'arrêté n° 2015-63 du 26 janvier 2015 de Monsieur le Président du Conseil général de l'Isère.

Les personnes accueillies sont des adultes autistes à versant déficitaire ou déficients mentaux profonds avec ou sans troubles associés.

Toute modification de capacité intervenant pendant la période d'application de la présente convention fera l'objet d'un nouvel arrêté qui servira alors de référence en matière d'aide sociale.

Les dispositions du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) s'appliquent à la présente convention.

ARTICLE 2

L'admission se fait, à partir de 20 ans, selon la réglementation en vigueur sur proposition de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Pour les adultes de 18 à 20 ans, les situations sont examinées au cas par cas par la CDAPH.

Les places sont réservées en priorité aux ressortissants du département de l'Isère.

TITRE II - ENCADREMENT ET SOUTIEN MEDICO-SOCIAL

ARTICLE 3

Le foyer assure les activités de soutien individuel ou collectif à caractère éducatif concourant à une meilleure autonomie des personnes sur le plan de la vie quotidienne. Des salariés de l'établissement interviennent également pour l'encadrement des activités agricoles.

L'établissement et la personne accueillie restent en relation suivie avec l'équipe ou organisme qui a pris l'initiative du placement ainsi qu'avec l'équipe technique de la CDAPH.

ARTICLE 4

Les soins médicaux et paramédicaux sont assurés par les médecins et infirmiers libéraux choisis par les résidents ou leur famille.

L'infirmière attachée à l'établissement est chargée du suivi des traitements prescrits et assure les relations entre l'établissement et les médecins.

ARTICLE 5

En cas d'apparition de troubles nouveaux incompatibles avec la vie de groupe, en cas de nécessité de soins trop importants ou de surveillance impossible à assurer dans la section ou l'établissement où est accueilli un résident, une réorientation peut être envisagée, avec décision de la CDAPH, dans l'intérêt du résident. L'établissement prépare ce projet de réorientation avec la personne et son représentant légal.

Les modalités de réorientation d'un établissement vers un autre peuvent faire l'objet d'une convention entre l'établissement d'origine et l'établissement d'accueil notamment pour proposer des mises en situation avant présentation de la demande en CDAPH.

En application de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles, l'établissement est tenu de continuer à accueillir la personne tant que la décision de réorientation n'est pas mise en œuvre, sauf exceptions prévues au règlement départemental d'aide sociale.

ARTICLE 6

En vertu des dispositions du code de l'action sociale et des familles, le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement du service, ainsi qu'un contrat de séjour, sont remis à la personne accueillie.

Le service garantit, aux personnes accueillies, l'exercice des droits et libertés individuels définis par la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale.

TITRE III – INFORMATION DES USAGERS

ARTICLE 7

7-1 Identification des bâtiments

Le repérage des lieux assurant l'accueil des personnes handicapées est assuré en apposant un panneau à l'entrée du bâtiment principal avec la mention « Cofinancé par Isère le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-2 Identification sur les courriers et les factures

Les courriers sont édités sur des papiers à en tête de l'organisme gestionnaire. Ils comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

Les factures ou décomptes adressés par l'Association aux bénéficiaires de l'aide sociale comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-3 Identification sur les documents d'information et de communication

Les documents d'information et de communication externe initiés par l'Association tels que le livret d'accueil mentionnent les modalités de financement par le Département et sont soumis à sa validation. Ils devront comporter la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7.4 – Modalités de mise en œuvre

L'Association s'engage à assurer le libre accès aux documents et locaux, aux agents du Département ou aux personnes mandatées par lui pour effectuer les contrôles sur pièces et sur place.

7.5 Charte graphique

Le soutien financier du Département est indiqué de la manière suivante :

Cofinancé par



TITRE IV - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 8

La comptabilité sera conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, et notamment aux articles R.314-1 à R.314-208 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 9

Le montant des dépenses nettes de fonctionnement de l'établissement est fixé annuellement par arrêté du Président du Conseil départemental, sous forme de budget global.

ARTICLE 10

Le Département de l'Isère s'engage à verser un acompte mensuel égal au douzième de 75 % du « budget global » arrêté.

Dans le cas où le budget ne serait pas fixé au 1^{er} janvier de l'année concernée, l'acompte mensuel est égal à l'acompte de l'année précédente.

Le versement de la masse globale et la régularisation annuelle se déroulent conformément aux dispositions du règlement départemental d'aide sociale.

ARTICLE 11

Le service s'engage à fournir trimestriellement aux services du Département, en double exemplaire :

- un état de présence comportant la liste nominative des bénéficiaires, avec les mouvements du trimestre et les nombres de journées correspondants ;
- un état d'activité détaillé, mois par mois.

ARTICLE 12

Le foyer devra ouvrir et tenir à jour un dossier au nom de chaque personne accueillie où seront consignées toutes les pièces médicales, sociales et administratives le concernant, ainsi qu'une fiche où est mentionnée la date d'entrée et de sortie.

L'association est responsable de la stricte confidentialité des données médicales individuelles selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13

Cette convention prend effet le 1^{er} janvier 2018 et est valable jusqu'au 31 décembre 2020.

Pendant sa durée d'application, elle peut être dénoncée par chacune des parties, après un préavis de trois mois, notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. En cas de litige, une conciliation sera préalablement recherchée auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Grenoble, en deux exemplaires le

Le Président du Conseil départemental

Jean-Pierre Barbier

Le Président de l'association

Dominique Franc

CONVENTION

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE L'ISERE, représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental, autorisé à signer la présente convention par la décision de la commission permanente en date du 26 janvier 2018

Ci-après dénommé « le Département »

ET

LA FONDATION PARTAGE ET VIE, 1 rue de la Vanne, 92126 Montrouge, dont le siège social est situé à Paris (75007), 5 rue Masseran, représentée par François Content, Président du Directoire déclarant être dûment habilité à signer la présente convention

Ci-après dénommée « La Fondation »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

TITRE I : PERSONNES ACCUEILLIES

ARTICLE 1 :

Au vu de l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet et de Monsieur le Président du Conseil général de l'Isère en date du 9 juillet 2007, la Fondation Caisses d'Epargne pour la solidarité (ancien nom de la Fondation) est habilitée à faire fonctionner un foyer d'accueil médicalisé pour personnes adultes handicapées par une épilepsie sévère d'une capacité de 42 places dont 2 places d'hébergement temporaire.

Tout nouvel arrêté modifiant la capacité qui interviendrait pendant la période d'application de la présente convention servirait de référence en matière d'aide sociale.

Les dispositions du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) s'appliquent à la présente convention.

ARTICLE 2 :

L'admission se fait, à partir de 20 ans selon la réglementation en vigueur après décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Pour les adultes de 18 à 20 ans les situations sont examinées au cas par cas par la CDAPH.

Un minimum de 22 places est réservé à l'accueil de ressortissants du département de l'Isère.

TITRE II : ENCADREMENT ET SOUTIEN MEDICO SOCIAL

ARTICLE 3 :

La structure fonctionne de manière continue toute l'année.

L'objectif de l'établissement est d'aider les personnes épileptiques adultes non stabilisées et peu autonomes à poursuivre leur développement dans la société grâce à un lieu de vie, d'habitation et d'activités.

Pour cela cette structure se doit d'être évolutive et adaptable avec pour but de répondre aux différents besoins afin de :

- valoriser les acquis chez les personnes qui ont bénéficié d'une éducation spécialisée,
- faire que le manque de rentabilité ou d'engagement ne soit pas un facteur d'exclusion,
- proposer aux personnes un cadre de vie stimulant et trouver des solutions adaptées à leurs besoins et difficultés en respectant le rythme de chacun,
- responsabiliser par un savoir être, faire prendre conscience des contraintes de la vie quotidienne pour ne pas entraver la vie des autres, notamment par un rythme bien déterminé,
- vivre avec les autres.

ARTICLE 4 :

La prise en charge des soins médicaux et para-médicaux s'effectue dans le cadre de la convention établie entre l'organisme gestionnaire et la caisse régionale d'assurance maladie.

ARTICLE 5 :

En cas d'apparition de troubles incompatibles avec la vie du groupe, en cas de nécessité de soins trop importants ou de surveillance impossible à exercer, une réorientation pourra être envisagée, après décision de la CDAPH, dans l'intérêt du résident. L'établissement prépare ce projet de réorientation avec la personne et son représentant légal.

Les modalités de réorientation d'un établissement vers un autre peuvent faire l'objet d'une convention entre l'établissement d'origine et l'établissement d'accueil notamment pour proposer des mises en situation avant présentation de la demande en CDAPH.

En application de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles, l'établissement est tenu de continuer à accueillir la personne tant que la décision de réorientation n'est pas mise en œuvre, sauf exceptions prévues au règlement départemental d'aide sociale.

ARTICLE 6 :

L'établissement garantit aux personnes accueillies, l'exercice des droits et libertés individuels définis par la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale. En vertu des dispositions du code de l'action sociale et des familles, le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement, ainsi qu'un contrat de séjour, sont remis à la personne accueillie.

TITRE III – INFORMATION DES USAGERS

ARTICLE 7

7-1 Identification des bâtiments

Le repérage des lieux assurant l'accueil des personnes handicapées est assuré en apposant un panneau à l'entrée du bâtiment principal avec la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-2 Identification sur les courriers et les factures

Les courriers sont édités sur des papiers à en-tête de la Fondation. Ils comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

Les factures ou décomptes adressés par la Fondation aux bénéficiaires de l'aide sociale comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-3 Identification sur les documents d'information et de communication

Les documents d'information et de communication externe initiés par la Fondation tels que le livret d'accueil mentionnent les modalités de financement par le Département et sont soumis à sa validation. Ils devront comporter la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7.4 – Modalités de mise en œuvre

La Fondation s'engage à assurer le libre accès aux documents et locaux, aux agents du Département ou aux personnes mandatées par lui pour effectuer les contrôles sur pièces et sur place.

7.5 Charte graphique

Le soutien financier du Département est indiqué de la manière suivante :

Cofinancé par



TITRE IV: DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 8 :

La comptabilité sera conforme aux dispositions réglementaires, notamment aux articles R.314-1 à R.314-208 du Code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 9 :

Le montant du prix de journée hébergement est fixé annuellement par arrêté du Président du Conseil départemental.

Le règlement des frais de séjour s'effectue mensuellement sur la base du prix de journée. Les frais de séjours sont imputés sur le compte 65242//52.

ARTICLE 10 :

La Fondation transmettra annuellement les documents budget prévisionnel (BP) et compte administratif du siège ainsi que toutes annexes sollicitées par le Département en application notamment des articles L313-8-1, R 314-56 et R314-89 du code de l'action sociale et des familles

ARTICLE 11 :

Le foyer s'engage à fournir trimestriellement aux services du Département, en double exemplaire :

- un état de présence comportant la liste nominative des résidents, avec les mouvements du trimestre et les nombres de journées correspondants,
- un état de l'activité réalisée mois par mois au sein de l'établissement.

ARTICLE 12 :

L'établissement doit tenir à jour un dossier au nom de chaque résident où sont consignées toutes les pièces médicales, sociales et administratives le concernant, ainsi qu'une fiche où sont mentionnées les dates d'entrée et de sortie.

L'établissement est responsable de la stricte confidentialité des données médicales individuelles selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 :

Cette convention prend effet le 1^{er} janvier 2018 et est valable jusqu'au 31 décembre 2020.

Pendant sa durée d'application, elle peut être dénoncée par chacune des parties, après un préavis de trois mois, notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. En cas de litige, une conciliation sera préalablement recherchée auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Grenoble en 2 exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental

Jean-Pierre Barbier

Le Président du directoire de la

Fondation Partage et Vie

François Content

CONVENTION

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE L'ISERE, représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental, autorisé à signer la présente convention par la décision de la commission permanente en date du 26 janvier 2018

Ci-après dénommé « le Département »,

ET

L'Association de Recherche et d'Insertion Sociale des Trisomiques de l'Isère (ARIST), dont le siège social est 63 avenue de Poisat à Eybens représentée par son Président, Monsieur Franck Licha autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil d'administration en date du 19 octobre 2017

Ci-après dénommée « l'Association »,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

TITRE I - PERSONNES ACCUEILLIES

ARTICLE 1

Vu l'arrêté d'autorisation délivré par Monsieur le Président du Conseil général de l'Isère n° 2007-12157 en date du 13 novembre 2007, l'Association est habilitée à faire fonctionner à Gières un service d'activités de jour de 20 places pour des personnes adultes, de 20 à 60 ans, présentant une déficience intellectuelle légère, moyenne ou profonde avec ou sans troubles associés.

Tout nouvel arrêté modifiant la capacité qui interviendrait pendant la période d'application de la présente convention, servirait de référence en matière d'aide sociale.

Les dispositions du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) s'appliquent à cette structure.

ARTICLE 2

L'admission se fait à partir de 20 ans selon la réglementation en vigueur après décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Pour les adultes de 18 à 20 ans, les situations sont examinées au cas par cas par la CDAPH.

Une priorité est accordée aux ressortissants du département de l'Isère.

TITRE II - ENCADREMENT ET SOUTIEN MEDICO-SOCIAL

ARTICLE 3

Le service d'activités de jour fonctionne en externat 5 jours par semaine, hormis les jours fériés et 7 semaines de fermeture.

Conformément à la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, les usagers peuvent fréquenter le service à temps partiel. Cette modalité devra faire l'objet d'une contractualisation avec l'équipe éducative du service. L'accueil peut être permanent ou séquentiel, avec comme seuil un accueil à mi-temps, c'est-à-dire en moyenne de 2 à 2,5 jours par semaine.

Toutefois, compte tenu de la spécificité du dispositif ESAT-SAJ et de la fréquence des doubles prises en charge qu'elle induit, les usagers pourront, dans certaines situations s'inscrivant dans leur projet individuel, être accueillis au-dessous de ce seuil d'accueil.

En tout état de cause, l'association doit rechercher la pleine activité du service d'activités de jour est à rechercher par l'association gestionnaire dans la mesure où une sous-activité pourrait amener le Département à revoir la dotation de fonctionnement allouée.

ARTICLE 4

Les soins médicaux et paramédicaux sont assurés par les médecins et infirmiers libéraux choisis par les personnes accueillies. Ils sont assurés, dans tous les cas, en dehors du service.

ARTICLE 5

En cas d'apparition de troubles incompatibles avec la vie du groupe, en cas de nécessité de soins trop importants ou de surveillance impossible à exercer une réorientation pourra être envisagée, après décision de la CDAPH, dans l'intérêt de la personne accueillie.

La structure prépare ce projet de réorientation avec la personne et son représentant légal.

Les modalités de réorientation d'un établissement vers un autre peuvent faire l'objet d'une convention entre l'établissement d'origine et l'établissement d'accueil notamment pour proposer des mises en situation avant présentation de la demande en CDAPH. En application de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles, l'établissement est tenu de continuer à accueillir la personne tant que la décision de réorientation n'est pas mise en œuvre, sauf exceptions prévues au RDAS.

ARTICLE 6

En vertu des dispositions du code de l'action sociale et des familles, le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement du service, ainsi qu'un contrat de prise en charge, sont remis à la personne accueillie.

Le service garantit, aux personnes accueillies, l'exercice des droits et libertés individuelles définis par la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale.

TITRE III – INFORMATION DES USAGERS

ARTICLE 7

7-1 Identification des bâtiments

Le repérage des lieux assurant l'accueil des personnes handicapées est assuré en apposant un panneau à l'entrée du bâtiment principal avec la mention « Cofinancé par Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-2 Identification sur les courriers et les factures

Les courriers sont édités sur des papiers à en-tête de l'Association. Ils comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

Les factures ou décomptes adressés par l'Association aux bénéficiaires de l'aide sociale comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-3 Identification sur les documents d'information et de communication

Les documents d'information et de communication externe initiés par l'Association tels que le livret d'accueil mentionnent les modalités de financement par le Département et sont soumis à sa validation. Ils devront comporter la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-4 – Modalités de mise en œuvre

L'Association s'engage à assurer le libre accès aux documents et locaux, aux agents du Département ou aux personnes mandatées par lui pour effectuer les contrôles sur pièces et sur place.

7-5 Charte graphique

Le soutien financier du Département est indiqué de la manière suivante :

Cofinancé par



TITRE IV - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 8

La comptabilité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, et notamment aux articles R.314-1 à R.314-208 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 9

Le montant des dépenses nettes de fonctionnement du SAJ est fixé annuellement par arrêté du Président du Conseil départemental de l'Isère, sous forme de dotation globalisée.

ARTICLE 10

Le Département s'engage à verser un acompte mensuel égal au douzième de 90 % du montant arrêté.

Dans le cas où le budget n'est pas fixé au 1^{er} janvier de l'année concernée, l'acompte mensuel est égal à l'acompte de l'année précédente.

ARTICLE 11

L'association s'engage à ce que le SAJ fournisse trimestriellement aux services du Département, en double exemplaire :

- un état de présence comportant la liste nominative des personnes accueillies, avec les mouvements du trimestre et les nombres de journées correspondants,
- un état d'activité détaillé, mois par mois.

ARTICLE 12

Les personnes accueillies prennent en charge sur leurs ressources les dépenses d'alimentation, de transport et de loisirs organisés par le service d'activités de jour, conformément au RDAS.

ARTICLE 13

Le service devra ouvrir et tenir à jour un dossier au nom de chaque personne accueillie où seront consignées toutes les pièces médicales et sociales que l'usager a choisi de faire parvenir lors de son admission et au cours de son placement.

Ces pièces seront détenues et communiquées selon les conditions définies par le code de la santé publique et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 14

Cette convention prend effet le 1^{er} janvier 2018 et est valable jusqu'au 31 décembre 2020.

Pendant sa durée d'application, elle peut être dénoncée par chacune des parties, après un préavis de trois mois, notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. En cas de litige, une conciliation sera préalablement recherchée auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Grenoble en 2 exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental
Jean-Pierre Barbier

Le Président de l'Association de Recherche et
d'Insertion Sociale des Trisomiques de l'Isère
Franck Licha

**

DIRECTION EDUCATION JEUNESSE ET SPORT

Politique : Education

Acquisition à titre gratuit de l'assiette foncière de la piste d'athlétisme située à côté du collège Le Guillon à Pont-de-Beauvoisin.

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 D 07 51

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 D 07 51,

Vu l'avis de la commission des collèges, de la jeunesse et du sport,

DECIDE

- d'approuver l'acquisition à titre gratuit auprès de la commune de Pont-de-Beauvoisin des parcelles entières A 228, A 621, A 625 ainsi que d'une partie de la parcelle A 742, qui constituent l'assiette foncière du plateau sportif du collège « Le Guillon » et représentent une surface totale de 10 992 m² ;
- d'autoriser le Président à signer l'acte authentique de transfert de propriété correspondant et tout document y afférent.

**

Politique : Education

Désaffectation d'un logement de fonction du collège Louis Aragon à Villefontaine

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 D 07 52

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 D 07 52,

Vu l'avis de la commission des collèges, de la jeunesse et du sport,

Vu l'avis du conseil d'administration du collège Louis Aragon réuni le 3 octobre 2017,

DECIDE

d'autoriser le Président à engager la procédure de désaffectation du logement cadastré AE 14 du collège Louis Aragon à Villefontaine et d'en faire la demande auprès du Préfet de l'Isère, afin d'obtenir l'arrêté de désaffectation correspondant.

Extrait cadastral de la commune de Villefontaine
Parcelle 000 AE 14



**

Politique : Education

Programme : Collèges publics

Opération : Restauration scolaire

Tarifs de la restauration scolaire 2018

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 D 07 56

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 D 07 56,

Vu l'avis de la commission des collèges, de la jeunesse et du sport,

DECIDE

- de créer pour l'année 2018 un tarif de 4 € pour le repas pris en plus d'un forfait d'inscription, applicable 2 jours maximum par mois sous réserve de l'application d'un délai de prévenance de 3 jours,

- de modifier le montant du tarif du repas journée découverte CM2 en le fixant à 4 € (4,02 €auparavant) pour l'année 2018.

**

SERVICE JEUNESSE ET SPORT

Politique : Education

Programme : Education

Opération : Collèges Publics

Mutualisation des équipements de collège hors temps dédié à la formation initiale et continue - Convention entre le collège du Vallon des Mottes et la commune de La Motte d'Aveillans - Avenant n°1 à la convention entre le collège Le Calloud et la commune de La Tour du Pin

Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018, dossier N° 2018 C01 D 07 55

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 D 07 55,

Vu l'avis de la commission des collèges, de la jeunesse et du sport,

DECIDE

- d'approuver pour l'année scolaire 2017-2018 et jusqu'au 30 avril 2018 les taux horaires applicables pour la mise à disposition des gymnases :
 - 11,58 € de l'heure pour l'utilisation du gymnase dans son ensemble,
 - 6,60 € de l'heure pour une petite salle seule,
 - 6,93 € de l'heure pour un plateau sportif seul ;
- d'approuver :
 - la convention de mise à disposition, hors temps dédié à la formation initiale et continue par le Département du gymnase du collège du Vallon des Mottes à la commune de La Motte d'Aveillans, telle que jointe en annexe ;
 - l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition, hors temps dédié à la formation initiale par le Département du gymnase Frison Roche du collège Le Calloud au profit de la commune de La Tour du Pin, tel que joint en annexe.

et d'autoriser le Président à signer ces documents.



CONVENTION
Gymnase

**CONVENTION PORTANT MISE A DISPOSITION PAR LE
DEPARTEMENT DE L'ISERE DU GYMNASE DU COLLEGE DU
VALLON DES MOTTES A LA COMMUNE DE LA MOTTE
D'AVEILLANS**

ENTRE

Le Département de l'Isère, représenté par M. Jean-Pierre BARBIER, Président du Conseil Départemental, dûment habilité par décision de la commission permanente n° 2018 C01 D07 en date du 26 janvier 2018 :

Domicilié en cette qualité à :

Hôtel du Département

7 rue Fantin Latour

CS 4 1096

38022 Grenoble Cedex 01,

Ci-après désigné sous le terme "**LE DEPARTEMENT**"

ET,

Le collège du Vallon des Mottes, représenté par Monsieur Gilles BOULEY, chef d'établissement, dûment habilité par décision du conseil d'administration en date du

Domicilié en cette qualité :

Place Albert Rivet

38770 La Motte d'Aveillans

Ci-après désigné sous le terme "**LE COLLEGE**"

ET,

La commune de la Motte d'Aveillans, représentée par Monsieur Serge BESCHI Maire, dûment habilité par délibération n° 58 du conseil municipal, en date du 07/12/2017

Domicilié en cette qualité :

Hôtel de Ville

1 place Albert-Rivet

38770 La Motte-d'Aveillans

Ci-après désigné sous le terme "**L'ORGANISATEUR**"

Annexe 1

VISAS

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU, l'article 25 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée ;

VU le code de l'éducation et notamment son article L 212-15;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles 2121-1 et suivants ;

VU la circulaire n°93-294 du 15 octobre 1993 relative à l'utilisation des locaux scolaires par les associations en dehors des heures de formation ;

VU la décision de la commission permanente 2016 C11 D07 relative à la convention cofinancement du gymnase du collège du Vallon des Mottes à la Motte d'Aveillans;

VU la délibération de l'assemblée départementale en date du 20 octobre 2017, permettant aux collèges d'encaisser les redevances d'occupation des locaux hors temps scolaires ;

VU la décision de la commission permanente du 26 janvier 2018, approuvant la convention de mise à disposition du gymnase du collège du Vallon des Mottes ;

VU la décision du conseil d'administration de l'établissement scolaire du

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Département de l'Isère en partenariat avec la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale a la volonté forte d'ouvrir les équipements sportifs hors temps scolaire, comme prévu à l'article L213-2-2 du code de l'éducation, pour les besoins de l'éducation populaire, de la vie citoyenne et des pratiques culturelles.

Cette utilisation des locaux de collège donne ainsi l'opportunité :

- d'offrir des lieux et des moyens d'action aux acteurs locaux pour l'organisation d'activités extrascolaires, tout en optimisant l'occupation et l'utilisation des bâtiments des collèges, au bénéfice de tout public;

Annexe 1

- de faciliter l'ouverture du collège sur le monde extérieur,
- de mettre en œuvre le principe de réciprocité dans la construction de partenariat avec les acteurs du territoire.

Les activités conduites dans ces locaux devront être respectueuses des principes de neutralité, laïcité, mixité et d'égalité.

Dans le cadre de la construction du gymnase du collège du Vallon des Mottes, porté par le Département, un accord financier est intervenu avec la commune de la Motte d'Aveillans, matérialisé par une convention, prévoyant, en contrepartie de la participation financière de la Commune, la mise à disposition de cet équipement en dehors des temps scolaires au bénéfice de cette dernière et des associations, propriété du Département.

Article 1^{er} : Objet

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public départemental constitué du gymnase du " COLLEGE ". Elle précise les périodes et les conditions de mise à disposition de ces locaux hors des périodes consacrées à la formation initiale et continue.

"L'ORGANISATEUR" est autorisé, sous sa propre responsabilité, à louer les équipements pour son usage propre ainsi que pour celui des associations locales dans le respect du règlement intérieur joint à l'annexe 1.

Article 2 : Biens mis à disposition

Biens immobiliers

Sont mis à disposition de "L'ORGANISATEUR", les biens immobiliers suivants, propriété du "DEPARTEMENT" :

L'ensemble du bâtiment gymnase à l'exclusion des locaux précisés ci-dessous :

- Local ménage
- Local poubelle,
- Local rangement matériel EPS du collège
- Les locaux techniques

Biens mobiliers

Dans le cas où du matériel sportif et d'entretien, propriété du « DEPARTEMENT », est mis à disposition de « L'ORGANISATEUR », une liste sera établie à l'annexe 3 :

Annexe 1

Article 3 : Périodes de mise à disposition

Les créneaux d'utilisation accordés à "L'ORGANISATEUR" sont fixés en dehors des périodes d'occupation par "LE COLLEGE".

Ces créneaux sont définis annuellement pour les périodes scolaires, en commun accord avec "LE COLLEGE". Ils sont planifiés dans l'annexe 4. Cette annexe est à remettre 15 jours avant chaque début d'année scolaire par courrier ou mail au "COLLEGE", ainsi qu'au service éducation du territoire du "DEPARTEMENT" (tma.education@isere.fr).

Une réunion de coordination annuelle sera organisée, avant la fin de l'année scolaire en cours, à l'initiative de "L'ORGANISATEUR", entre ce dernier, "LE DEPARTEMENT" et "LE COLLEGE" afin de mettre en place les plannings d'occupation hors temps scolaire pour l'année scolaire à venir.

"L'ORGANISATEUR" pourra utiliser le gymnase hors programmation annuelle pendant les vacances scolaires ou les weekends. Il devra en informer préalablement par courrier ou mail "LE COLLEGE" ainsi que le service éducation du territoire du "DEPARTEMENT" (tma.education@isere.fr) au minimum 15 jours avant la tenue de l'évènement.

"LE DEPARTEMENT" et "LE COLLEGE" se réservent le droit d'utiliser prioritairement et ponctuellement le gymnase, en dehors des périodes d'occupation régulière par "LE COLLEGE". "L'ORGANISATEUR" en sera informé au minimum 15 jours avant l'évènement. La priorité sera donnée chronologiquement, "AU COLLEGE", "AU DEPARTEMENT" puis à "L'ORGANISATEUR".

Article 4 : Conditions d'utilisation

A Type d'activités exercées

L'utilisation des locaux est prévue principalement pour des activités sportives, compatibles avec le classement de sécurité du bâtiment et la nature des installations : type X quatrième catégorie – équipement sportif / capacité maximale 275 personnes.

Dans le cas particulier d'une manifestation non sportive (forum, exposition, téléthon...), "L'ORGANISATEUR" s'engage à prendre les dispositions nécessaires prévues au règlement de sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public pour déclarer l'organisation d'une manifestation exceptionnelle auprès de la mairie de la commune. "L'ORGANISATEUR" fera siennes toutes les obligations afférentes à ces dispositions.

En outre, ces activités devront se dérouler dans le respect du règlement intérieur figurant à l'annexe 1. Elles devront également être respectueuses des valeurs éducatives de laïcité, de mixité et d'égalité.

Annexe 1

Le nombre de manifestations non-sportives est limité à trois par an. La programmation de ces manifestations devra être communiquée lors de la réunion de coordination annuelle prévue à l'article 3.

B. Capacité d'accueil

Les effectifs accueillis dans l'enceinte des locaux ne pourront en aucun cas excéder le nombre de : 275

C. Dispositions relatives à la sécurité et au fonctionnement des lieux

Préalablement à l'utilisation des locaux, "L'ORGANISATEUR" :

- a) reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et ses biens propres, ainsi que tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition. Cette police porte le numéro 14254742 et a été souscrite leauprès de GROUPAMA ;
- b) reconnaît avoir procédé avec une personne désignée par "LE COLLEGE", en présence du « DEPARTEMENT », à une visite des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées ;
- c) reconnaît avoir pris connaissance, auprès du chef d'établissement des consignes générales de sécurité (intrusion, incendie) ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer ;
- d) reconnaît avoir constaté, avec un technicien ou tout agent dûment habilité, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours ;
- e) s'engage à assurer la surveillance des locaux et des voies d'accès, le contrôle des entrées et sorties des participants aux activités considérées, et à faire respecter les règles de sécurité ;
- f) s'engage à respecter les consignes de fonctionnement du bâtiment. Une attention particulière sera apportée à la fermeture des locaux et à l'extinction des éclairages ;
- g) s'engage à transmettre les noms et numéros de téléphone des associations utilisant le gymnase hors temps scolaire ;
- h) reconnaît avoir transmis aux usagers des locaux mis à disposition, l'ensemble des consignes et dispositifs décrits dans la présente convention.

Afin de transmettre l'ensemble des consignes et dispositifs décrits aux paragraphes b, c, d, e, f, à "L'ORGANISATEUR" et aux associations utilisatrices de l'équipement, une visite des locaux sera organisée en chaque début d'année scolaire par "LE COLLEGE", en présence « DU DEPARTEMENT » et en lien avec "L'ORGANISATEUR" qui reprendra contact avec les représentants des associations utilisatrices. En outre, "L'ORGANISATEUR" s'engage à désigner un référent au sein de son organisation afin qu'il puisse transmettre les consignes à

Annexe 1

tout nouvel organisme qui formulerait une demande d'utilisation de l'équipement en cours d'année.

En contrepartie de l'autorisation qui lui est donnée d'occuper les équipements sportifs du collège, "L'ORGANISATEUR" s'engage :

- a) à réserver les espaces occupés à l'usage exclusif dont il a été convenu ;
- b) à occuper les locaux dans l'état dans lequel ils se trouvent sans y apporter de modifications ;
- c) à respecter le planning d'utilisation défini à l'annexe 4.

D. Dispositions relatives à l'entretien courant

Le nettoyage du gymnase est financé par "LE DEPARTEMENT" pour les périodes scolaires (du lundi au vendredi à l'exclusion des week-end et vacances scolaires) sauf si "L'ORGANISATEUR" utilise les installations :

- le week end ;
- pendant les vacances scolaires.

Dans ce cas de figure, "L'ORGANISATEUR" prendra à sa charge les prestations ménage du lundi matin, suivant l'utilisation, avant 7h30. A cet effet, il pourra éventuellement solliciter le prestataire du Département.

Le planning de nettoyage des locaux sera affiché dans le gymnase.

Toute prestation complémentaire ou liée à une remise en état des locaux suite à une utilisation non respectueuse du règlement intérieur sera répercutée en sus de la redevance d'occupation.

L'ensemble des contrôles et contrats de vérifications périodiques réglementaires, ainsi que ceux utiles au bon fonctionnement des installations et des équipements seront réalisés par "LE COLLEGE".

Les travaux d'entretien et de maintenance non urgents, seront réalisés pendant les vacances scolaires. Le "DEPARTEMENT" informera, au minimum, 15 jours avant le début des travaux "L'ORGANISATEUR" et "LE COLLEGE" de la neutralisation des équipements et des conditions d'utilisation qui en découlent.

E. Gestion des accès

L'accès au gymnase se fera par badge. "L'ORGANISATEUR" se charge d'assurer la programmation et la gestion des badges pour l'ensemble des utilisateurs y compris "LE DEPARTEMENT" et "LE COLLEGE". "LE DEPARTEMENT" se charge de l'acquisition des badges. En cas de dysfonctionnement et sur simple demande, "L'ORGANISATEUR" pourra renseigner "LE DEPARTEMENT" et "LE COLLEGE" sur les fréquentations du gymnase.

8 badges seront remis au "COLLEGE", quatre badges seront remis au "DEPARTEMENT" et 28 badges seront remis à "L'ORGANISATEUR".

Annexe 1

Article 5 : Responsabilité de l'organisateur

"L'ORGANISATEUR" sera personnellement responsable vis-à-vis des participants et des tiers des conséquences dommageables résultant des activités exercées dans l'enceinte du gymnase, de telle manière que la responsabilité du "DEPARTEMENT" ou du " COLLEGE" ne puisse en aucun cas être recherchée.

"L'ORGANISATEUR" répondra des dégradations causées aux équipements sportifs mis à disposition pendant le temps qu'il en aura la jouissance et commises tant par lui que par les associations ou organismes qui utiliseraient les locaux, ainsi que toute personne agissant pour le compte de "L'ORGANISATEUR".

En cas de dégradation, "LE COLLEGE" convoquera "L'ORGANISATEUR" et le "DEPARTEMENT" pour un constat de la situation. Ce constat sera établi par les parties présentes. En fonction de l'origine du sinistre, les travaux de réparation seront payés par le responsable des dégradations. Selon la dégradation, la remise en état sera réalisée de façon concertée, par l'une ou l'autre des parties.

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que "L'ORGANISATEUR" accepte précisément à savoir :

- faire son affaire personnelle de toute réclamation ou contestation de participant ou de tiers concernant son activité ;
- se conformer aux lois et règlements en vigueur relatifs à l'activité exercée.

Article 6 : Conditions financières de la mise à disposition

En contrepartie de sa participation à l'opération, "L'ORGANISATEUR" bénéficie, en dehors du temps d'utilisation par " LE COLLEGE", de la priorité d'utilisation aux conditions financières suivantes :

- paiement de la redevance d'occupation des gymnases : 11,58 €/h. Cette redevance sera révisée au début de chaque année civile, selon l'évolution constatée au cours de l'année n-1 de l'indice INSEE de location immobilière. Cette redevance correspond notamment :
 - o aux diverses consommations constatées (eau, électricité, chauffage) ;
 - o à l'usure du matériel mis à disposition et listé dans l'annexe 3

"LE COLLEGE" établira une facture et un titre de recette à "L'ORGANISATEUR" 3 fois par an pour paiement de la redevance.

Annexe 1

Article 7 : Durée et conditions de renouvellement

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par les trois parties. Elle est établie pour une période de **1 an, renouvelable trois fois par tacite reconduction**, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, signifiée un mois au moins à l'avance.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, à l'exclusion des modifications de l'annexe 4, relative au planning d'occupation annuel qui pourront être apportées d'un commun accord entre les parties.

Article 9 : Résiliation

La présente convention pourra être dénoncée :

- par "**LE DEPARTEMENT**" ou "**LE COLLEGE**" à tout moment pour cas de force majeure ou pour des motifs d'intérêt général ou des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public, de l'éducation ou à l'ordre public, par lettre recommandée adressée à "**L'ORGANISATEUR**" ;
- par "**L'ORGANISATEUR**" en cas de force majeure, dûment constatée et signifiée au "**COLLEGE**" et au "**DEPARTEMENT**" par lettre recommandée, si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'utilisation des locaux. A défaut, et si les locaux ne sont pas utilisés aux dates et heures fixées par les parties, "**L'ORGANISATEUR**" s'engage à dédommager "**LE DEPARTEMENT**" des frais éventuellement engagés en vue de l'accueil prévu ;
- à tout moment par "**LE DEPARTEMENT**" sur son initiative, ou sur signalement "**DU COLLEGE**", si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.

Annexe 1

Article 10 : Litiges

En cas de litige et à défaut d'accord intervenu entre les parties, ce dernier sera porté devant le Tribunal administratif de Grenoble.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Grenoble, le _____

Pour le Département de
l'Isère,
Le Président

Pour l'organisateur,
Le maire

Pour le collège,
Le chef d'établissement, principal
du collège

Vu la convention portant mise à disposition par le Département de l'Isère des équipements sportifs du gymnase du « Vallon des Mottes » ;

Le présent règlement a pour but de définir les conditions d'utilisation du gymnase.

TITRE I : GENERALITES

Article 1 – Seules les associations sportives ayant obtenu une autorisation du maire de la Commune de La Motte d'Aveillans peuvent avoir accès au gymnase en dehors des périodes d'occupation par le collège.

Article 2 – Les installations sportives sont ouvertes pour les entraînements, les manifestations sportives et pour les compétitions officielles déclarées par les organisateurs. Il appartient à chaque association de vérifier la conformité du gymnase par rapport à la compétition qu'elle souhaite organiser.

Période d'utilisation réservée au collège du Vallon des Mottes dans le cadre de l'enseignement sportif et des activités périscolaires :
Du lundi au vendredi: **de 7h30 à 17h.**

Période d'utilisation par la Commune :

En période scolaire :

- du lundi au vendredi : de 17h à 23h00 sauf nécessité de l'UNSS exposée le jour de la réunion de fin d'année scolaire.
- le mercredi après-midi, la priorité d'utilisation est donnée à l'association sportive du collège (y compris en cas de demande exceptionnelle non prévue au planning). En dehors de ses créneaux, l'utilisation par la Commune reste possible.

L'utilisation du gymnase pendant les week-ends et les vacances scolaires est autorisée de 8h00 à 23h00, sous la responsabilité de la Commune.

Les travaux d'entretien et de maintenance programmés par le Département seront réalisés pendant la période des vacances scolaires.

Article 3 – La surveillance des installations sportives est confiée à la personne responsable et présente lors de l'activité. S'il n'y a pas de personne responsable dans le cadre d'une activité associative, la responsabilité incombe au président de l'association.

Les usagers devront impérativement respecter ce règlement, en particulier concernant les horaires de fermeture et les consignes données.

L'alarme anti-intrusion du bâtiment sera programmée pour être mise en service automatiquement :

- de 23h30 à 6h00 du matin en semaine, pendant les périodes scolaires,
- 24h/24h les week-ends et pendant toute la période des congés scolaires sauf en cas d'utilisation par « L'ORGANISATEUR » programmé dans le planning d'utilisation.

En cas de déclenchement, le collège et la mairie ont contracté avec la société :

Article 4 – Un cahier servant de main courante est mis à disposition des responsables dans le gymnase, sur plan, mentionné en annexe 2. Il est impératif de mentionner tous désordres et dysfonctionnements constatés. Ce document sert d'état des lieux au Département et à la Commune pour garantir la prise en charge des dégâts.

1. TITRE II : UTILISATION « ORDINAIRE » DU GYMNASE

Article 1 – Planning d'utilisation

En dehors des périodes d'utilisation par le collège du Vallon des Mottes, toute association souhaitant bénéficier de créneaux d'utilisation du gymnase, doit en faire la demande auprès de la Commune

La Commune établira un planning d'utilisation du gymnase qui sera affiché dans le « bureau encadrant » avec le nom du président de chaque association, le nom du responsable de l'activité pendant le créneau horaire ainsi que son numéro de téléphone.

Les utilisateurs, sauf dérogation expresse accordée par la Commune devront impérativement respecter le planning. Aucun transfert du droit d'utilisation des installations sportives à d'autres personnes physiques ou morales n'est autorisé.

Article 2 – Encadrement

Aucun équipement sportif ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S. ou pour les associations, d'un responsable d'équipe, de section désigné par le président de chacune d'elle. Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité (téléphone d'urgence) des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation et qualification nécessaires.

La personne responsable et présente lors de l'activité est la seule habilitée pour ouvrir et fermer les locaux, désactiver et activer l'alarme, allumer et éteindre les lumières de la grande salle et du mur d'escalade.

Le chauffage, la ventilation sont programmés au vue des plannings définis à l'avance entre la Commune et le collège du Vallon des Mottes.

Chaque responsable d'association veillera notamment, avant de quitter les lieux à ce que :

- **toutes les portes d'issue de secours sont bien fermées et l'accès principal verrouillé ;**
- **toutes les lumières sont éteintes ;**
- **l'établissement se trouve dans un état correct de rangement et de propreté (ramassage des papiers et gros déchets) ;**
- **son matériel est bien rangé et que les matériels déplacés sont remis en place (cage de handball raccrochée, tapis remontés, potences repliées...).**

Article 3 – Sécurité et utilisation du matériel sportif entreposé dans le gymnase

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport pour la pratique sportive seront assurés par la personne responsable et présente lors de l'activité, après avoir été formés aux caractéristiques techniques de fonctionnement.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à sa disposition. En cas de dysfonctionnement, il devra avertir la Commune.

Il est rappelé que le déplacement et l'utilisation de certains matériels sont soumis à des normes qu'il convient de respecter. Il est interdit de se suspendre aux montants des panneaux de basket, ou des buts de hand-ball ou tout autre équipement non prévu à cet effet.

Les équipement et matériels devront être rangés après chaque usage.

Les espaces de stockage dédiés aux associations et au collège du Vallon des Mottes devront être strictement observés.

Article 4 – Tenue, hygiène, respect du matériel et d'autrui

Les installations devront être utilisées de manière à garantir le respect du matériel :

Les utilisateurs devront notamment évoluer avec des chaussures adaptées aux pratiques sportives concernées, différentes de celles avec lesquelles ils sont entrés dans l'équipement (les chaussures de sport à semelles « marquantes » sont interdites).

De même, il leur est interdit de frapper les balles et les ballons sur les murs, plafonds et éclairages de façon intentionnelle.

L'organisateur veillera auprès des clubs, à une utilisation raisonnée de la colle destinée à la pratique du handball dans le gymnase.

Pour la pratique du foot en salle, seuls les ballons en mousse sont autorisés.

Aucun affichage n'est autorisé sur les murs des salles en dehors des espaces prévus à cet effet.

Les installations devront être utilisées de manière à ne pas troubler d'une manière quelconque l'ordre public et notamment, il est rappelé qu'il est interdit de cracher, de lancer des projectiles, etc... et d'utiliser le matériel de sono avec un volume sonore élevé et dans tous les cas, après 22h.

D'une manière plus générale, tout utilisateur devra adopter un comportement ne portant pas atteinte au respect d'autrui, de l'équipement, et aux règles élémentaires d'hygiène et de sécurité, dans l'enceinte et aux abords du gymnase.

Les activités doivent être compatibles avec le classement de sécurité du bâtiment et être respectueuses des valeurs éducatives de laïcité, de mixité et d'égalité.

Les responsables du collège du Valion des Mottes et des associations utilisant le gymnase seront seuls chargés des questions de discipline, et notamment du comportement de leurs élèves ou des membres dans l'enceinte de l'équipement. Ils assureront la surveillance de ces derniers pendant les cours, les entraînements, matchs et manifestations.

Il est également rappelé qu'il est interdit :

- de fumer, manger et boire dans les salles, y compris pour les accompagnateurs ou spectateurs ,
- d'abandonner ou jeter des papiers, objets ou déchets de tout genre ailleurs que dans les corbeilles spécialement réservées à leur collecte ;
- d'utiliser des produits à emballage verre.

Il est également interdit :

- d'entrer et sortir du gymnase par les issues de secours, sauf cas de force majeure, de courir, crier dans les couloirs et dégagements ;
- de modifier l'aménagement d'une salle sans autorisation ;
- de pénétrer dans l'établissement en dehors des heures de réservation attribuée (établissement sous alarme) ;
- de faire rentrer des animaux dans l'établissement ;
- d'utiliser des engins tels que bicyclettes, motocyclettes, rollers, skateboard à l'intérieur de l'établissement ainsi que dans le périmètre clôturé du gymnase situé devant l'entrée principale

1. TITRE III : UTILISATION « EXTRAORDINAIRE » : MANIFESTATION, COMPETITION

Article 1 – Autorisations

Les organisateurs de manifestations sportives s'engagent à solliciter auprès des administrations et organismes habilités toutes autorisations exigées par les textes en vigueur.

Dans le cas particulier d'une manifestation non sportive (forum, exposition, téléthon...), l'organisateur s'engage à prendre les dispositions nécessaires prévues au règlement de sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public pour déclarer l'organisation d'une manifestation exceptionnelle auprès de la mairie de la Commune. L'organisateur fera siennes toutes les obligations afférentes à ces dispositions.

Article 2 – Respect des lieux

Tout utilisateur devra adopter un comportement ne portant pas atteinte au respect d'autrui, de l'équipement, et aux règles élémentaires d'hygiène et de sécurité, dans l'enceinte et aux abords du gymnase.

Aucun affichage n'est autorisé sur les murs des salles en dehors des espaces prévus à cet effet.

Article 3 – Publicité

La publicité permanente est interdite sans autorisation dans les enceintes sportives et aux abords immédiats de celles-ci. Sous réserve d'autorisation du Département la publicité temporaire à l'intérieur sera acceptée pendant les compétitions officielles, dans le respect des limites apportées par la loi Evin et sans atteinte au respect des bonnes mœurs.

L'affichage permanent des sponsors est autorisé sous réserve qu'il ne s'agisse pas de marque de tabac ou d'alcool et que les valeurs de laïcité et citoyenneté soient respectées.

Article 4 – Sécurité

Les responsables locaux devront s'assurer de l'application du présent règlement par les équipes reçues lors des diverses compétitions, du contrôle des entrées et sorties des participants, ainsi que du respect des règles de sécurité.

La Commune se réserve le droit d'interdire une manifestation même annoncée au public en cas de vice constaté dans les dispositifs et conditions de sécurité.

Le public n'est autorisé à utiliser que les voies d'accès ainsi que les emplacements qui lui sont réservés. Le revêtement de la salle est strictement interdit aux chaussures de ville.

Dans le cadre de manifestations ou d'événement ponctuels non sportif (forum, exposition, téléthon, ...) les responsables de la manifestation auront l'obligation de dérouler sur le revêtement sportif accessible au public, une protection adaptée et un balisage en conséquence des circulations autorisées.

Les organisateurs devront veiller à ce que les issues et accès de secours soient libres. La mise en place des équipements et matériels spéciaux est effectuée par des personnes compétentes après accord préalable et en tout état de cause, sous la surveillance de la Commune.

Les organisateurs sont priés de veiller à ce que tous les participants quittent les lieux à la fin de la manifestation.

Ils sont, en outre, invités à remettre la structure dans l'état initial dès le départ des participants (notamment en ce qui concerne la sécurité). Tous désordres constatés devront être mentionnés dans la main courante prévue à cet effet.

Article 5 – Buvette

La tenue d'une buvette lors des compétitions est tolérée sous réserve que celle-ci ne se tienne pas à l'intérieur du bâtiment du gymnase.

TITRE IV : SANCTIONS – RESPONSABILITES

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Les responsables de groupes ou les professeurs sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

Le collège du Vallon des Mottes, le Département et la Commune sont dérogés de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur et déclinent toute responsabilité en cas de perte d'argent, d'objets précieux ou de matériel à l'intérieur de l'établissement.

TITRE V : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX EQUIPEMENTS

Article 1

Pour le rangement, tout usager utilisera les locaux de stockage de matériel strictement prévus à cet effet et cela, dans le respect de l'équipement.

Article 2 - Mur d'escalade

L'utilisation du mur d'escalade est strictement interdite sauf pour les enseignements d'EPS et les associations habilitées à l'exploiter en respectant les règles spécifiques à cet équipement.

- Voies d'escalade :

les associations sportives concernées peuvent utiliser toutes les voies nécessaires à leur activité. Toutes modifications des voies, changement ou déplacement des prises, sont soumises à l'autorisation du Collège et du Département.

- Matériels d'escalade :

pour des raisons de sécurité : les associations devront utiliser leur propre matériel (cordes, dégaines, mousquetons, chaussons, longues, descendeurs, assureurs...). Elles devront préalablement ranger les cordelettes marquant les voies utilisées par le collège et les remettre en place en fin de séance.

Les prises et les tapis de sécurité sont mis à disposition par le Département de l'Isère.

Les tapis pour mur d'escalade seront remontés en fin de séance contre le mur d'escalade.

L'utilisation de magnésie est interdite.

Les chaussures « qui marquent » (ex. : semelle noire) hors chaussons d'escalades, sont interdites sur le mur d'escalade et en dehors de la zone réservée à l'escalade.

Article 3 - Matériels sportifs (hand-ball, basket, volley-ball, badminton, foot en salle...)

Chaque association utilisatrice du gymnase pourra, dans la mesure de la place disponible, demander à bénéficier d'une partie de rangement dans le local des associations.

Chaque association devra assurer l'installation et le repliement/rangement de tous les matériels et agrès qu'elle utilise pour son activité, y compris les équipements mis à disposition sur le créneau horaire qui lui est attribué.

Aucun matériel ne devra rester dans la salle de sport

Chaque association est responsable de son matériel et de celui qu'elle utilise.

Le rangement du matériel sportif s'organisera de la façon suivante :

- Matériel du collège rangé dans le local « rangement collège »,
- Matériel des associations rangé dans le local « rangement associations »,
- Matériel mis en commun pour l'utilisation par le collège et les associations rangé dans la zone mixte coté local rangement collège (annexe 3).

Les ballons destinés à un usage extérieur sont interdits dans le gymnase.

Article 4 - Accès par badge

L'accès au gymnase se fait à l'aide d'un badge.

La Commune fournira les badges aux associations sportives, au C

ollège et au Département et en assurera la programmation.

Le badge d'accès principal sert à la personne responsable et présente lors de l'activité pour ouvrir la porte principale du gymnase. Celui-ci est programmé sur la base des créneaux horaires inscrits dans le planning d'occupation du gymnase affiché dans les panneaux prévus à cet effet.

Les moyens d'accès ne peuvent en aucun cas être cédés à un tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord de la Commune.

Le personnel responsable du gymnase et tout agent dûment habilité par la Commune ont tout pouvoir du rappel d'application du présent règlement.

Article 5 - Problèmes techniques

En cas de problème technique sur le bâtiment ou les installations, les utilisateurs devront en dehors du temps scolaire informer la Commune. Tous désordres et dysfonctionnements devront absolument être consignés dans le cahier servant de main courante mis à disposition des responsables.

**L'application intelligente de ce règlement, ainsi que
notre étroite collaboration,
aideront au bon fonctionnement de l'installation**

- Annexe 1 : Règlement intérieur du gymnase
- Annexe 2 : Plan des locaux mis à disposition
- Annexe 3 : Liste du matériel mis à disposition
- Annexe 4 : Planning d'utilisation hebdomadaire

L'utilisation de ce matériel se fera conformément au règlement intérieur du gymnase (annexe 1).

HALL D'ACCUEIL

Défibrillateur automatique dans son armoire avec alarme.

Téléphone de secours (liaison possible uniquement vers les services de secours).

LOCAL PROFESSEURS accessible aux associations

Petit matériel de nettoyage (balai à franges, seaux sur charriot).

Sonorisation (amplificateur + lecteur CD).

GRANDE SALLE

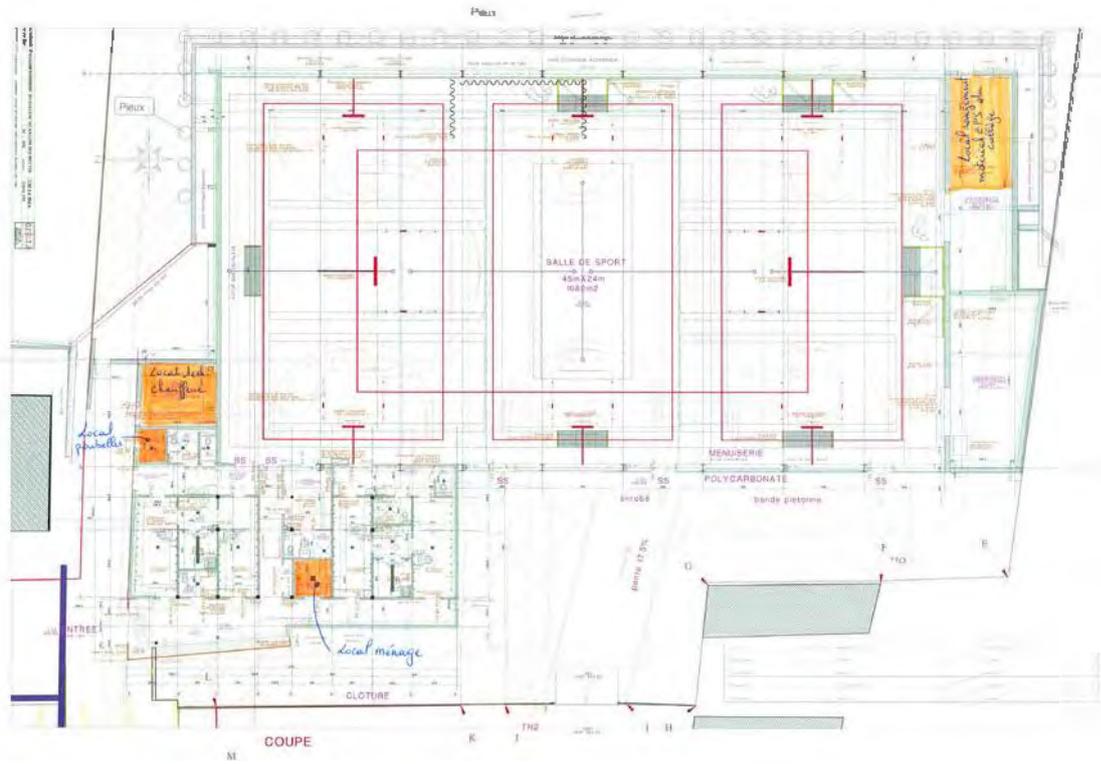
Matériel sportif propriété du "DEPARTEMENT" :

Equipements fixes ou semi-fixes

- Panneaux de basket sur les 3 terrains transversaux (rabattables)
- Panneaux de basket du terrain fédéral (relevables par commandes électriques)
- 2 buts de handball sur les 2 terrains transversaux (rabattables)
- 1 but de handball du terrain fédéral (rabattable)

Equipements mobiles (stockage dans le dépôt grande salle) :

- 1 but de handball mobile du terrain fédéral
- 2 buts de handball mobiles sur les 2 terrains transversaux
- 4 paires de poteaux de volley
- 7 paires de poteaux de badminton
- 3 filets de volley
- 2 bancs suédois
- 2 agrès barres mixtes mobiles
- 2 agrès poutres (dont une d'apprentissage long. 3,00m.)



ANNEXE 4 : PLANNING D'UTILISATION SALLES INTERIEURES
ET COORDONNEES DES RESPONSABLES DE CRENEAU
PERIODE SCOLAIRE

| | LUNDI | | MARDI | | MERCREDI | | JEUDI | | VENDREDI | | SAMEDI | | DIMANCHE | |
|---------------|---------|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|----------|---------|---------|-----|----------|-----|
| | GS | SAE | GS | SAE | GS | SAE | GS | SAE | GS | SAE | GS | SAE | GS | SAE |
| 7h30 à 8h00 | | | | | | | | | | | | | | |
| 8h00 à 9h00 | | | | | COLLEGE | | | | | | | | | |
| 9h00 à 10h00 | | | | | COLLEGE | | | | | | | | | |
| 10h00 à 11h00 | | | | | COLLEGE | | | | | | | | | |
| 11h00 à 12h00 | COLLEGE | COLLEGE | COLLEGE | COLLEGE | COLLEGE | COLLEGE | COLLEGE | COLLEGE | COLLEGE | | | | | |
| 12h00 à 13h00 | | | | | | | | | | | | | | |
| 13h00 à 13h30 | | | | | | | | | | | | | | |
| 13h30 à 14h00 | | | | | | | | | | | Foot PC | | | |
| 14h00 à 15h00 | | | | | Cirque | | | | | | | | | |
| 15h00 à 16h00 | | | | | | | | | | | | | | |
| 16h00 à 16h30 | | | | | | | | | | | | | | |
| 16h30 à 17h00 | | | | | | | | | | | | | | |
| 17h00 à 17h15 | | | | | Foot | | | | | | | | | |
| 17h15 à 17h30 | | | | | | | | | | | | | | |
| 17h30 à 18h00 | BAD | | Cirque | | | | Gym | Escalade | | | | | | |
| 18h00 à 18h30 | ADMIN | Escalade | | | | | | | | | | | | |
| 18h30 à 19h00 | INGTON | | | | | | | | | | | | | |
| 19h00 à 20h00 | | | | | | | | | | | | | | |
| 20h00 à 20h30 | | | Foot | | Foot | | | | Foot | | | | | |
| 20h30 à 21h00 | | | | | | | | | | | | | | |
| 21h00 à 21h30 | | | | | | | Tir | | | | | | | |
| 21h30 à 22h00 | | | | | | | | | | Foot PC | | | | |
| 22h00 à 22h30 | | | | | | | | | | | | | | |
| 22h30 à 23h00 | | | | | | | | | | | | | | |

GS = Grande salle
SAE = mur d'escalade

FOOT PC = Foot Pierre-Châtel

AVENANT N°1

**AVENANT A LA CONVENTION PORTANT MISE A DISPOSITION
PAR LE DEPARTEMENT DE L'ISERE DE LOCAUX DU GYMNASIUM
FRISSON ROCHE A LA TOUR DU PIN**

ENTRE

Le Département de l'Isère, représenté par le Président du Conseil départemental en exercice, dûment habilité par décision de la commission permanente en date du 26 janvier 2018,

domicilié en cette qualité :

*Hôtel du Département
7 rue Fantin Latour
BP 1096
38022 Grenoble Cedex 01,*

ci-après désigné sous le terme "**LE DEPARTEMENT**"

ET,

Le collège Le Calloud à la Tour du Pin, représenté(e) par **Dominique Beloud**, chef d'établissement, dûment habilité, par décision :

du Conseil d'administration, en date du **10 novembre 2017**

de la commission permanente ou, en date du **(date)**

domicilié en cette qualité :

**980 Avenue du Général de Gaulle
38110 LA TOUR DU PIN**

ci-après désigné sous le terme "**LE COLLEGE**"

ET,

La commune La Tour du Pin, représenté(e) par **Monsieur Fabien Rajon**, en qualité de, **Maire**

domicilié(e) en cette qualité :

**6 rue de l'hôtel de Ville
38110 LA TOUR DU PIN**

ci-après désigné sous le terme "**L'ORGANISATEUR**"

Annexe 2

VISAS

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU, l'article 25 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1321-1 et suivants ;

VU le code de l'éducation et notamment ses articles L 212-15 et suivants ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles 2121-1 et suivants ;

VU la circulaire n°93-294 du 15 octobre 1993 relative à l'utilisation des locaux scolaires par les associations en dehors des heures de formation ;

VU la décision n° 2016 C01 D07 de la commission permanente du 29 janvier 2016 approuvant l'acquisition de l'assiette foncière du plateau sportif et du gymnase contigus au collège Le Calloud à la Tour du Pin.

VU la décision de la commission permanente du 16 décembre 2016 approuvant la convention de mise à disposition du gymnase du collège Le Calloud de La Tour du Pin,

VU la décision du conseil d'administration de l'établissement scolaire du 3 novembre 2016 et du 10 novembre 2017

VU la délibération du conseil municipal en date du 12 juillet 2016 et en date du

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

L'objet du présent avenant à la convention de mise à disposition des locaux du collège a pour objet de proroger sa durée de validité.

Article 2 : Détail des modifications

Annexe 2

L'article 7 : exécution de la convention, est ainsi modifié :

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par les 3 parties. Elle est établie jusqu'au 31 décembre 2018, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, signifiée un mois, au moins à l'avance.

Article 3 : Effet

Le présent avenant prend effet à compter du jour de sa signature par les 3 parties

Article 4 : portée

Toutes les autres clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

Le présent avenant est établi en trois exemplaires originaux.

Fait à Grenoble, le (date)

Pour le Département de l'Isère,
Le Président du Conseil
départemental,

Pour l'utilisateur,
l'Organisateur,

Pour l'établissement,
Le Principal du collège

PLANNING GYMNASSE FRISON ROCHE 2017-2018

vie Associative

| | 8h | 9h | 10h | 11h | 12h | 13h | 13h30 | 15h | 16h | 17h | 17h30 | 18h | 18h30 | 19h | 19h30 | 20h | 20h30 | 21h | 21h30 | 22h | |
|----------|--------------|----|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-----|-----|-------|-----|-------|-----|-------|-----|-------|-----|-------|-----|--|
| LUNDI | Gymnase | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Salle de gym | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MARDI | Gymnase | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Salle de gym | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MERCREDI | Gymnase | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Salle de gym | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| JEUDI | Gymnase | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Salle de gym | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| VENDREDI | Gymnase | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Salle de gym | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SAMEDI | Gymnase | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Salle de gym | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DIMANCHE | Gymnase | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

* de décembre 2017 à février 2018 ** VOLLEY jusqu'à 20h de sept à nov 2017 et de mars à juin 2018 - jusqu'à 19h30 de déc 2017 à fév 2018

Politique : - Jeunesse et sports

Programme : Plan départemental pour la jeunesse

Opération : subventions de fonctionnement

Fonds départemental des collégiens (FDC) - affectations des crédits 2018

*Extrait des décisions de la commission permanente du 26 janvier 2018,
dossier N° 2018 C01 D 08 60*

Dépôt en Préfecture le : 31 janv 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C01 D 08 60,

Vu l'avis de la commission des collègues, de la jeunesse et du sport,

DECIDE

au titre du fonds départemental des collégiens (FDC),

d'affecter un crédit de 90 000 € pour les dossiers qui seront présentés par les collèges publics et privés au titre de 2018, comme suit :

- collèges publics : 75 000 €
- collèges privés : 15 000 €

Le montant de l'aide est de :

- 150 € pour un quotient familial de 0 à 400 €,
- 100 € pour un quotient familial de 401 à 630 €,
- 50 € pour un quotient familial de 631 à 800 €.

**

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX -
Tél : 04.76.00.38.38 Directeur de la publication : Vincent Roberti
Rédaction et abonnement : service ressources direction générale